

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

DE L'INDIVISIBILITÉ DE L'AVEU JUDICIAIRE

« An confessio per adversarium dividi
ac pro parte acceptari, pro parte repu-
diari possit, non satis inter juris inter-
pretes expeditum est. » VOET, sur le titre
du Digeste *De confessis*, n° 3).

THÈSE POUR LE DOCTORAT (Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le 29 décembre 1899, à une heure et demie

PAR

Eugène LESCOT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

SOUS LA PRÉSIDENCE DE M. TISSIER, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { M. DUVERDIER DE SUZE, PROFESSEUR
 { M. DESSERTAUX, PROFESSEUR



DIJON

LIBRAIRIE L. VENOT

1, place d'Armes, 1

1899

DE L'INDIVISIBILITÉ
DE
L'AVEU JUDICIAIRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

DE L'INDIVISIBILITÉ

DE

L'AVEU JUDICIAIRE

« An confessio per adversarium dividi
ac pro parte acceptari, pro parte repu-
diari possit, non satis inter juris inter-
pretes expeditum est. » VoET, sur le titre
du Digeste *De confessis*, n° 3).

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le 29 décembre 1899, à une heure et demie

PAR

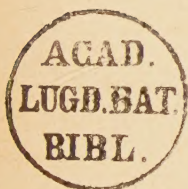
Eugène LESCOT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

SOUS LA PRÉSIDENTICE DE M. TISSIER, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { M. DUVERDIER DE SUZE, PROFESSEUR
 { M. DESSERTAUX, PROFESSEUR



DIJON

LIBRAIRIE L. VENOT

1, place d'Armes, 1

1899

DE L'INDIVISIBILITÉ DE L'AVEU JUDICIAIRE

INTRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

Sens et portée du principe

« Donnez-moi quatre lignes d'un homme, je me charge d'y trouver de quoi le faire pendre. » Tout le monde connaît ce mot célèbre qui fait parfaitement comprendre qu'en ne s'attachant qu'à une partie de ce qu'elle a dit, on peut attribuer à une personne tout le contraire de ce qu'elle a voulu dire. C'est ce procédé déloyal que condamne l'article 1356 du Code civil en proclamant le principe de l'indivisibilité de l'aveu judiciaire. Cette règle nous apparaît donc bien, dès l'abord, comme consacrée par le bon sens et il semble qu'il soit superflu d'insister sur son caractère de nécessité logique.

Et cependant cette courte phrase de l'article 1356 : « L'aveu ne peut être divisé contre celui qui l'a fait », a soulevé et soulève encore de nombreuses difficultés. Cette question était sans doute une de celles qui, dans l'ancien droit, avaient amené Dumoulin à intituler son *Traité de l'indivisibilité : Extricatio labyrinthi dividui et individui*, et un auteur moderne a pu dire que c'était là « une des difficultés les plus ardues que présente la science du droit » (1). Il importe donc de poser, au début de cette étude, les bases solides sur lesquelles repose cette règle aussi logique qu'équitable.

§ 1^{er}

Il faut que l'aveu soit la seule preuve produite

Remarquons-le tout d'abord, la question de divisibilité ou d'indivisibilité de l'aveu ne se pose qu'au cas où il n'y a pas d'autre preuve du fait avoué. Il est d'ailleurs facile de comprendre que le créancier n'aura pas recours à un mode de preuve aussi périlleux pour lui que l'aveu de son débiteur, s'il peut établir son droit de quelque autre manière plus sûre. L'aveu ne sera donc indivisible qu'autant qu'il n'existera aucun autre moyen d'établir l'existence de l'obligation. C'est ce qu'exprime parfaitement la formule

(1) BAUDRY-LACANTINIERE, *Précis de Droit civil* (5^e édition), n° 1299, p. 920.

du principe donnée par Pothier dans son *Traité des Obligations*, n° 832. « Observez, dit-il, que lorsque je n'ai d'autre preuve que votre confession, je ne puis la diviser. »

Cette solution découle nécessairement du motif qui a fait admettre l'indivisibilité de l'aveu et qui est, nous le verrons, d'empêcher qu'on intervertisse la position des parties en ce qui concerne la charge de la preuve. Or, dans l'hypothèse qui nous occupe, le créancier ne cherche nullement à se débarrasser du fardeau d'une preuve qu'il a sous la main. Il est manifeste que lorsqu'un fait est établi par un mode quelconque de preuve, on ne peut, en toute bonne foi, vous permettre de faire un aveu portant sur le même fait en y ajoutant des déclarations accessoires que vous seriez dispensé de prouver, en vertu de l'indivisibilité d'un aveu qu'on ne vous demandait pas et qui n'était nullement nécessaire. Comme il n'est pas nécessaire d'invoquer l'aveu sur un point, il est permis de le rejeter sur l'autre. « Ce n'est qu'autant que je prends droit par l'aveu, comme on dit au Palais, que je suis tenu de l'accepter dans son entier, » a dit fort bien Demolombe (t. VII du *Traité des Contrats*, n° 533, p. 474, édition de 1879). Je ne puis, en effet, par un aveu plus ou moins restrictif, changer par exemple une obligation prouvée pure et simple en une obligation conditionnelle.

La jurisprudence a eu maintes fois à rappeler cette condition d'application du principe à l'encontre de

plaideurs ignorants ou de mauvaise foi qui reconnaissent un fait d'ailleurs prouvé par l'adversaire et prétendaient y faire admettre des modifications qu'ils se croyaient ainsi dispensés de prouver. Aussi, la presque totalité des arrêts consacrant l'indivisibilité d'un aveu posent-ils le principe en ces termes : « L'aveu, *quand il est la seule preuve produite*, ne peut être divisé contre celui qui l'a fait. »

§ 2

Concordance du principe avec les règles sur la preuve

Avec cette restriction, le principe de l'indivisibilité de l'aveu paraît tout à fait raisonnable. N'est-il pas logique, en effet, que la preuve d'un fait soit à la charge de celui qui l'allègue ? L'aveu du défendeur peut, sans doute, décharger le demandeur de ce fardeau de la preuve, mais en tant seulement qu'il fournit une preuve complète et adéquate du fait tel qu'il est allégué par l'adversaire. Écoutons sur ce point MM. Aubry et Rau, 4^e édition, t. VIII, § 754, note 36. « Le principe de l'indivisibilité de l'aveu, disent-ils, a pour unique objet d'empêcher que l'on ne puisse intervertir la position des parties en ce qui concerne la charge de la preuve. De même que la partie au profit de laquelle le fait principal a été reconnu se trouve affranchie de l'obligation de le prouver, de même aussi la partie qui a fait l'aveu doit être dispensée de prouver les déclarations accessoires qu'il

renferme, puisque autrement elle serait privée de l'avantage que lui donnait sa position de défenderesse à la demande ou à l'exception. »

Cette manière de voir nous paraît plus exacte que celle de M. Demolombe, d'après lequel l'aveu dérogerait au contraire à cette double règle que le demandeur est tenu de prouver sa demande et le défendeur son exception. « D'une part, dit-il, le demandeur se trouve dispensé de prouver contre le défendeur avouant le fait principal allégué par lui; mais aussi, d'autre part, réciproquement, le défendeur se trouve dispensé de prouver contre le demandeur le fait accessoire qu'il y ajoute. Et c'est précisément de cette réciprocité que naît l'indivisibilité de l'aveu » (1). Il nous paraît plus simple et plus juste à la fois de dire que l'avouant ne perdra pas, par le fait de son aveu, la position de défendeur qu'il avait dès le début dans l'instance et qui doit lui être conservée puisque aucune preuve n'est intervenue jusqu'ici du fait de l'adversaire. En faveur de cette explication on peut invoquer, outre l'autorité de MM. Aubry et Rau, celle de Larombière, *Traité des Obligations*, édition de 1857, t. V, p. 407, et celle de M. Huc, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. VIII, p. 455.

Logiquement, un aveu pris en partie seulement ne peut décharger qu'en partie le demandeur de la preuve du fait allégué et si l'avouant ajoute des res-

(1) DEMOLOMBE, *Traité des contrats*, t. VII, p. 471.

trictions ou des modifications, il faut les accepter. Vous n'avez d'autre preuve que mon aveu, vous devez le prendre en entier ; adopter ce qui vous est contraire aussi bien que ce qui vous est favorable, car si je suis véridique dans un cas, je le suis aussi dans l'autre. *Qui semel mentitur semper mentitur*, dit-on, et la réciproque doit également être admise : n'oublions pas, en effet, que par hypothèse, l'aveu est la seule preuve produite. C'est la même idée qu'exprimaient les jurisconsultes du moyen-âge en disant : « La bouche qui a lié peut délier. » Mon aveu est devenu votre titre : vous devez le prendre tel qu'il est. Je prétends que vous me devez 4.000 francs avec intérêts à 5 % et payables à telle date. Vous reconnaissez que vous me les devez, mais sans intérêts et seulement payables à telle autre date, ou bien encore vous ajoutez que vous avez acquitté votre dette. Qu'y a-t-il de prouvé ? Rien autre que ce que vous avez déclaré, c'est-à-dire un prêt sans intérêts et à une date autre que celle indiquée par moi, ou encore une dette éteinte.

Faut-il aller jusqu'à dire, comme l'ont fait quelques auteurs, que l'aveu, lorsqu'il n'est pas pur et simple, c'est-à-dire lorsque ce n'est pas un oui tout court en réponse à une demande catégorique, se ramène en somme à une dénégation ? Nous ne le croyons pas. Il suffit de dire que les modifications et les changements dont il est accompagné le défigurent en quelque sorte et en dénaturent les conséquences juridiques. Si donc

il fait preuve, ce ne peut être que dans les termes où il a été fait, et il en résulte que l'avouant est maître, sous la seule sanction de sa conscience, de forger des déclarations que l'adversaire sera tenu de prendre telles quelles. Ce dernier est ainsi victime du sort qui veut qu'il n'ait pas d'autre moyen de preuve à sa disposition, et aussi le plus souvent, il faut le reconnaître, victime de sa négligence par suite de laquelle il est privé de titre. Cette considération enlève à la conséquence du principe signalée plus haut, le caractère odieux qu'on pourrait être tenté de lui attribuer.

Il faut reconnaître, en effet, que la règle de l'indivisibilité de l'aveu n'est pas moins équitable que logique. On ne peut, en toute justice, faire dire à l'avouant autre chose que ce qu'il a dit. En divisant l'aveu, vous couperiez en quelque sorte la parole à votre adversaire au moment où il ajoute un *mais* à la reconnaissance du fait allégué par vous. Il est inadmissible que le demandeur puisse dire : Vous avez reconnu l'existence du prêt. Cela suffit. C'est à vous maintenant à prouver votre libération. Il faut rester dans la vérité des faits. N'est-il pas juste, d'ailleurs, de dire avec Ferrière (Dictionnaire, v^o *Confession*, p. 359) : « On présume que la confession du débiteur n'est point accompagnée de dol et que celui qui a été d'assez bonne foi pour convenir d'une dette qu'il pouvait nier n'est pas d'assez mauvaise foi pour supposer un paiement sans l'avoir fait. »

Aussi, Taulier (1) a-t-il pu dire, en parlant de l'indivisibilité de l'aveu : « C'est là un principe de vulgaire loyauté. » La loi ne pouvait permettre de scinder les différentes parties d'un aveu pour s'en tenir à ce qui vous est favorable. « Il faut prendre la déclaration tout entière dans son unité ; car c'est précisément son unité qui fait son indivisibilité, » dit Demolombe, t. VII, p. 448.

§ 3

Droit de combattre les déclarations accessoires de l'avouant

D'ailleurs les inconvénients possibles du principe sont tempérés par cette considération que rien n'empêche le demandeur de chercher à combattre les déclarations accessoires de l'avouant pour arriver à se prévaloir de la seule partie de l'aveu qui lui est favorable. Le principe de l'indivisibilité de l'aveu ne doit pas être poussé tellement loin, qu'on interdise à celui qui se prévaut du fait principal le droit de contester soit par une présomption légale, soit par la preuve contraire, les déclarations accessoires du défendeur. Le demandeur ne peut pas être à la merci de son adversaire qui s'empresserait de paralyser d'avance les moyens qu'on pourrait lui opposer, en faisant un aveu partiel dont la teneur serait immuable.

(1) TAULIER, *Code civil*, t. IV, p. 563.

D'autre part, cette solution est en parfaite harmonie avec les principes en matière de preuve et la base que nous avons assignée à l'article 1356. Il s'agit de maintenir les rôles respectifs des parties en ce qui concerne la charge de la preuve. Nous avons vu que les parties conservaient, malgré l'aveu, leurs rôles de demandeur et de défendeur respectifs. Mais ce n'est pas à dire qu'elles doivent le conserver envers et contre tous, et si, grâce à l'aveu, le demandeur, jusqu'ici impuissant, peut prendre l'offensive et chercher à débusquer l'avouant de sa position de défendeur, rien ne peut venir à l'encontre de cette prétention. On peut consulter à cet égard la suite de la note 36 précitée de MM. Aubry et Rau (4^e édition), t. VIII, § 751, p. 179. La solution serait d'ailleurs identique si l'on admettait avec M. Demolombe que l'indivisibilité de l'aveu a pour objet d'intervertir le rôle des parties (Demolombe, t. VII du *Traité des Contrats*, n° 330, p. 471).

Cette faculté de preuve contraire sera, il est vrai, souvent d'une faible ressource, puisqu'il faut supposer, pour que la question de l'indivisibilité se pose, que le demandeur n'a pas d'autre mode de preuve à sa disposition ; cependant, elle peut avoir son utilité, le point à prouver n'étant plus exactement le même. C'est ainsi que, dans la matière des dons manuels, à propos desquels la question d'indivisibilité de l'aveu se pose très souvent, l'héritier n'a le plus souvent aucune preuve de la possession des objets qui man-

quent dans la succession. Mais si le prétendu donataire reconnaît le fait de la possession, en alléguant un don manuel, il arrivera assez souvent que le demandeur, n'ayant plus à prouver cette fois qu'un point spécial, précarité de possession, ou abus de confiance, parviendra à administrer cette preuve. Ce ne sera que justice. L'aveu, en effet, ne constitue pas une présomption *juris et de jure* et celui qui l'a fait conservant la faculté de le rétracter quand, par erreur, il a reconnu un fait contraire à la vérité, l'adversaire doit également être admis à établir la fausseté des déclarations accessoires ajoutées à l'aveu. Il faudrait une disposition formelle qui défende la preuve contraire pour que le juge ait le droit de la rejeter. Comme le font remarquer Massé et Vergé (édition de 1857, t. III, p. 540, note 9), « la défense de diviser l'aveu doit s'entendre d'une division arbitraire et non d'une preuve régulièrement faite. »

Ainsi précisé, le principe de l'indivisibilité de l'aveu nous apparaît avec un caractère de nécessité logique qui ne peut être contesté. Toutefois, on peut se demander s'il convient d'approuver un jugement du Tribunal d'Annecy, qui décide que l'indivisibilité de l'aveu, bien qu'elle n'ait pas été invoquée, doit être relevée d'office par le juge, si la partie de laquelle émane cet aveu conteste l'objet de la demande dirigée contre elle (Trib. d'Annecy, 29 déc. 1887. La loi du 14 janvier 1888).

Avant de pousser plus loin l'étude de cette règle

et de ses nombreuses applications en jurisprudence, il importe d'examiner, dans un court aperçu historique, si nous trouvons des traces de cette indivisibilité soit dans le droit romain, soit dans notre ancien droit français.

CHAPITRE II

Historique

SECTION I^{re}

De l'indivisibilité de l'aveu en droit romain

Le principe de l'indivisibilité de l'aveu n'est nulle part consacré expressément dans les textes du droit romain. On ne peut donc se livrer sur ce point qu'à des conjectures. On peut dire, en ce sens, que cette idée si rationnelle d'accepter en général telles quelles les déclarations de son adversaire quand on est obligé de s'en rapporter à son aveu, n'avait pas dû échapper à l'esprit éminemment logique des jurisconsultes romains. Peut-être même, cette règle était-elle trop incontestable pour qu'on jugeât nécessaire d'en rapporter des applications dans les textes ? Les exceptions, au contraire, étant plus délicates, devaient être mentionnées.

Quoi qu'il en soit, voyons les textes que l'on cite en cette matière et qui sont loin d'être explicites. On invoque généralement la loi 39 au Digeste *De operis libertorum* où le jurisconsulte Paul propose l'espèce d'un patron qui a stipulé que si son affranchi ne lui donne pas 10 journées, il sera tenu de lui donner 20

sesterces. Il demande si l'affranchi a droit d'offrir 20 sesterces pour se libérer de 10 journées et il répond qu'il ne faut pas avoir cette indulgence pour l'affranchi parce qu'il ne doit point approuver son obligation pour la dernière partie et se plaindre de la première comme si elle était injuste. « *Nec oportet liberto hoc indulgere quia non debet ex parte obligationem comprobare, ex parte tanquam de iniqua queri.* » C'est bien là une application du principe si l'on considère la prétention du patron comme un aveu.

On cite également la loi 9 au Code *De exceptionibus*. Celui qui est appelé en justice, dit cette loi, n'a pas besoin de se préparer aucun système de défense, s'il sait pertinemment que le demandeur n'a aucun moyen de preuve à l'appui de son *intentio*. « *Si quidem intentionem actoris probatione deficere confidis nulla tibi defensio sit necessaria.* » Mais si en avouant l'*intentio* du demandeur, le défendeur, pour la combattre, met en avant une exception, ce sera sur cette exception seulement que devra porter toute la discussion du procès. « *Si vero de hac confitendo exceptione te munitum asseveras tantum agi convenit. Nam si etiam de intentione dubitas habita exceptionis contestatione, tunc demum cum intentionem suam secundum asseverationem suam petitor probaverit hinc esse locum monstrari convenit.* » Cela semble être une dérogation au principe de l'indivisibilité de l'aveu, puisque le défendeur n'avoue l'*intentio* que sous le bénéfice d'une exception, et cette dérogation démontrerait par

là même, l'existence du principe. Mais, comme on l'a fait remarquer, cette loi n'a-t-elle pas pour unique objet d'établir, qu'en règle générale, la preuve de l'exception est à la charge du défendeur : *Reus excipiendo fit actor*?

Enfin on invoque surtout la Loi 26, § 2, au Digeste f.f. *Depositi*, sur laquelle les commentateurs de l'ancien droit discutèrent longuement. D'après Berroyer (1), qui combattait, dans ses *Notes sur les arrêts de Bardet*, l'indivisibilité de l'aveu, cette loi « vise l'espèce d'un homme qui confesse par une lettre qu'il est le dépositaire de deux livrés d'or plus ou moins, deux plats et un sac cacheté appartenant à deux particuliers et il ajoute, en continuant, que leur père lui devait dix écus. Le jurisconsulte réduit uniquement le doute aux dix écus et répond que la lettre ne peut produire aucune obligation au profit du dépositaire ; qu'elle ne contient que la preuve du dépôt qui peut être achevée et pour savoir si le dépositaire a la preuve des dix écus par la lettre, le juge connaîtra que non ». Mais le jurisconsulte Paul emploie un terme beaucoup moins absolu et il se contente de dire *judicem æstimaturum*, d'où l'on peut croire que l'application de la règle de l'indivisibilité de l'aveu en droit romain demeurerait dans tous les cas soumise à l'appréciation discrétionnaire du juge.

(1) Cité par MERLIN, *Questions de Droit*, v° *Confession*, § 2, p. 506.

Tel est l'avis de Toullier (1) pour lequel « le droit romain n'avait point établi la règle de l'indivisibilité des aveux parce que les circonstances seules peuvent décider s'ils sont ou non divisibles » et ici le jurisconsulte Paul ne connaissait pas ces circonstances. Merlin (2), au contraire, s'étonne qu'on ait pu conclure de cette loi qu'un aveu portant sur deux faits non connexes, mais dont l'un servait de défense à l'autre, était divisible et il déclare que pour lui c'est précisément le contraire qui résulte de cette loi. « En effet, dit-il, si la partie de la lettre par laquelle Titius se reconnaît débiteur des Sempronius à titre de dépôt pouvait être séparée de la partie de la même lettre par laquelle Titius se porte leur créancier à un autre titre, les Sempronius n'auraient pas besoin de preuve ultérieure pour faire condamner Titius à leur rendre le dépôt qu'ils soutiennent lui avoir confié. Cependant la loi décide qu'une preuve ultérieure leur est nécessaire. Elle décide donc que le mélange de l'allégation de la créance de Titius à l'aveu de sa dette ôte à l'aveu de sa dette la force probante qu'il aurait pleinement, s'il était pur et simple; elle décide donc que cet aveu ne peut être divisé, quelque défaut de connexité qu'il y ait entre les deux faits sur lesquels il porte, qu'autant que les Sempronius suppléeront par une preuve ultérieure au commencement de preuve

(1) TOULLIER, *Droit civil*, t. X, p. 441.

(2) MERLIN, *Questions de Droit* (4^e édition), v^o *Confession*, p. 511.

qu'il forme pour eux ; elle place donc cet aveu sur la même ligne que l'aveu de deux faits non seulement connexes mais encore continus, lequel, suivant la doctrine de tous les auteurs, n'est divisible (abstraction des circonstances sur lesquelles sont fondées les première, deuxième et troisième des exceptions au principe général de l'indivisibilité de l'aveu) que dans le cas où la partie qui en conteste l'article dont on argumente contre elle peut fournir, à l'appui de l'article dont elle argumente elle-même, soit une preuve complète, soit au moins un commencement de preuve ».

Il nous semble plus vrai de dire que cette loi consacre simplement cette exception au principe, également admise dans notre droit, pour le cas où le débiteur avouant sa dette invoque la compensation, fait trop étranger à l'aveu pour le rendre indivisible.

Mentionnons pour finir la loi 28, § 12, au Digeste, livre 34, titre III, citée par M. Schaeffer (1), comme contenant des traces du principe de l'indivisibilité de l'aveu. Cette loi, où il est question du legs d'une créance, nous paraît se référer uniquement à l'hypothèse du concours d'actions et nous ne voyons pas comment on pourrait la rattacher à l'indivisibilité de l'aveu.

En somme, il est impossible de bâtir une théorie

(1) SCHAEFFER, thèse pour le doctorat : *De l'aveu dans la procédure romaine*, Nancy, 1883.

exacte avec de simples allusions prises dans les textes.

SECTION II

De l'indivisibilité de l'aveu dans l'ancien droit

Quoi qu'il en soit sur l'indivisibilité de l'aveu en droit romain, c'est cependant sur les textes cités plus haut que les auteurs de l'ancien droit s'étaient appuyés pour formuler ce principe, admis par la majorité des jurisconsultes, dans les pays de droit écrit comme dans les pays de coutumes. Maleville (1) pouvait dire, lors de la rédaction du Code civil : « *In civilibus confessio non scinditur*. C'est là une maxime vulgaire. »

Cependant le principe ne s'était pas établi sans discussion et l'on peut voir dans Merlin, qui expose fort bien l'état de l'ancien droit sur ce point dans ses *Questions de Droit*, v^o *Confession*, § 2, qu'un auteur au moins, Berroyer, avait vivement attaqué la règle qu'on prétendait tirer du droit romain. Après avoir examiné la loi 39 au Digeste, *De operis libertorum*, voici en quels termes s'exprime cet auteur cité par Merlin : « Les commentateurs du droit ont pris occasion de former une règle sur cette loi que l'on ne peut pas diviser son obligation, en reconnaître une partie et

(1) MALEVILLE, *Analyse de la discussion du Code civil* (2^e édition), t. III, p. 174.

rejeter l'autre. Dans la suite, quelques auteurs moins éclairés ont voulu faire une maxime plus générale et, sous prétexte que l'obligation contient une reconnaissance ou confession de celui qui s'oblige et qu'en justice on forme tous les jours une espèce de contrat par des confessions, ils se sont ingérés de dire qu'en matière civile l'on ne peut pas diviser la confession soit judiciaire ou contractuelle de l'une des parties. Les simples praticiens qui font volontiers application à toutes sortes de causes d'un principe qu'ils ont ouï dire pour une espèce particulière sans en connaître la différence ont enfin rendu ce brocard si familier qu'il ne faut pas s'étonner des préventions qu'on peut trouver là-dessus. Mais en remontant à sa source on trouvera que la décision des jurisconsultes est limitée dans son cas singulier et ne peut être appliquée à d'autres qui n'y ont aucune conformité. »

Nous croyons inutile de suivre les commentateurs dans leurs discussions sur le sens des différentes lois citées plus haut et sur lesquelles nous nous sommes suffisamment expliqué. Contentons-nous de constater que si la majorité des auteurs admettait le principe de l'indivisibilité de l'aveu, cette même majorité était d'accord pour reconnaître au principe un certain nombre de dérogations, quatre d'après Toullier et six d'après Merlin (1) qui en résumant, dit-il, toutes les autorités, fait l'énumération suivante des cas où la divi-

(1) MERLIN, *Questions de Droit* (4^e édition), v^o *Confession*, p. 309.

sibilité de l'aveu comptait plus ou moins de partisans :

« Le premier, lorsque la partie contestée de l'aveu se trouvait en opposition ouverte avec une présomption de droit;

« Le second, lorsqu'elle était d'une invraisemblance qui dégénérait en absurdité;

« Le troisième, lorsqu'elle était prouvée fausse ou infectée de quelque mensonge qui en rendait la vérité suspecte;

« Le quatrième, lorsqu'elle était combattue par un commencement de preuve;

« Le cinquième, lorsque l'aveu portait sur des faits qui, bien que connexes, ne se référaient pas à une seule et même époque et ne formaient pas ce que les jurisconsultes appellent un *acte continu*;

« Le sixième, lorsqu'au défaut de continuité dans ces faits se joignait celui de connexité. »

Cependant, nous avons déjà vu que Pothier, dans son *Traité des Obligations*, n° 832, pose le principe sans aucune restriction et dans des termes aussi absolus que ceux de l'art. 1356, sans faire allusion à aucune des dérogations notées par Merlin. Toutefois il est à croire que le savant auteur ne devait pas repousser toutes ces limitations du principe dont plusieurs s'imposent comme nous aurons occasion de le voir.

Ferrière, dans son *Dictionnaire de droit et de pratique*, v° *Confession*, établit parfaitement le caractère purement doctrinal du principe de l'indivisibilité

sous l'ancien droit. « Néanmoins, dit-il, comme cette maxime que la confession en matière civile est indivisible, n'est fondée sur aucune loi, je crois qu'il dépend du juge de la diviser suivant les circonstances. Henrys, dans sa 6^e *Question posthume*, rapporte les cas où la confession se divise en matière civile : 1^o lorsqu'il y a une forte présomption qui combat le fait qu'on ne veut pas diviser dans la confession ; 2^o lorsque, outre la confession, on a une preuve testimoniale du fait principal qu'on veut diviser. » Et après avoir examiné la loi 26, *Depositi*, il ajoute : « L'étude du cœur de l'homme doit donc être l'unique objet du juge. Il doit pénétrer le motif qui oblige une partie à parler pour distinguer les divers principes de sa confession ; et le but qu'il doit se proposer, tant en matière civile qu'en matière criminelle, c'est de découvrir la vérité. Si dans les circonstances que l'on vient de dire, on ne divisait pas la confession, on fermerait les yeux à la vérité en se rendant esclave d'une vaine maxime de pratique. »

On peut consulter encore, sur la question de l'indivisibilité de l'aveu dans l'ancien droit, la *Collection de Décisions*, de Denisart, v^o *Confession*, n^o 2, et le *Recueil de jurisprudence*, de Guy Rousseau de la Combe, v^o *Confession*, n^o 2.

En résumé, il semble bien que l'indivisibilité de l'aveu n'était pas dans l'ancien droit admise sans restrictions, et que, d'autre part, la règle elle-même ne devait avoir qu'une autorité purement doctrinale et

restait, quant à son application, soumise à l'appréciation discrétionnaire du juge.

Aussi la Cour de cassation a-t-elle posé en principe que, sous l'empire du droit écrit, la faculté de décider si l'aveu de l'une des parties devait ou non être divisé, était abandonnée aux lumières et à la conscience des juges et que, en conséquence, un arrêt ne pouvait être cassé pour avoir divisé l'aveu dans une espèce soumise à l'ancien droit (Cassation, 10 mars 1806, Pathiot, *Journal du Palais chronologique*. Cf Liège, 2 frimaire an XIV, Bonnier, *Sirey chronologique*; Cassat., Rej., 15 thermidor an II; Dalloz, Rép., v° *Vente*, n° 1638).

Toutefois, un arrêt de la Cour de Grenoble, du 25 mars 1824, Buisson, *Journal Pal. chr.*, estime que, bien qu'anciennement, la question de savoir si l'aveu judiciaire pouvait être divisé fût diversement appréciée, cependant, depuis le Code, cet aveu doit être déclaré indivisible, encore qu'il s'agisse d'une contestation commencée avant le Code, les tribunaux devant alors en appliquer les dispositions comme contenant l'interprétation des vrais principes.

La règle de l'indivisibilité de l'aveu, avons-nous dit, n'était pas sérieusement contestée dans l'ancien droit. Aussi la voyons-nous adopter sans aucune discussion par les rédacteurs du Code civil. En effet, si nous consultons Fenet, t. XIII, p. 405, nous voyons Bigot Préameneu, dans l'exposé des motifs du titre VI, énoncer le principe d'une façon générale en citant le

même exemple que Pothier. A la discussion du titre VI, le tribun Mouricault est encore plus bref et se contente de dire que « dès qu'on se fait un titre d'un aveu, il faut le prendre précisément tel qu'il est » (Fenet, t. XIII, p. 447).

PREMIÈRE PARTIE

EXAMEN DU PRINCIPE DE L'INDIVISIBILITÉ DE L'AVEU

CHAPITRE PREMIER

Division de l'aveu en trois branches

Le principe a donc passé sans aucune difficulté dans notre droit et l'article 1356 du Code civil ne faisant aucune distinction, il convient d'appliquer la règle aux trois espèces d'aveux que distinguent un grand nombre d'auteurs :

- Aveu pur et simple;
- Aveu qualifié ou modifié;
- Aveu complexe.

Cette division paraît avoir déjà été admise, au moins implicitement, par les commentateurs de l'ancien droit. Cependant elle a été l'objet, de la part de certains auteurs, de critiques sur la valeur desquelles il importe tout d'abord d'être fixé.

SECTION I^{re}

**Défense de la division des différentes sortes d'aveux
en purs et simples, qualifiés et complexes**

Deux auteurs, M. Laurent et M. Huc, ont cru devoir attaquer ces dénominations qui, cependant, paraissent logiques. M. Laurent (1) est amené à critiquer cette division, au moins comme inutile, par suite de sa théorie un peu trop absolue sur l'indivisibilité de l'aveu. Il n'admet, nous le verrons, aucune différence au point de vue de l'indivisibilité entre l'aveu qualifié et l'aveu complexe. Pour lui, par exemple, le défendeur qui invoque la compensation, n'a pas à faire la preuve de la créance qu'il invoque à l'encontre de la dette qu'il reconnaît. Dans ces conditions, il serait à tout le moins superflu de conserver cette division qui ne correspond plus à rien de réel. Mais nous verrons que cette assimilation entre l'aveu qualifié et l'aveu complexe dans tous les cas, n'est pas rationnelle. L'aveu complexe n'est indivisible que dans le cas où le fait nouveau allégué a une certaine connexité avec le fait principal avoué. Dans ces conditions, l'objection de M. Laurent tombe d'elle-même.

Quant à M. Huc (2), les critiques qu'il dirige contre

(1) LAURENT, t. XX, p. 214, n° 187.

(2) HUC, t. VIII, p. 453 et suiv.

cette division en aveu pur et simple, qualifié et complexe, se rattachent au système tout entier qu'il professe sur l'indivisibilité de l'aveu qui, pour lui, n'est qu'une règle obscure et pédantesque. Nous aurons plus loin occasion d'examiner cette théorie. Disons seulement pour le moment que, d'après M. Huc, l'aveu pur et simple doit seul être regardé comme un aveu, et que l'aveu qualifié et complexe se ramenant à une dénégation, n'est plus un aveu. Il n'y aurait donc aucune différence à faire entre ces deux sortes de dénégations.

Ces critiques contre des dénominations très usitées, bien que le Répertoire de Dalloz qui les emploie les proclame peu en usage, nous semblent injustifiées. Cette distinction était déjà contenue, au moins implicitement, dans les ouvrages de l'ancien droit : on y rencontre notamment l'expression d'aveu qualifié ou modifié. Et si les anciens auteurs n'étaient pas d'accord sur les limitations à apporter au principe, c'est précisément, croyons-nous, parce qu'ils n'avaient pas suffisamment analysé la notion de l'aveu complexe.

Cette division a été consacrée par les auteurs les plus considérables, notamment Aubry et Rau et Demolombe, et Bonnier, dans son *Traité des preuves*, s'en inspire également. La jurisprudence elle-même fait parfois usage de ces dénominations. Et, en effet, on ne comprend pas les préventions des deux auteurs que nous avons cités, contre une division qui apporte un peu de clarté dans une matière délicate. S'il est

utile de débarrasser la langue du droit de pas mal de distinctions qui ne servent qu'à l'encombrer, il ne peut qu'être nuisible de supprimer une division qui ne répugne nullement à l'esprit et qui est commode pour la classification des diverses sortes d'aveux. Nous croyons donc devoir maintenir cette division, car nous estimons avec Dalloz, *Rép.*, v^o *Obligat.*, n^o 5112, que « ces dénominations se réfèrent à des distinctions justes et vraies et offrent une utilité réelle pour le classement et l'examen des nombreux documents fournis par la jurisprudence. »

SECTION II

De l'indivisibilité au cas d'aveu pur et simple

L'aveu est pur et simple lorsqu'une partie reconnaît sans amendement, modification, addition ni restriction le fait allégué par son adversaire.

Il est évident qu'il ne peut être ici question de divisibilité ou d'indivisibilité. C'est une simple reconnaissance dont on n'a qu'à prendre acte. Il n'y a pas, à vrai dire, place pour l'idée d'indivisibilité et on peut s'étonner que certains auteurs proclament qu'un tel aveu est essentiellement indivisible. J'interpelle mon débiteur : Reconnaissez-vous me devoir 1.000 francs avec intérêts à 5 % payables dans un an ? Il répond oui tout court. Tout est dit. La concordance est parfaite entre le fait allégué et le fait avoué. Et on ne

concevrait pas que la règle fût susceptible d'application, le demandeur n'ayant aucun intérêt à diviser une déclaration dont il a dicté les termes au défendeur qui, par sa reconnaissance pure et simple, s'en interdit toute division. La preuve est faite d'une façon absolument complète, et c'est bien dans ce cas qu'on peut dire de l'aveu qu'il est *probatio probatissima*.

SECTION III

Dé l'indivisibilité au cas d'aveu qualifié

La question de divisibilité ou d'indivisibilité ne se pose donc, à vrai dire, qu'avec l'aveu qualifié. C'est ici qu'apparaît tout l'intérêt de la question. Souvent l'adversaire reconnaît le fait allégué par l'autre partie, mais en ajoutant certaines modifications qui altèrent l'essence ou la nature juridique de ce fait. Je prétends vous avoir prêté 1.000 francs avec intérêts à 5 % payables dans un an. Vous reconnaissez le prêt, mais sans intérêts et payable dans un intervalle plus éloigné. Le fait avoué n'a plus ici son unité, sa simplicité. C'est alors que la solution qui permettrait de scinder les deux parties de l'aveu apparaît comme manifestement inique.

« L'indivisibilité de l'aveu qualifié, disent MM. Aubry et Rau (4^e édition, t. VIII, p. 175, note 26), est fondée sur la nature même des choses et ne saurait, par conséquent, être contestée même au point de vue de

la théorie. En effet, par cela seul que l'une des parties n'avoue pas le fait allégué par l'autre, tel que celle-ci est tenue de le prouver pour justifier sa demande, cette dernière ne peut puiser, dans cet aveu, aucun motif qui la dispense de la charge de la preuve. » Etant donné la réponse du défendeur, le demandeur ne peut que considérer le fait par lui allégué comme non prouvé ou bien se résigner à ne le considérer comme prouvé que sous le bénéfice des restrictions qui ont accompagné la reconnaissance du fait principal.

En effet, si on analyse la notion de l'aveu qualifié, on y rencontre deux éléments qui démontrent clairement que cet aveu ne peut, en bonne logique, être considéré que comme indivisible. Ces deux éléments sont, dit Demolombe (1), « la simultanéité et la connexité du fait qui est allégué par l'une des parties dans sa demande ou dans son exception, et des restrictions ou modifications qui y sont ajoutées par l'autre dans son aveu. » Les restrictions que vous apportez à votre aveu, en soutenant que le prêt que je vous ai consenti était stipulé sans intérêts et que l'époque du paiement était plus éloignée, ces restrictions, dis-je, sont évidemment contemporaines du prêt, sont nées en même temps que lui et, d'autre part, elles sont comme inhérentes à ce prêt et c'est avec ces restrictions seules que vous avez reconnu

(1) DEMOLOMBE, t. VII, *Des contrats*, p. 452, n° 312.

l'emprunt en question. Il serait superflu de faire ressortir la différence qu'il y a entre la reconnaissance d'un prêt avec intérêts à 5 % et celle d'un prêt sans intérêts. Ces deux modifications sont trop intimement liées au prêt pour qu'on puisse purement et simplement les laisser de côté. L'indivisibilité rigoureuse et absolue de l'aveu qualifié, c'est-à-dire accompagné de l'allégation de faits simultanés et connexes au fait principal avoué, s'impose donc d'une façon rigoureuse. Tous les auteurs sont d'accord sur ce point.

Il n'est pas besoin, pour justifier cette solution, de recourir à cette idée sur laquelle insistent certains auteurs, que tout aveu qui n'est pas pur et simple se ramène à une dénégation, constitue une dénégation bien plutôt qu'une preuve. Il y a toujours cette différence avec une dénégation pure et simple que la dénégation est ici constituée par des commentaires ajoutés à un aveu et que cela peut permettre au demandeur de combattre la dénégation elle-même en faisant tomber les commentaires. En somme, nous ne croyons pas logique de faire prédominer l'élément négatif contenu dans un aveu qualifié ou complexe.

SECTION IV

De l'indivisibilité au cas d'aveu complexe

§ 1^{er}

1^{er} SYSTÈME : *L'aveu complexe est toujours divisible*

La question est beaucoup plus délicate en ce qui concerne l'aveu complexe. On entend par là l'aveu dans lequel une partie, tout en reconnaissant l'existence du fait allégué par son adversaire, y ajoute un autre fait nouveau distinct et postérieur au fait principal et qui en modifie, en restreint, ou même en éteint complètement les conséquences juridiques. En somme, l'avouant invoque une exception à son profit. Vous prétendez m'avoir prêté 1.000 francs à 5 %. Je reconnais le fait, mais j'affirme en même temps vous avoir remboursé, c'est-à-dire que j'invoque le fait postérieur du paiement, qui crée une exception à mon profit.

Un tel aveu est-il indivisible? Il faut reconnaître que, si dans l'aveu qualifié la division ne se conçoit même pas, la division de l'aveu complexe pourrait se concevoir, à la rigueur, et MM. Aubry et Rau (1) ont raison de dire qu'il est plus difficile de justifier en pure théorie l'indivisibilité de l'aveu complexe que

(1) AUBRY et RAU (4^e édition), t. VIII, p. 176, note 27.

celle de l'avou qualifié. Dans ce dernier, on reconnaissait une obligation modifiée ; dans l'avou complexe, on reconnaît une obligation éteinte. Nous n'avons plus, comme dans l'avou qualifié, la coexistence de ces deux éléments, simultanément dans le temps et connexité dans les faits, qui nous avait conduit à admettre sans hésitation l'indivisibilité d'un pareil avou. En effet, le fait nouveau qui crée une exception peut n'être pas simultané, bien que connexe, tel que le paiement dans l'exemple cité plus haut, ou bien il peut n'être ni simultané ni connexe, comme le serait par exemple l'allégation d'une créance que le débiteur avouant posséderait contre son créancier et qui viendrait en compensation. On peut être tenté de soutenir que l'avouant ayant reconnu la dette avec toutes ses circonstances, celle-ci se trouve établie et que c'est à lui à prouver le fait d'où il prétend tirer l'extinction de cette même dette.

Telle paraît avoir été l'opinion d'un certain nombre de commentateurs de l'ancien droit. Voët sur le titre du Digeste *De confessis*, n° 5, exige expressément la simultanéité et la connexité du fait avoué et des modifications qui peuvent être apportées par l'avouant à sa confession, pour que l'indivisibilité s'applique. Zoétius sur le même titre *De confessis*, n° 9, professe la même doctrine et nous avons vu dans les 5° et 6° dérogations au principe citées par Merlin dans ses *Questions de Droit*, qu'il considérait la règle de l'indivisibilité de l'avou comme excluant complètement

l'aveu complexe dans l'ancien droit. Il paraît même admettre, d'après Demolombe, que la doctrine des anciens auteurs consacrant la divisibilité de l'aveu complexe, est encore consacrée par le Code civil. Mais nous n'avons trouvé rien de semblable dans le passage de Merlin que vise Demolombe (Merlin, *Questions de Droit*, v^o *Confession*, § 2, pages 509, 510 et 511). Il semble bien résulter, au contraire, de la lecture de Merlin, qu'il admettait l'indivisibilité de l'aveu complexe même lorsqu'il porte sur des faits non connexes, mais dont l'un sert de défense à l'autre, et Merlin prétend même que telle était déjà la solution qu'on aurait dû admettre sous l'ancien droit, d'après l'explication qu'il donne de la Loi 26, *Depositi*.

Quoi qu'il en soit, Zachariæ (édition Massé et Vergé, t. III, § 606, p. 539), repousse incontestablement l'indivisibilité de l'aveu complexe, et cela dans tous les cas. « Supposons, au contraire, dit-il, que le défendeur, tout en reconnaissant le fondement de la demande, allègue l'exception de la *compensation* ou du *paiement* ou que la demande comprenant plusieurs chefs, le défendeur avoue les faits relatifs à l'un de ces chefs et nie l'autre; l'aveu, dans ces différents cas et dans les autres cas semblables, sera certainement divisible. » Cette théorie est encore soutenue par M. Baroche, *Encyclopédie du Droit*, v^o *Aveu*, n^o 23. Cette doctrine peut même invoquer en sa faveur, comme l'a fait remarquer Demolombe, certains considérants de deux arrêts de la Cour de cassation. L'un

du 6 février 1838, rapporté dans Sirey, 38, I, 108; « Attendu, dit cet arrêt, que le principe de l'indivisibilité de l'aveu ne reçoit d'application qu'au cas où l'aveu porte sur un même fait passé dans une circonstance unique. » C'est bien exiger, semble-t-il, la simultanéité et non pas seulement la connexité. L'autre arrêt indiqué est du 14 avril 1852, S., 52, I, 453. Le considérant suivant : « Attendu que les termes généraux et absolus de l'article 1356 : L'aveu judiciaire ne peut être divisé contre celui qui l'a fait, ne permettent aucune espèce de division entre les différentes parties d'un aveu lorsque, comme dans l'espèce, elles forment un tout *continu* unique et complet; » ce considérant, disons-nous, paraît bien exiger également la simultanéité.

§ 2

2^e SYSTÈME : *L'aveu complexe est toujours indivisible*

Par contre, M. Laurent, 3^e édition, tome XX, n^o 493, reprenant, semble-t-il, la solution émise par Merlin dans ses *Questions de Droit*, admet sans aucune restriction l'indivisibilité de l'aveu complexe. « Nous croyons, dit-il, qu'il n'y a aucune distinction à faire entre l'aveu complexe et l'aveu qualifié. L'aveu est une preuve que la partie intéressée fournit elle-même; il faut donc prendre sa déclaration dans le sens qu'elle a voulu lui donner; or, diviser l'aveu,

ce serait donner un sens tout contraire à la déclaration; celui qui l'a faite n'avoue pas qu'il est débiteur, il dit qu'il ne l'est pas; on doit s'en tenir à sa déclaration si l'on veut s'en prévaloir. » Et aux n^{os} 194, 195 et 196 de son ouvrage, le même auteur applique cette solution à l'aveu accompagné de l'allégation d'un paiement, d'une remise, d'une novation, d'une résolution et même d'une compensation.

La même doctrine nous paraît avoir été consacrée, au moins implicitement, par M. Huc (1). Cet auteur admet en effet l'indivisibilité de l'aveu complexe même au cas où le défendeur ajoute à l'aveu de sa dette l'allégation d'une créance contre le demandeur, qui viendrait en compensation. Il s'appuie, pour écarter ainsi l'argument tiré de la tradition qui est absolument contre lui, sur ce fait que les règles de la compensation ont changé dans notre droit. La compensation romaine produisait son effet *officio judicis* et avait besoin d'être opposée : on avait bien alors, dit-il, deux faits absolument distincts sans connexité ni relation entre eux. Mais actuellement, la compensation produit de plein droit, comme le paiement, ses conséquences extinctives.

Le savant auteur nous paraît faire une confusion. Nul ne conteste que la compensation dans notre Code produise ses effets de plein droit, mais il s'agit ici de savoir tout d'abord si la dette, qui pourra plus tard

(1) Huc, t. VIII, n^o 354, p. 459.

venir en compensation, est prouvée. Or, nous disons que cette dette est un second fait absolument étranger au premier fait avoué. Ce second fait ne suppose pas du tout l'existence du premier et, par conséquent, le défendeur ne peut, en joignant ces deux faits absolument distincts, les faire considérer tous deux comme prouvés. Il importe peu que la compensation se produise ou non de plein droit, puisque l'une des deux dettes n'est pas prouvée. Car il faut bien reconnaître que, même dans notre droit, le juge ne doit pas enregistrer purement et simplement toute compensation alléguée, mais doit se rendre compte tout d'abord si les conditions de la compensation sont remplies.

M. Laurent, avons-nous vu, est également partisan de l'indivisibilité de l'aveu complexe dans tous les cas, quelque étranger au procès que soit le fait allégué par le défendeur comme il en est en cas de compensation. D'après lui, il faut prendre la déclaration du défendeur dans le sens qu'il a voulu lui donner; or, diviser l'aveu, même dans ce cas, ne serait-ce pas lui donner un sens tout contraire à la déclaration? En somme, dit-il, j'aboutis à dire que je ne suis pas débiteur; c'est une dénégation. C'est fort bien, mais ici la partie de l'aveu qui en fait une dénégation est par hypothèse manifestement étrangère au procès et ne peut, par conséquent, réagir sur l'autre et en atténuer la portée. L'éminent auteur belge ne veut voir sur ce point aucune différence

entre la remise, la novation ou le paiement et la compensation. « Ces trois faits, dit-il, sont aussi distincts du premier et par leur nature et par le temps; il en résulte aussi pour moi un droit; donc, si l'on peut diviser mon aveu quand j'allègue la compensation, on peut aussi diviser mon aveu quand j'allègue tout autre mode d'extinction de mon obligation (1). »

« Si tel est le principe, dit-il plus loin en citant un arrêt de la Cour de cassation qui consacre notre opinion, tout aveu complexe sera divisible car, par là même qu'il est complexe, il comprend deux faits. » C'est évident, mais ces deux faits peuvent avoir entre eux un certain lien de connexité et alors on ne pourra les séparer, ou bien ils seront absolument indépendants et l'aveu pourra prouver l'un sans établir l'autre. A la vérité, le paiement, la remise, la novation, dont l'aveu est indivisible, sont bien aussi des faits différents de la créance, mais ils s'y rattachent en ce qu'ils ont pour but de l'éteindre; la compensation, au contraire, se produit en dehors des parties par la seule volonté de la loi et, en contractant la dette qui y donne naissance, les parties n'ont point eu en vue d'éteindre la dette antérieure.

(1) LAURENT, t. XX, p. 223.

§ 3

3^e SYSTÈME : *Distinction entre l'aveu complexe portant sur des faits connexes et l'aveu complexe portant sur des faits non connexes.*

Les deux systèmes rapportés plus haut sont donc trop absolus et la majorité des auteurs s'accorde à faire une distinction en ce qui concerne la divisibilité ou l'indivisibilité de l'aveu complexe. Le fait avoué et le fait allégué sont-ils connexes même sans être simultanés, comme lorsque je reconnais avoir reçu de vous une somme d'argent mais en ajoutant vous l'avoir remboursée, l'aveu est indivisible. Au contraire, le fait allégué et le fait avoué ne sont-ils ni simultanés ni connexes, comme dans le cas où en reconnaissant la dette vous prétendez que je vous dois d'autre part pareille somme, l'aveu sera divisible.

Nous disons que dans le premier cas où les faits sont connexes, l'aveu sera indivisible. Et en effet, il importe de remarquer tout d'abord que le texte de l'article 1356 ne distingue pas entre les différentes espèces d'aveu et ne restreint nullement l'application du principe au cas où l'aveu porterait sur un fait unique. Il pose le principe dans les termes les plus généraux. Nous ne sommes donc pas autorisé à apporter à la règle des restrictions que jugeaient bonnes certains auteurs de l'ancien droit, à qui ce pouvoir d'appré-

ciation était donné, le principe n'ayant qu'une autorité doctrinale. D'ailleurs, il s'en faut que tous les auteurs de l'ancien droit aient été partisans du premier système que nous avons indiqué. Il est à remarquer surtout que le seul exemple cité par Pothier à l'appui d'un principe qu'il posait en termes très larges est précisément un cas d'aveu complexe. « Supposons, dit-il, *Traité des Obligations*, n° 832, par exemple, que j'ai donné une demande contre vous pour une somme de 200 livres que je soutiens vous avoir prêtée et dont je vous demande le paiement. Si, sur cette demande, vous êtes convenu en ajoutant que vous m'avez rendu cette somme, je ne puis tirer de votre confession une preuve du prêt qu'elle ne fasse en même temps foi du paiement; car je ne puis m'en servir contre vous qu'en la prenant telle qu'elle est en son entier. »

Les rédacteurs du Code civil ont suivi en cette manière leur guide habituel, comme l'on peut s'en rendre compte en lisant le rapport de M. Jaubert (Loché, tome XII, page 536) qui cite le même exemple et le commentant dans des termes identiques. Nul doute, par conséquent, que l'aveu complexe n'ait été visé par le législateur lorsqu'il posait le principe de l'indivisibilité de l'aveu.

Nous trouvons d'ailleurs dans le Code lui-même l'application de l'indivisibilité de l'aveu complexe au cas où le dépositaire reconnaît le fait du dépôt tout en attestant la restitution (art. 1924). On a signalé

également une autre application du même principe dans l'article 1330 du Code civil qui interdit de diviser la preuve tirée des livres des marchands. En effet, il s'agirait bien en ce cas de mentions, c'est-à-dire d'aveux de dettes et de paiement, parlant d'aveux complexes.

Cette indivisibilité de l'aveu complexe portant sur des faits connexes sans être simultanés se justifie d'ailleurs parfaitement au point de vue pratique. En effet, la dette qui fait l'objet de la réclamation du créancier n'ayant point été constatée par écrit, c'est que le créancier a eu confiance en la bonne foi de son adversaire, et le débiteur n'a pas de motif d'exiger une quittance constatant par écrit le paiement d'une dette qui n'était point elle-même constatée par écrit. Il y a réciprocité de situation. Encore une fois dans cette matière de l'indivisibilité de l'aveu, il faut prendre les choses telles qu'elles sont et se rappeler que l'on n'invoque l'aveu de l'adversaire qu'à défaut d'autre preuve. Tant pis si parfois le créancier supporte les conséquences de sa négligence. Cette solution est donc parfaitement équitable.

C'est en vain qu'on objecte que nous avons ici non pas un aveu unique mais deux aveux distincts, l'un sur le fait de la dette et l'autre sur le fait du paiement et que ces deux faits ne sont pas continus. Nous répondons qu'il suffit que ces deux faits soient connexes et ils le sont bien puisque le fait du paiement présuppose l'existence du fait de la dette et en

forme la suite ordinaire ou au moins accidentelle. Vous alléguiez l'existence d'une créance contre moi et, faute de preuve, vous vous en rapportez à ma déclaration. Je reconnais la dette, mais j'affirme avoir payé. Vous ne pouvez prétendre qu'en parlant de ce paiement je ne suis plus dans la question, comme vous seriez admis à le faire, nous allons le voir, si j'invoquais un fait absolument étranger au procès, tel que l'existence d'une créance qui viendrait en compensation. D'ailleurs ne peut-on pas dire avec Demolombe, *Obligations*, tome VII, n° 518, p. 458, que « cette étroite corrélation qui relie ces deux faits l'un à l'autre et qui fait considérer le second comme la conséquence du premier, efface en quelque sorte, l'intervalle de temps qui les sépare, pour les confondre, dans un seul et même fait, par une sorte de simultanéité rétrospective ? »

La solution qui nous est imposée, relativement à ce cas d'aveu complexe, par la tradition de Pothier, les travaux préparatoires et la généralité des termes de l'article 1356, se soutient donc parfaitement en logique comme en équité.

Mais il nous semble impossible de maintenir cette solution au cas où l'aveu complexe comprend deux faits qui ne sont ni simultanés ni connexes ou qui sont simplement simultanés sans être connexes. En d'autres termes, si nous avons admis que l'on pouvait se contenter de la connexité seule des faits avoués pour admettre l'indivisibilité, nous ne pou-

vons admettre que la simultanéité seule des faits avoués conduise au même résultat.

En effet, les objections que l'on faisait tout à l'heure à l'indivisibilité de l'aveu complexe portant sur des faits connexes, conservent ici toute leur force, car nous n'avons plus pour y répondre l'autorité de la tradition ni ce lien d'intime connexité qui nous interdisait de séparer les deux parties de la déclaration. En effet, le lien de la simultanéité, à lui seul, est trop fragile et trop accidentel pour qu'on puisse lui faire produire des effets aussi graves que ceux de l'indivisibilité. Si donc, à la reconnaissance de la dette alléguée par le demandeur, le défendeur ajoute l'existence d'une autre créance contemporaine ou non de la première, contre son propre créancier et qui viendrait en compensation, cette dernière partie de sa déclaration, ou plutôt cette nouvelle déclaration, ne pourra pas être considérée comme prouvée.

Assurément, la compensation est une cause légale d'extinction des obligations, mais il n'y a aucune connexité d'origine entre les deux dettes, et c'est ce qui fait la profonde différence entre ce mode d'extinction et les autres : le paiement, la novation, la remise de dettes ne se conçoivent pas sans une dette préalable, à laquelle ces faits se rapportent et qu'ils ont pour but d'éteindre ; au contraire, la créance qui donne lieu à la compensation est si peu connexe à la dette avouée, qu'elle peut l'avoir précédée aussi bien qu'elle a pu la suivre, et que même elle aurait pu

exister seule; elle peut donc être l'objet d'une action distincte de la dette avouée et certes, dans ce cas, le prétendu créancier ne pourrait se borner à une allégation; il devrait en fournir une preuve complète par les moyens ordinaires. Si cette créance arrive à constituer par compensation un mode d'extinction des obligations, ce n'est pas par la nature des choses, mais par une raison d'utilité et de célérité reconnue par la loi et qui ne peut changer les règles générales de la preuve.

La solution qui admettrait l'indivisibilité de l'aveu dans ce cas se heurterait non seulement à la tradition de l'ancien droit (car il est bien difficile d'admettre l'interprétation donnée par Merlin à la loi 26, *Depositi*), mais encore à l'équité et à la raison.

En effet, autant il est équitable de ne pas exiger une preuve écrite de la libération d'une dette qui n'est pas elle-même constatée par écrit, autant il le serait peu de permettre à l'avouant de profiter de l'aveu d'une dette quelconque, pour imposer à son adversaire les prétentions les plus exorbitantes et qui n'auraient aucun rapport avec les faits dont il est question au procès actuel. J'ai suivi votre foi pour la convention à propos de laquelle je m'en rapporte à votre déclaration, mais je ne l'ai pas suivie pour toutes les transactions auxquelles nous pourrions être mêlés et je n'ai pu, par là, vous donner une sorte de blanc-seing pour me constituer votre débiteur sans écrit, en vertu d'une cause tout autre que celle qui

nous a fait traiter. « Autrement, dit Bonnier (1), en pressant les conséquences du principe de l'indivisibilité, on viendrait au point que si la créance alléguée par le débiteur dépassait le montant de sa dette, comme il serait impossible de scinder sa déclaration, le prétendu aveu finirait par intervertir les rôles et par rendre, en dernière analyse, le créancier débiteur; ce qui est trop évidemment inadmissible. »

L'indivisibilité, dans ce cas, ne serait pas moins illogique, car si l'on va au fond des choses, on remarque que lorsque le lien de connexité vient à manquer, comme il en est au cas de compensation, il ne peut plus être question d'indivisibilité de l'aveu. Il y a alors en somme deux aveux bien distincts, autant que les faits qui en font l'objet, et il est évident que chacun d'eux doit être pris séparément et apprécié à part. La règle de l'indivisibilité de l'aveu s'appliquera à chacun d'eux et elle pourra s'appliquer à l'un sans qu'il y ait lieu de l'appliquer à l'autre. Appliquer le principe de l'indivisibilité de l'aveu à ces deux déclarations serait consacrer les résultats d'un véritable coq-à-l'âne juridique. Le premier aveu est absolument complet et parfait à lui seul; comment une seconde déclaration sur des faits absolument étrangers au procès pourrait-elle le modifier, le restreindre ou même en anéantir les conséquences juridiques? Le demandeur ne peut que prendre pure-

(1) BONNIER, *Traité des preuves* (5^e édition), p. 318.

ment et simplement acte de l'aveu, et en ce qui concerne le fait nouveau que le défendeur allègue, lui répondre uniquement ceci : Nous parlerons de cela plus tard quand vous aurez intenté sur ce point une action distincte et séparée. Il ne peut pas être question ici d'accessoire et de principal puisque, par définition, il n'y a aucune connexité entre les faits avoués et les faits allégués. Il suffit que j'aie reconnu le bien-fondé de votre allégation pour que mon aveu me condamne sans que l'autre fait principal lui-même que j'ai avancé puisse détruire ou modifier en quoi que ce soit l'importance de ma déclaration.

Nous avons examiné jusqu'ici, avec l'exemple tiré de la compensation, uniquement l'hypothèse d'une action personnelle, mais on peut trouver également dans une action réelle un exemple de cas où l'aveu sera divisible, parce que la seconde déclaration ne sera pas connexe au fait principal. Un défendeur actionné en revendication d'un immeuble reconnaît bien le droit de propriété du demandeur, mais il prétend qu'il a fait pour la chose des dépenses nécessaires ou utiles, c'est-à-dire qu'il l'a conservée ou améliorée : il devra prouver ces dépenses avec leur caractère et leur montant car, bien que cette prétendue créance soit relative à l'immeuble, elle n'y a qu'un rapport accidentel. En effet, la dépense aurait pu être faite par un gérant d'affaires qui ne possédait pas l'immeuble et elle aurait pu donner lieu à une action directe dans laquelle, comme au cas précédent,

d'une créance compensatoire, le demandeur aurait dû faire la preuve d'après le droit commun. Il n'est donc pas admissible qu'il puisse, à la faveur d'un aveu du droit du demandeur, se borner à une allégation pure et simple de sa créance. En somme, dans ces deux hypothèses, la raison d'être du principe de l'indivisibilité, qui est précisément de maintenir les rôles respectifs des parties en ce qui concerne la charge de la preuve, fait totalement défaut.

SECTION V

L'aveu complexe portant sur des faits non connexes est-il nécessairement divisible ?

Mais est-ce à dire que le juge sera nécessairement tenu de rejeter cette seconde partie de l'aveu ou plutôt ce second aveu, ou bien sera-ce une simple faculté pour lui ? L'absence de connexité aura-t-elle pour seul effet de lui délier les mains et de lui rendre sa liberté d'appréciation que le législateur lui avait enlevée dans une certaine mesure en posant le principe de l'indivisibilité de l'aveu ? Cette dernière théorie a été habilement présentée par Larombière, *Traité des Obligations*, tome V, n° 18, page 414. « Remarquez bien, dit-il, que quand nous disons que l'aveu cesse d'être essentiellement indivisible lorsque les déclarations accessoires dont il est assorti comprennent un fait distinct et indépendant du fait principal, nous disons

seulement qu'il peut être divisé et que nous ne prétendons point qu'il doive toujours l'être indistinctement. Les juges ont, en effet, à cet égard, un pouvoir discrétionnaire d'appréciation et la faculté de diviser ou non l'aveu, suivant les circonstances particulières de la cause. Ils sont surtout appelés à en user dans le cas où l'avouant prétend que la dette réclamée contre lui et qu'il reconnaît, se trouve compensée par une créance existant à son profit et pour laquelle il déclare former une demande en compensation ou reconvention. Quelque distincts et séparés qu'ils soient, le fait principal et le fait accessoire sont compris dans un même aveu qui peut très bien, dès lors, être entendu en ce sens, que le défendeur ne reconnaît l'existence de la dette que jusqu'à concurrence de la somme exigible, après toute compensation opérée, et qu'il ne consent à avouer que sauf le bénéfice de l'indivisibilité de son aveu et sous la condition que son adversaire reconnaîtra lui-même la légitimité de ses prétentions, en acceptant ses déclarations dans leur entier d'une manière indivisible. » Cette opinion paraît également avoir inspiré une note sous un arrêt de rejet de la Cour de cassation du 9 décembre 1884 (D., 85, I, 365) où on lit ce qui suit : « La jurisprudence n'impose pas au juge du fond l'*obligation* mais lui donne la *faculté* de scinder les aveux contenus dans un interrogatoire sur faits et articles : elle le laisse libre d'apprécier la valeur des réponses soit dans leur ensemble, soit en les isolant

les unes des autres, soit même en divisant chacune d'elles en autant d'éléments qu'il lui plaît. »

Cette opinion a été réfutée victorieusement, à notre avis, par Demolombe, tome VII du *Traité des Obligations*, n° 523, page 464. D'après lui, le juge, dans le cas où l'aveu complexe sera déclaré divisible pour défaut de connexité, *devra* tenir comme prouvée la partie sur laquelle porte l'aveu et rejeter nécessairement la déclaration prétendue accessoire que l'avouant avait ajoutée à son aveu et qui ne peut que faire l'objet d'un nouveau procès. En effet, le premier aveu, qui est d'ailleurs le seul ayant trait au procès puisque la déclaration ajoutée à l'aveu y est par hypothèse absolument étrangère, ce premier aveu, disons-nous, fait pleine foi. C'est la seule partie de l'article 1356 qui soit applicable ici puisque nous supprimons d'un trait de plume cette déclaration étrangère qui n'a que faire au procès. Nous ne pouvons admettre avec Larombière que « quelque distincts et séparés qu'ils soient, le fait principal et le fait accessoire soient compris dans un même aveu ». Peu importe que le caprice ou plutôt l'intérêt d'un plaideur les ait réunis dans une même phrase. Le jeu normal de nos règles sur la preuve oblige le juge, et ce ne peut être pour lui une simple faculté, à rejeter absolument cette déclaration étrangère à l'appui de laquelle le défendeur n'apporte aucune preuve.

On objecte en vain que celui qui a fait l'aveu complexe n'a consenti à le faire que sous le bénéfice de

l'indivisibilité de sa déclaration, sous la condition que son adversaire reconnaîtrait, de son côté, la légitimité de ses prétentions dans leur entier. Il se peut, il est même probable, que telle a été l'intention de l'avouant, mais c'est précisément ce calcul que veut déjouer la loi qui considère cette condition à laquelle l'avouant a subordonné sa déclaration comme illicite. Nous croyons avec Demolombe que cette condition qui, stipulée expressément, ne saurait être validée, ne peut être présumée contenue tacitement dans l'aveu complexe. C'est précisément cette tendance des plaideurs à abriter leurs prétentions exorbitantes sous le couvert du principe de l'indivisibilité qui a jeté du discrédit sur ce principe et qui inspirait les critiques de Berroyer sous l'ancien droit. Admettre avec Larombière que l'aveu serait indivisible chaque fois que l'avouant a fait sa déclaration sous la condition que son adversaire reconnaîtra lui-même la légitimité de sa prétention, ce serait faire le jeu des plaideurs malhonnêtes qui sous-entendraient toujours cette condition. Au contraire, l'interprétation que nous donnons de l'article 1356 déjoue cette manœuvre en décidant que le juge doit rejeter purement et simplement ces déclarations étrangères à l'appui desquelles on n'apporte aucune preuve.

Qu'on le veuille ou non, la règle de l'indivisibilité de l'aveu n'est plus, comme dans l'ancien droit, purement doctrinale et l'article 1356 de notre Code prouve péremptoirement, par ses termes absolus, que

le législateur de 1804, encore ému des critiques adressées sous l'ancien régime à l'arbitraire du juge, n'a pas voulu laisser ces questions de preuve à l'appréciation discrétionnaire des tribunaux. Le système contraire peut être celui d'autres Codes, de l'article 1961 du Code hollandais notamment, il peut être plus en rapport avec les idées modernes, mais il ne faut pas oublier que notre Code a établi un système restrictif des moyens légaux de preuve.

C'est pourquoi nous ne croyons pas pouvoir souscrire à l'opinion émise par M. Rodière dans son livre sur la *Solidarité et l'Indivisibilité*, n° 426, page 344. « La doctrine la plus accréditée, dit-il, consiste à distinguer ce qui se rattache directement à l'objet de l'aveu de ce qui ne s'y rattache que d'une manière éloignée, à appliquer rigoureusement le principe de l'indivisibilité de l'aveu au premier cas, à l'écarter dans le second ». Et plus loin il ajoute : « Nous repoussons pour notre part cette distinction en tant qu'on veut en introduire dans les deux cas des conséquences inflexibles. » D'après cet auteur, le juge peut, par exemple, rejeter la seconde partie de la réponse, si elle lui *paraît* souverainement invraisemblable. C'est fort bien si cette partie de la réponse lui *est prouvée* manifestement invraisemblable (nous avons vu dès le principe qu'il fallait admettre le droit de preuve contraire), mais en dehors de ce cas, le juge est tenu d'admettre la déclaration accessoire si elle est connexe au fait principal avoué, de même

qu'il est tenu de rejeter le second aveu qui n'a aucun lien avec le premier et en faveur duquel on n'apporte aucune preuve.

Peu importe qu'il soit « tout à fait dans l'esprit des lois nouvelles de laisser beaucoup à l'appréciation du juge en matière de preuve ». Il se peut même que ce soit, comme le dit Rodière, « infiniment sage » ; mais l'article 1356 n'en reste pas moins là.

Nous reconnaissons d'ailleurs, de bonne grâce, que le principe de l'indivisibilité de l'aveu a beaucoup plus d'importance dans une législation comme la nôtre qui admet un système restrictif des moyens légaux de preuve. Mais cependant Larombière, t. V, sur l'art. 1356, n° 16, page 408, nous paraît exagérer quelque peu l'influence du système législatif relatif aux preuves sur le principe de l'indivisibilité de l'aveu quand il dit : « Il est aisé de comprendre que sous une législation qui admettrait indistinctement tout moyen de preuve, les actes écrits, les témoins et les présomptions, le principe de l'indivisibilité de l'aveu, *en supposant qu'il y pût trouver place*, n'aurait qu'une portée très faible ou même nulle. Comme il serait permis de combattre dans tous les cas et par toute espèce de moyens de preuve contraire, les allégations accessoires qui modifient l'aveu, on pourrait toujours commencer par se prévaloir de la partie avantageuse de la reconnaissance, sauf ensuite à établir l'erreur, le mensonge ou la fausseté des restrictions qui tendent à neutraliser les conséquences de l'aveu. Son

indivisibilité ne serait alors autre chose que l'impossibilité même de rien prouver contrairement à ses termes, de même que sa divisibilité se confondrait avec la faculté d'en combattre par tous moyens de preuve contraire la partie défavorable. » Le savant auteur nous paraît méconnaître le caractère de nécessité logique de la règle de l'indivisibilité de l'aveu et il paraît surtout oublier que pour qu'on voie se poser la question de divisibilité ou d'indivisibilité de l'aveu, il faut que l'aveu soit la seule preuve produite, ce qui peut se présenter, plus rarement il est vrai, même sous les législations qui admettent indistinctement tous les modes de preuve. Aussi croyons-nous que le principe de l'indivisibilité de l'aveu n'est pas destiné à disparaître de nos lois, alors même qu'on remanierait notre Code dans le sens d'une plus grande latitude laissée au juge dans les questions de preuve.

On peut donc approuver pleinement un arrêt de la cour de Pau, du 11 novembre 1834, Dalloz, 35, II, 56, où nous relevons le considérant suivant : « Si en matière commerciale, où la preuve testimoniale est admise presque dans tous les cas, l'on doit se montrer moins sévère pour l'application de ce principe (de l'indivisibilité de l'aveu), néanmoins l'on ne pourrait y déroger qu'autant que des circonstances graves s'opposeraient à son application. Cette solution nous paraît beaucoup plus juridique que celle proposée dans le Répertoire de Dalloz, v^o *Obligations*, n^o 5109 :

« Du principe que l'aveu n'est indivisible que dans le cas où le demandeur n'a pas d'autre moyen de preuve à sa disposition, il résulte, ce semble, qu'en matière commerciale où la preuve testimoniale est indéfiniment admissible, l'aveu pourra toujours être divisé ».

APPENDICE

Généralités sur l'extension du principe à l'aveu extrajudiciaire et à l'aveu en matière criminelle.

C'est cette divergence de vues sur le caractère plus ou moins logique de la règle qui amène également les auteurs à des solutions différentes dans deux questions qui, bien qu'étant en dehors du sujet même de ce travail, en sont trop voisines pour qu'on les passe complètement sous silence. — Il s'agit tout d'abord de savoir si le principe de l'indivisibilité s'applique à l'aveu extrajudiciaire, c'est-à-dire à tout aveu autre que celui qui est fait devant la justice.

Quelques auteurs, Maleville (1), Solon (2), Massé et Vergé (3), Laurent (4), pensent que l'aveu même extrajudiciaire ne peut pas être divisé; c'est un titre et du moment où on l'invoque, il faut l'accepter tel qu'il est. La preuve résultant d'un aveu est, disent-ils, la même, de quelque manière que cet aveu ait

(1) MALEVILLE, t. III, p. 174.

(2) SOLON, sur Gabriel : *Essai sur les preuves*, n° 128.

(3) MASSÉ et VERGÉ, sur Zachariæ, t. III, p. 541.

(4) LAURENT, t. XX, n° 221.

été fait. « A notre avis, dit M. Laurent, l'indivisibilité de l'aveu résulte de l'essence même de l'aveu et, par conséquent, tout aveu est indivisible. Si la loi ne le dit que de l'aveu judiciaire, c'est parce que cet aveu, par lui-même, est sérieux, tandis que l'aveu fait hors justice peut ne pas l'être; voilà la question de fait qui est abandonnée à l'appréciation du juge. »

Tous les auteurs ne sont pas aussi affirmatifs : tels Merlin (*Questions de Droit*, v^o *Confession*, § 3 et 4), et Larombière (art. 1355, n^o 5, et 1356, n^o 23), qui distinguent entre l'aveu extrajudiciaire écrit et l'aveu extrajudiciaire verbal. Ce dernier, rapporté par témoins, n'offre pas suffisamment de garantie pour qu'on y attache nécessairement l'effet de l'indivisibilité. L'aveu extrajudiciaire écrit serait au contraire indivisible. « L'aveu écrit, dit Merlin, *loc. cit.*, § 4, n^o 2, rentre dans la classe des preuves littérales. — Or, en disant, par les art. 1319 et 1322, que les actes authentiques font pleine foi entre les parties qui les ont signés, le Code civil établit clairement qu'ils doivent être pris tels qu'ils sont et dans leur parfaite intégrité, car ils ne feraient pas pleine foi, ils ne feraient foi qu'à demi, si l'on pouvait les diviser, si l'on pouvait n'en adopter qu'une partie et rejeter l'autre. » Mais on a fait remarquer très justement que l'aveu, dans ce cas, pourra être réputé indivisible, non pas en raison de son propre caractère, mais parce qu'on ne peut diviser la preuve qui résulte d'un acte écrit, qu'on ne peut en adopter une partie

et rejeter l'autre. La théorie de la preuve littérale suffit à expliquer cette solution sans avoir recours à la règle de l'indivisibilité de l'aveu.

La majorité des auteurs pense, en effet, que le principe de l'indivisibilité n'est pas nécessairement applicable à l'aveu extrajudiciaire (Toullier, t. X, n° 344. — Bonnier, n° 361. — Marcadé, art. 1356, n° 3. — Aubry et Rau, t. VIII, § 751. — Demolombe, t. VII, n° 554. — Garsonnet, t. II, § 281. — Baudry-Lacantinerie, t. II, n° 1304). On peut voir le résumé de la vive controverse qui divisa Toullier et Merlin sur ce point dans une note sous un arrêt de la Cour de cassation du 10 décembre 1839 (S., 40, I, 467).

Les auteurs qui déclarent l'aveu extrajudiciaire divisible font remarquer que l'article 1356 parle seulement de l'aveu judiciaire. De ce que celui-ci est indivisible, il ne s'ensuit pas que celui-là le soit également, parce que, en principe général, le juge est autorisé à apprécier, d'après sa conscience, les éléments de conviction qui lui sont soumis; en rejetant l'application à l'aveu extrajudiciaire des dispositions impératives de l'article 1356, relativement à la force de l'aveu judiciaire, on ne fait qu'écarter une disposition exceptionnelle pour se placer sous l'empire du droit commun.

C'est également en ce sens que s'est prononcée la jurisprudence. On peut citer notamment deux arrêts de la Cour de cassation, l'un du 29 février 1820 (S. chr.), et l'autre du 10 décembre 1839, précité. Cepen-

dant le répertoire des *Pandectes françaises*, v^o *Aveu*, n^o 434, cite quelques arrêts qui se sont prononcés dans le sens de l'indivisibilité de l'aveu extrajudiciaire. Ce sont : un arrêt de la Cour de cassation, du 17 mai 1808 (S. chr.); un arrêt de la Cour de cassation de Belgique, du 28 janvier 1824 (*Pasicrisie belge*, 1824, p. 24), et un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 17 février 1826 (*Journal des Arrêts de Bordeaux*, 1826, p. 124). Mais ces décisions sont restées isolées et l'on décide, d'une façon à peu près constante, que l'aveu extrajudiciaire peut être divisé.

En est-il de même de l'aveu en matière criminelle? Prenons l'hypothèse des anciens auteurs. L'homme qui avoue avoir tué son semblable, mais en légitime défense, peut-il être condamné, alors, bien entendu, que la seule preuve de sa culpabilité est sa déclaration? On enseigne presque unanimement que le principe de l'indivisibilité de l'aveu n'est pas applicable en matière criminelle, car on est alors tout à fait en dehors du domaine de l'article 1356 du Code civil : « Le juge, dit M. Baroche (1), qui, pour prononcer une condamnation, ne doit pas se contenter de l'aveu de l'accusé, ne sera pas obligé, par réciprocité, de l'accepter comme une preuve de non-culpabilité dans les parties qui seraient favorables à la défense. Il le rapprochera des autres preuves fournies par l'instruction, et de même qu'il lui serait permis de ne pas

(1) *Encyclopédie du Droit*, v^o *Aveu*, n^o 32.

ajouter foi à la déclaration de celui qui l'accuserait à tort, de même aussi il pourra diviser cet aveu et faire la part de la vérité et celle du mensonge. » Voyez en ce sens Muyard de Vouglans, *Instr.*, p. 334; Merlin, Rép., v^o *Confession*, chap. V; Bonnier, n^o 368; Faustin-Hélie, *Instr. crim.*, t. IV, n^o 1938, et Garraud, *Précis de Droit crim.*, n^o 659.

La jurisprudence est en ce sens. Citons notamment un arrêt de la Cour de cassation, du 9 août 1821 (*Bull. Cass. Crim.*, n^o 128), et un autre, du 23 juin 1837 (S., 38, I, 137).

Cependant l'opinion contraire est professée dans le *Répertoire des Pandectes françaises*, v^o *Aveu*, n^{os} 500 et suivants. D'après ce recueil, l'aveu, au criminel comme au civil, est toujours indivisible même s'il porte sur les circonstances caractéristiques de l'infraction ou de l'excuse invoquée. Comment le juge, dit-on dans cette opinion, pourrait-il modifier le résultat d'une preuve unique qu'aucune circonstance de la cause ne vient infirmer ou controuver? Mais cette théorie ne peut invoquer, en sa faveur, qu'un arrêt de la Cour de Douai, du 31 juillet 1886 (*Pandectes françaises pér.*, 1886, II, 302), où l'on relève les considérants suivants : « Attendu qu'il est de principe que toutes les restrictions établies par le droit civil en matière de preuve s'imposent aux tribunaux de répression, alors qu'il s'agit d'établir des conventions ou faits juridiques qui ont le caractère de faits préjudiciels aux délits dont ils sont saisis. Attendu que,

aux termes de l'article 1356 du Code civil, l'aveu judiciaire est indivisible; qu'on ne peut, par voie criminelle, éluder les dispositions établies par le droit civil touchant l'aveu non plus que celles relatives à la preuve par témoins. » On peut voir aussi, en ce sens, un arrêt du 12 vendémiaire an IX, cité dans Dalloz, Rép., v^o *Oblig.*, n^o 513. »

Il est, d'ailleurs, unanimement admis que toutes les fois qu'un délit suppose la violation d'un contrat de droit civil, ce contrat doit être prouvé d'après les règles du droit civil et que, notamment, le principe de l'indivisibilité de l'aveu doit être respecté. On rentre alors, pour la solution de ce point spécial, sous l'empire du droit civil. Tel serait le cas d'un prévenu d'abus de confiance qui, dans un interrogatoire, reconnaît avoir effectivement reçu, pour en faire la remise à un tiers, la somme du détournement de laquelle on l'accuse, mais avec cette circonstance que, par un règlement postérieur, il a été autorisé à la retenir en paiement d'une créance qu'il avait sur le mandant. Cet aveu établissant seul la remise est indivisible (Cass. Crim., rejet 28 juillet 1854, D., 54, V, 66).

DEUXIÈME PARTIE

APPLICATIONS DU PRINCIPE

CHAPITRE PREMIER

Applications du principe à l'aveu qualifié

Nous n'avons rien à dire de l'application du principe à l'aveu pur et simple, il ne peut être question de le diviser; cela est matériellement impossible. Nous examinerons donc immédiatement la question de l'indivisibilité appliquée à l'aveu qualifié. Nous n'avons pas la prétention de rapporter ici, à l'instar d'un répertoire de jurisprudence, tous les arrêts ayant trait, de près ou de loin, à l'objet de cette étude. Cependant, nous devons signaler les décisions qui nous semblent le plus remarquables, comme aussi celles qui nous paraissent prêter le flanc à la critique.

Nous rencontrons, tout d'abord, des décisions qui ont statué dans des espèces fort simples et pour lesquelles il ne pouvait y avoir presque aucun doute. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Colmar, du 20

novembre 1807 (*Recueil des arrêts de Colmar*, année 1808, p. 136, cit. par le *Rép. des Pand. Franç.*, v^o *Aveu*, n^o 241), déclare que lorsque le créancier n'a d'autre titre que l'aveu judiciaire de son débiteur et que la somme avouée est inférieure à celle répétée, l'aveu doit être pris tel qu'il est parce qu'il fait pleine foi. Et l'arrêt en tire cette conséquence que si les juges croient devoir imposer le serment supplétoire, c'est au débiteur et non au créancier qu'ils doivent le déférer.

Un arrêt de la Cour de cassation, du 3 décembre 1817 (Sir. chr.) déclare également indivisible l'aveu d'un paiement mais fait en telle monnaie et à telle époque. De même pour l'aveu d'un dépôt en spécifiant la quantité et l'état des choses déposées. Cassation, 10 janvier 1832 (S., 32, I, 91).

L'arrêt le plus remarquable qui ait statué sur un cas d'aveu qualifié est celui de la Cour de cassation du 18 février 1873 (D., 73, I, 135; S., 73, I, 168). Cet arrêt a été rendu sur un rapport de M. Connelly, qui résume fort bien toute la théorie de l'indivisibilité de l'aveu et dans lequel nous relevons notamment le passage suivant : « Qu'on accorde, malgré les termes de l'article 1356, toute la liberté possible au juge du fait, dans l'application de cet article, jamais il n'usera de la faculté de diviser l'aveu pour repousser, en l'absence de toute preuve contraire, la déclaration d'un plaideur, dans laquelle il reconnaîtra le caractère de la vérité. » Cet arrêt décide que lorsque la

femme, après séparation, réclame à son mari la restitution d'actions qu'elle prétend avoir apportées en dot malgré le silence du contrat de mariage, est indivisible l'aveu du mari qui reconnaît avoir reçu ces actions en déclarant que leur valeur au cours du jour a été comprise dans les apports de la femme.

• L'aveu qualifié peut aussi consister dans la reconnaissance d'une obligation, mais avec une cause autre que celle alléguée par l'adversaire. Un arrêt de la Cour de Dijon, du 22 février 1866 (*Recueil des arrêts de Dijon*, année 1869, p. 309) a jugé que l'aveu fait par un créancier, que la cause exprimée dans une obligation n'est point la véritable, étant indivisible, fait pleine foi de la cause attribuée par l'avouant à l'obligation. — Il en est de même au cas où l'avouant déclare que la cause apparente énoncée au contrat est fausse et que le contrat a pour fondement une autre cause. Si cette cause est d'ailleurs légitime en soi, on ne pourra demander la nullité du contrat par application de l'article 1131 du Code civil (Cour de Bordeaux, 9 juillet 1883; D., 83, II, 233). Plus récemment, cette même Cour a statué dans le même sens à propos de la cause d'un billet à ordre par arrêt du 25 avril 1890 (*Recueil des arrêts de Bordeaux*, année 1890, p. 286, cit. par le *Rép. des Pand. franç.*, v^o *Aveu*, n^o 247. La Cour de cassation a posé le même principe dans un arrêt du 12 mai 1885 (D., 86, I, 176), dans une espèce où la cause exprimée était valeur reçue comptant, alors que la cause réelle était une

cession de clientèle de médecin. Relevons également dans un arrêt de la Cour de Pau, du 11 novembre 1834, déjà cité par nous (S., 35, II, 167), le considérant suivant : « Si la preuve de la fausseté de la cause énoncée dans l'acte ne résulte que de l'aveu du créancier qui prétend en même temps que l'obligation a d'ailleurs une cause réelle et tacite qu'il indique, l'on doit alors appliquer la règle de l'indivisibilité de l'aveu ».

On a remarqué, avec raison, que l'indivisibilité s'applique aussi bien au cas de l'aveu d'une obligation résultant d'un quasi-délit que de toute autre cause productive d'obligations. Citons, à cet égard, un arrêt de la Cour de cassation, du 11 avril 1877 (D., 77, I, 343). Cet arrêt décide que lorsqu'un propriétaire demande à son voisin de réparer par des dommages-intérêts le préjudice qu'il lui a causé en tuant des volailles et qu'il n'a aucune autre preuve du fait, il ne peut diviser son aveu affirmant qu'il les a tuées au moment où elles faisaient du dégât dans ses étables.

Nombre d'arrêts ont également déclaré indivisible l'aveu qualifié par lequel le défendeur reconnaît l'existence d'une obligation mais subordonnée à une condition quelconque. C'est ce qu'a décidé la Cour de Colmar, le 18 mai 1813 (Sir. chr.) pour l'aveu d'une vente sous condition suspensive. La Cour de Bruxelles, le 22 juillet 1812 (Sir. chr.), a admis le même principe pour l'aveu d'une vente avec faculté

de dédit. La Cour de cassation a décidé par arrêt du 26 novembre 1849 (S., 50, I, 29), qu'une vente excédant 150 francs ne pouvait pas être prouvée pure et simple par l'aveu indivisible de l'acheteur, qui reconnaît la livraison, mais affirme que la vente était faite à l'essai. La Cour d'Agen a reconnu également indivisible l'aveu de l'existence d'une vente déclarée faite sans garantie (arrêt du 30 avril 1884, confirmé par la Cour suprême, D., 87, I, 105). L'arrêtiste voit, à tort, nous semble-t-il, dans une pareille reconnaissance, un aveu complexe.

Un arrêt de rejet de la Chambre des requêtes, du 24 février 1896 (S., 96, I, 487; D., 97, I, 33), a fait application des mêmes principes, en déclarant indivisible l'aveu d'une vente verbale, mais faite sous la condition de sa réalisation devant notaire dans un délai déterminé.

On ne peut invoquer en sens contraire l'arrêt de la Cour de Bordeaux, du 7 mai 1834 (D., 35, II, 73). N'est pas indivisible, déclare cet arrêt, l'aveu du vendeur qu'il y a eu accord sur la chose et sur le prix, mais qu'il a entendu que l'écriture ou la rédaction d'un acte écrit fût la condition *sine quâ non* de la vente. En effet, dans ce cas, l'aveu n'emportait pas nécessairement l'idée qu'il y avait eu *convention* des parties sur l'écriture comme sur la vente et la condition paraissait, d'après les termes de l'aveu, n'avoir existé que dans la pensée de l'avouant.

Il faut faire une remarque analogue sur un arrêt

de la Cour de cassation, du 10 décembre 1839 (D., 40, I, 57), qui paraît contraire aux décisions citées plus haut. Cet arrêt décide que la déclaration écrite avant procès par laquelle une partie convient d'avoir consenti une vente, mais sous certaines conditions qu'elle énumère, peut être divisée contre cette partie, en ce sens que, sur le litige qui naît ensuite au sujet de ce contrat synallagmatique, les juges peuvent admettre l'existence de la vente, mais non toutes ses prétendues conditions, alors même que cette déclaration serait la seule preuve écrite invoquée en justice par l'acquéreur à l'appui de sa défense. Il suffit de remarquer que dans l'espèce il s'agissait d'un aveu extrajudiciaire, lequel, en effet, doit être reconnu divisible.

Citons encore, comme contenant une saine application de l'indivisibilité de l'aveu qualifié en cette matière, un arrêt de la Cour de cassation, du 13 mai 1874; D., 75, I, 83. Une partie reconnaissait l'existence d'une convention tendant à l'acquisition d'une propriété en commun avec un tiers et ajoutait que ce tiers avait déclaré ne vouloir participer à la vente qu'à condition qu'elle ne dépasserait pas un prix déterminé. Cet aveu fut reconnu indivisible.

La Cour de cassation a eu à appliquer le principe au transport-cession conditionnel et elle a décidé par arrêt du 4 décembre 1827 (Sir. chr.), que la déclaration du créancier d'une somme d'argent, qu'il a transporté ses droits à un tiers, mais sous la réserve

d'exercer lui-même et en son nom l'action résultant de ses droits, ne peut être admise pour établir l'existence du transport, sans être admise en même temps comme établissant le droit d'action réservé au créancier. La Cour d'Orléans, par arrêt du 2 août 1889 (*Gaz. Pal.*, 89, II, 486), a appliqué la même solution au cas suivant. Il s'agissait du transport notarié du prix d'une vente d'immeubles moyennant une somme déclarée payée comptant. L'acte portait que ces immeubles étaient grevés d'hypothèques qui devaient être remboursées sur le prix d'autres immeubles. Les cédants ou leurs ayants-cause, déclare l'arrêt, ne sont pas, malgré cette clause, fondés à réclamer au notaire le prix du transport que celui-ci reconnaît bien avoir reçu, mais sous la condition qu'il ne serait restitué qu'après la radiation des inscriptions.

La Cour de Bordeaux a déclaré également indivisible l'aveu d'un notaire qui reconnaissait le dépôt fait entre ses mains d'une somme destinée au paiement d'immeubles vendus, mais en ajoutant que cette somme ne devait être délivrée au vendeur que sous la déduction de ce que lui devait l'acheteur pour frais d'actes. (Bordeaux, 27 mars 1863, *Journal des arrêts de Bordeaux*, 1863, p. 161, cité dans le *Rép. des Pand. Franç.*, v^o *Aveu*, n^o 277).

La même Cour, dans un arrêt du 18 juin 1839, D., 39, II, 223, a jugé indivisible l'aveu d'un bail verbal, mais en indiquant le prix, la durée et les causes de résiliation possibles.

La même solution s'applique à l'aveu de la dissolution d'une société prouvée par l'aveu seul du demandeur lorsque ce demandeur déclare que la dissolution était subordonnée à une condition qui ne s'est pas réalisée. Son aveu étant indivisible, la dissolution doit être réputée n'avoir pas existé à défaut de l'accomplissement de la condition y apposée. (Arrêt de la Cour de cassation du 3 mars 1873; D., 73, I, 437; S., 73, I, 437).

Une renonciation ne peut pas davantage être prouvée comme pure et simple par un aveu qui la déclare conditionnelle. On peut voir en ce sens un arrêt de la Cour de cassation du 25 mai 1842 (D., 42, I, 290), cassant un arrêt de la Cour de Besançon et déclarant que lorsque la renonciation à un droit est faite conditionnellement, le juge ne peut séparer contre le renonçant la renonciation de la condition qui a été apportée et qui forme avec elle un tout indivisible.

Nous rencontrons également de nombreuses applications d'aveux qualifiés dans des espèces où l'avouant reconnaît le fait d'une remise, d'une tradition, mais à un titre autre que celui indiqué par l'adversaire. Tel est, par exemple, l'aveu d'une partie qui déclare avoir reçu des valeurs, mais avec autorisation de les employer à son commerce, c'est-à-dire à titre de prêt. La Cour de Bordeaux, par arrêt du 7 décembre 1852 (*Recueil des arrêts de Bordeaux*, année 1852, p. 477, cité au *Rép. des Pand. Franç.*, v°

Aveu, n° 264), a déclaré à bon droit un tel *aveu* indivisible. La Cour de cassation, le 25 janvier 1827 (S. chr.), a jugé de même indivisible l'*aveu* fait par un agent de change qu'il avait reçu effectivement des valeurs de son client mais à titre de paiement de la différence du cours entre l'achat et la revente.

On peut en dire autant pour le cas où l'avouant reconnaît avoir reçu des objets mais à titre de vente. La déclaration par un prétendu dépositaire d'avoir reçu les objets déposés, mais de les avoir achetés et payés, a été reconnue indivisible (Cour de Metz, 31 janvier 1821 (S. chr.). Plus récemment, la Cour de Paris, par arrêt en date du 19 juillet 1875 (S., 76, II, 3), a jugé dans le même sens, dans une espèce où l'avouant reconnaissait avoir reçu des titres au porteur, mais à titre de vente. Il en est de même dans le cas d'un individu assigné en paiement d'une somme qu'on prétend lui avoir été remise à titre de prêt et qui déclare, en effet, avoir reçu cette somme, mais en toute propriété, à la charge de servir une rente viagère (Riom, 25 juillet 1827, S. chr.).

La Cour de cassation, par arrêt en date du 29 mars 1861 (D., 61, I, 389), décide que lorsqu'il n'existe pas d'autre preuve d'une remise faite à un notaire, que la déclaration de celui-ci dans un procès-verbal de non-conciliation que des sommes provenant d'obligations par lui reçues ont été laissées entre ses mains par l'emprunteur à titre de remboursement de ses avances, un tel *aveu* est indivisible.

Le défendeur qui, dans une instance en revendication de bestiaux, reconnaît la propriété du demandeur, mais ajoute que les bestiaux lui ont été remis à titre de gage de sa créance, fait également un aveu indivisible d'après un arrêt de la Cour de Douai, du 12 août 1819 (*Jurisprudence de Douai*, 1856, p. 397, cité par le *Rép. des Pand. Franç.*, n° 261).

La question peut, d'ailleurs, se poser pour la reconnaissance de tout autre fait qu'un contrat. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Bruxelles du 4 février 1806 (S. chr.) décide que la partie qui reconnaît que son adversaire a bien passé sur son terrain pendant plus de 30 ans, mais seulement à titre précaire, à titre de tolérance de bon voisinage, et non à titre de servitude, fait un aveu indivisible. C'est bien là, en effet, un aveu qualifié.

Il en est de même au cas où l'on reconnaît avoir reçu une somme, non à titre de prêt, mais à titre de libéralité. Ainsi l'ont jugé la Cour de cassation le 10 novembre 1879 (S., 81, I, 146), et plus récemment la Cour d'Agen, le 11 février 1896 (D., 97, II, 513). Mais cette dernière application de l'aveu qualifié soulève de nombreuses difficultés et nous croyons utile d'en faire l'objet d'un paragraphe spécial.

SECTION I^{re}

Application de l'indivisibilité de l'aveu qualifié
en matière de don manuel

Nous sommes ici en présence d'une jurisprudence très touffue, car la matière des dons manuels est sans contredit celle à propos de laquelle la question d'indivisibilité de l'aveu se pose le plus souvent. Nous nous inspirerons dans cette étude des intéressants travaux de MM. Colin et Bressolles sur les *Dons manuels* (1).

Voici comment la question se pose le plus souvent dans la pratique. Des héritiers qui soupçonnent un détournement de valeurs héréditaires mais sans en avoir d'indice sérieux, en sont réduits à provoquer un aveu de l'auteur présumé du détournement, par exemple, par un interrogatoire sur faits et articles. Celui-ci reconnaît le fait de la possession. Il pourrait s'en tenir là, et répondre : *Possideo quia possideo*, mais il n'en est pas ainsi ordinairement et le plus souvent le possesseur ajoutera qu'il possède à titre de don manuel.

Pourquoi ne se contente-t-il pas de la protection de l'art. 2279? C'est que sa possession ne lui vaut titre

(1) COLIN, *Etude de jurisprudence et de législation sur les dons manuels*; BRESSOLLES, *Théorie et pratique des dons manuels*.

qu'autant qu'elle n'a rien de suspect et qu'elle est, aux termes de l'article 2229, « paisible, publique, non équivoque et à titre de propriétaire ». Or le fait de dissimuler le titre auquel il tient sa possession serait relevé avec soin par le juge comme rendant suspecte l'origine de cette possession. On peut en voir un exemple dans un arrêt de la Cour de Paris du 25 mars 1876; D., 77, II, 9. Cet arrêt constate la dissimulation de possession pendant un an, le refus par le prétendu donataire d'assister à l'inventaire, les démarches faites par celui-ci pour s'assurer de l'existence d'opposition sur les titres en question, ses tentatives pour toucher les intérêts par l'intermédiaire d'une société de crédit, enfin le fait d'une prétendue cession des titres litigieux à un tiers qui demandait mainlevée de l'opposition.

Toutes ces marques de suspicion n'auraient pas pu être relevées si le possesseur avait déclaré dès le début posséder à titre de don manuel. De même que le donataire a intérêt à prendre les devants et à faire spontanément l'aveu d'une possession qui pourrait être établie par les investigations des héritiers, de même il a intérêt à indiquer, dès le début, le titre auquel il possède, car son silence sur ce point serait presque aussi suspect que la dissimulation de sa possession.

Donc, le plus souvent le possesseur se mettra à l'abri de l'art. 2279 et de l'art. 1356 en avouant qu'il est en possession des valeurs disparues et que sa possession a pour origine un don manuel. Son aveu

sera-t-il indivisible? La réponse ne paraît pas douteuse. C'est là un aveu qualifié auquel s'applique la règle de l'art. 1356.

Bien plus, on a été jusqu'à soutenir que cette combinaison des articles 2279 et 1356 aurait pour résultat d'empêcher non seulement que le demandeur rejetât purement et simplement les déclarations qui, dans l'aveu, lui sont défavorables, mais aussi qu'il pût, preuves à l'appui, en contester la sincérité. La protection de l'article 1356 aurait alors sur celle de l'article 2279 cette supériorité incontestable de ne pouvoir être combattue par la preuve de la précarité ou de la fraude dans la possession. On admet, en effet, assez généralement que la présomption de propriété attachée à la possession de l'art. 2279, peut être combattue par la preuve contraire.

Mais n'en est-il pas de même de la présomption de vérité attachée aux diverses parties d'un aveu indivisible? Nous avons vu dans notre introduction synthétique, que le principe de l'indivisibilité de l'aveu ne devait pas être exagéré et qu'on devait permettre au demandeur d'administrer la preuve de la fausseté des parties de l'aveu qui lui sont défavorables. Ce tempérament très juste de la règle de l'indivisibilité de l'aveu paraît admis par tous les auteurs et cependant, à propos de cette théorie des dons manuels, M. Laurent, tome XII, n° 288, p. 360, refuse formellement aux héritiers qui se prévalent de la possession avouée, le droit de combattre la présomption de vé-

rité attachée à la partie de l'aveu ayant trait au don manuel. « Il faut, dit cet auteur, que les héritiers prennent la déclaration telle qu'elle est faite, ils ne seraient pas admis à prouver qu'il n'y a point de don manuel; ils ne seraient pas même admis à prouver que le défendeur a diverti ou recélé les choses qu'il possède; car on suppose qu'ils ne connaissent le fait de la détention que par son aveu; or, cet aveu est complexe, il faut qu'ils le prennent dans son entier; le défendeur n'a pas avoué purement et simplement qu'il possédait les valeurs litigieuses, il a avoué qu'il les possédait comme donataire; il est donc prouvé par son aveu qu'il est donataire. »

Et cependant M. Laurent, lorsqu'il examine la théorie générale de l'indivisibilité de l'aveu, pose non moins nettement en principe que la règle de l'article 1356 ne rend pas inadmissible la preuve de l'inexactitude partielle des déclarations que renferme l'aveu. « On peut combattre, dit-il, les déclarations accessoires comprises dans l'aveu en vertu du droit commun qui permet, en règle générale, de combattre une preuve par une preuve contraire. Il faudrait une disposition formelle qui défende la preuve contraire pour que le juge eût le droit de la rejeter. La loi dispose qu'aucune preuve contraire n'est admise contre certaines présomptions légales (art. 1352); elle ne dit pas que l'aveu n'admet pas la preuve contraire (1). »

(1) LAURENT, t. XX, n° 207, p. 236.

Quoi qu'il en soit, M. Laurent invoque, à l'appui de sa manière de voir sur la portée de l'indivisibilité de l'aveu en matière de don manuel, un arrêt de la Cour de Paris, du 20 février 1852, rendu sous la présidence de M. Troplong (D., 52, II, 224), et réformant un jugement du Tribunal de la Seine, qui avait admis la preuve contraire du don manuel allégué, la fausseté de cette prétention étant manifeste dans l'espèce. Voici les principaux considérants de l'arrêt précité : « Considérant que l'aveu des époux L... est indivisible, qu'il ne saurait être permis à la demanderesse de scinder cet aveu sous le prétexte de sa complexité, d'en accepter la partie qui constaterait la remise aux époux L... de la somme de 10.000 francs et de rejeter la partie de l'aveu qui donne à cette remise de la somme le caractère de don manuel; — qu'ainsi et dès l'origine, le sort de la demande de la veuve C... a dépendu entièrement de la bonne foi des personnes par elle actionnées; qu'une semblable situation a été librement et volontairement créée par son auteur feu C..., et qu'elle doit en subir les conséquences; que ni présomptions, ni preuve testimoniale ne sauraient être admises contre la déclaration indivisible des prétendus dépositaires. »

Citons, pour être complet, l'opinion émise par M. Claude : Thèse de Doctorat *Des Dons manuels*, Nancy, 1885). Il donne de l'article 1356 la même interprétation que M. Laurent et admet, comme lui, qu'on ne peut combattre, par la preuve contraire, la partie de

l'aveu qui vous est défavorable, mais il se sépare de M. Laurent en ce qu'il prétend que l'article 1336 n'a pas trait à l'hypothèse que nous avons posée. M. Claude voit dans l'aveu d'une possession à titre de don manuel un aveu complexe, et un aveu complexe qui, d'après lui, porterait sur des faits distincts et étrangers l'un à l'autre, d'où la règle de l'indivisibilité de l'aveu n'aurait pas d'application. En effet, nous avons vu que l'aveu complexe n'est pas indivisible quand il n'y a pas connexité entre les deux parties de l'aveu. « Eh bien, dit M. Claude, page 164, n'est-ce pas le cas d'appliquer cette doctrine pour le don manuel? Le fait de la possession des objets donnés n'a évidemment aucun rapport avec ce fait qu'il y a eu don manuel; dès lors, pourquoi ne pas admettre les héritiers du prétendu donateur à contester la seconde partie de la déclaration, celle relative au don manuel, alors qu'ils admettent comme vraie la première partie de l'aveu. » Et il cite, en faveur de cette opinion, un arrêt de la Cour de Dijon, du 27 mars 1867, D., 69, I, 338. La Cour de cassation n'a pas examiné ce point spécial, ayant trouvé dans les contradictions relevées, en outre, par les juges du fait, un motif suffisant de diviser l'aveu. Le dépositaire prétendait que la chose déposée lui avait été laissée plus tard à titre de don. Or, voici le considérant de l'arrêt de la Cour de Dijon, que peut invoquer en sa faveur M. Claude : « Considérant qu'il ne s'agit plus du même fait, mais d'une prétendue transformation qui se se-

rait faite entre leurs mains d'un dépôt d'une part et d'un don manuel ensuite; que c'est là un autre fait entièrement distinct du premier, et qui n'est aucunement corrélatif au dépôt des dites valeurs; que la preuve du second fait devait donc être distinctement à la charge de ceux qui l'allèguent et que tout de leur part reste à cet égard dans les termes d'une simple allégation. »

Réfutons tout d'abord ce second système. L'aveu d'une possession qui a pour origine un don manuel n'est pas un aveu complexe, mais bien un aveu qualifié. Il répond parfaitement à la définition de l'aveu qualifié donnée par MM. Aubry et Rau (1) : « Reconnaissance qu'un fait allégué par l'une des parties n'a lieu que sous certaines modifications qui altèrent l'essence ou la nature juridique de ce fait. » Ce n'est pas, comme dans l'aveu complexe, un fait nouveau dont le résultat est de créer une exception au profit de l'avouant. C'est une possession à titre de don manuel; il y a bien simultanéité dans le temps et connexité dans les faits. Comment admettre qu'il n'y a aucun rapport entre le fait de la possession et le don manuel si la possession n'est prouvée que par l'aveu ?

Sans doute, dans l'arrêt de la Cour de Dijon invoqué par M. Claude à l'appui de sa thèse, l'aveu était bien complexe car on alléguait un don manuel sur-

(1) AUBRY et RAU, 4^e édition, t. VIII, p. 174.

venu à la suite d'un dépôt. Il n'y avait donc plus simultanément, mais il y avait encore connexité, nous semble-t-il, ce qui suffit à rendre l'aveu indivisible. On peut voir, d'ailleurs, dans Dalloz la note qui critique le considérant de la décision de la Cour de Dijon citée plus haut.

Ce second système doit donc être rejeté, mais que faut-il penser de l'opinion de M. Laurent qui interdit absolument la preuve de la fausseté de la qualification de don manuel donnée à la possession ?

Et d'abord on ne voit pas pourquoi on supprimerait dans notre hypothèse le droit de preuve contraire qui est admis d'une façon générale par tous les auteurs, même par Laurent, nous l'avons vu. Il serait inique de voir la loi accorder un traitement privilégié aux spoliateurs de successions qui invoquent un prétendu don manuel qu'ils sont dispensés de prouver et dont, par surcroît, on ne pourrait prouver la non-existence. On les verrait maintenir en possession, alors même qu'on aurait la preuve acquise que l'allégation du don manuel sous lequel ils s'abritent n'est qu'un mensonge.

On ne comprendrait pas d'ailleurs la différence que cette solution produirait entre le cas où la possession du donataire est établie en dehors de l'aveu (cas où la preuve de détournement ou de la précarité est admise), et le cas où la possession n'est prouvée que par la reconnaissance qu'en a faite celui qui en jouit. On ne peut admettre que le mensonge prouvé fasse

foi quand on lui donne la couleur de l'aveu judiciaire.

Ce système condamné par ses conséquences n'est pas, d'ailleurs, celui que consacre la loi. Rappelons-nous le but du principe de l'indivisibilité de l'aveu. C'est, avons-nous vu avec MM. Aubry et Rau, d'empêcher qu'on ne puisse intervertir la position des parties en ce qui concerne la charge de la preuve, mais ce n'est nullement de rendre irrévocablement l'avouant arbitre de la situation. On ne voit pas comment la déclaration d'un intéressé pourrait créer, en faveur de celui-ci, une présomption absolue et irréfragable. Rien dans le texte de l'article 1356 ne nous impose une solution aussi illogique. Loin de là, cet article, en autorisant l'avouant à revenir sur son aveu, à prouver qu'il est inexact au cas d'une erreur de fait, montre bien que la présomption de vérité attachée à l'aveu peut être combattue par la preuve contraire et ce, en matière de don manuel comme en toute autre matière.

Nous adoptons donc un troisième système qui est celui de la presque unanimité des auteurs et des arrêts et aux termes duquel le possesseur qui n'est reconnu tel que par son aveu n'a pas à faire preuve du don qu'il allègue, mais ne peut s'opposer à ce que le demandeur en restitution démontre, par des documents pris en dehors de l'aveu, l'inexistence de ce don, le caractère frauduleux ou précaire de cette possession.

Cette preuve se fera suivant le droit commun. Si le revendiquant argue la possession de précarité en invoquant un mandat, un dépôt ou tout autre contrat, la preuve de ce contrat devra se faire par écrit au-dessus de 150 fr. Citons notamment, comme consacrant cette solution, un arrêt de la Cour de Dijon, du 12 mai 1876 ; D., 77, II, 129, où l'on peut relever le considérant suivant : « Attendu que l'aveu est indivisible et que, dans une déposition présentant un tel caractère d'unité, il n'est point permis de prendre séparément le fait reconnu de la remise, de l'isoler de la donation et de prétendre qu'étant établi par l'aveu du défendeur qu'à un instant celui-ci a reçu les titres revendiqués, on peut dès lors invoquer contre lui des présomptions pour démontrer qu'il les a reçus à titre de dépôt ». C'est également cette impossibilité de prouver le dépôt par témoins qui a servi de base à l'arrêt de la Cour de Paris du 20 février 1852, cité par Laurent, bien que dans l'espèce, la décision nous paraisse prêter le flanc à la critique, car il n'était pas besoin de prouver l'existence d'un dépôt pour établir la fausseté du don manuel allégué, preuve qui pouvait se faire par tous moyens et qui était faite en effet. En tout cas, M. Laurent ne peut généraliser une solution vraie seulement quand on veut, pour faire tomber le don manuel, prouver un contrat autrement que par écrit.

Si, au contraire, le revendiquant se croit en mesure de prouver un fait de détournement ou de vol, plus

généralement, un délit ou un quasi-délit, il pourra faire cette preuve par tous les moyens possibles, même de simples présomptions. C'est précisément à ce point de vue que nous avons remarqué l'intérêt qu'avait le possesseur à titre de don manuel à déclarer dès le début qu'il possède à titre de don manuel et à ne pas se contenter de la protection de l'article 2279, car la tardiveté de sa déclaration constituerait une de ces présomptions qui peuvent faire admettre le détournement.

C'est ainsi que nous sommes amené à examiner quel est au juste l'avantage que procure au défendeur en restitution la règle de l'indivisibilité de l'aveu. Avec le système que nous avons adopté et qui est celui de la jurisprudence, la preuve de la fausseté de don manuel allégué étant admise, on ne voit pas, semble-t-il au premier abord, quel intérêt a le défendeur à invoquer l'article 1356 au lieu de se contenter de l'article 2279 qui le dispense même d'alléguer un titre quelconque de possession. Aussi M. Colin a-t-il pu dire, page 106 de son ouvrage précité : « Cette conséquence de l'article 2279 nous amène à constater que, l'article 1356 n'existât-il point, on devrait néanmoins décider que le prétendu donataire n'a nullement à prouver l'existence du don manuel qu'il allègue comme cause de la possession qu'il avoue ; que c'est au contraire à l'héritier demandeur qu'incombe la charge de démontrer la fausseté de cette allégation, en prouvant l'existence

de l'obligation de restitution à laquelle le possesseur serait astreint envers lui ».

Toutefois, nous avons vu que le défendeur a tout avantage à se hâter de faire un aveu qui, jusqu'à preuve contraire, colore d'une façon légitime sa possession. D'autre part, l'intérêt à invoquer l'article 1356 apparaît encore plus manifeste si l'on réfléchit que souvent l'aveu du don manuel sera accompagné de certaines déclarations sur les modifications ou les charges qui peuvent l'accompagner et que, grâce à l'indivisibilité de son aveu, le possesseur pourra opposer au revendiquant sa déclaration dans son entier. Tel est le cas où un possesseur a reconnu sa possession, mais en lui donnant pour origine un don manuel et un don manuel fait avec dispense de rapport. L'article 2279 seul protégerait bien dans ce cas la possession du donataire, mais il n'empêcherait pas l'application de l'article 843, aux termes duquel toute donation est présumée faite en avancement d'hoirie. Au contraire, en se mettant sous l'égide de l'article 1356, le donataire n'a pas à prouver la dispense de rapport que le demandeur pourra seulement combattre à l'aide de moyens légaux de preuve. C'est la conséquence de l'indivisibilité, établie précisément pour empêcher que l'aveu d'une partie ne lui fasse perdre l'avantage de sa position de défendeur. On peut consulter à cet égard un arrêt de la Cour de Caen, du 28 novembre 1861 (D., 62, II, 103).

En résumé, l'indivisibilité de l'aveu ne peut, en

matière de don manuel comme en toute autre matière, empêcher la preuve de l'inexactitude partielle de l'aveu, mais elle rend cette preuve nécessaire.

L'immense majorité des décisions de la jurisprudence consacre ce dernier système et applique le principe de l'indivisibilité à l'aveu d'une possession provenant d'un don manuel. On ne trouve comme contraires, en dehors de l'arrêt de la Cour de Paris, du 20 février 1852, cité par M. Laurent et sur lequel nous avons fait des réserves, que quelques décisions isolées. C'est ainsi qu'on rencontre un jugement du tribunal de Florac, du 29 juin 1849 (S., 49, II, 433), qui décide que l'aveu fait par une veuve lors de l'inventaire des biens de son mari qu'elle a reçu une somme de ce dernier à titre de don manuel, n'est pas indivisible, les juges pouvant tenir le fait de la réception pour constant et refuser d'admettre l'existence du don manuel allégué. Cette décision est d'ailleurs critiquée par l'arrêteste : « Les propositions du tribunal, dit-il, consacrent une doctrine dont les conséquences sont bien graves en faisant fléchir la règle de l'indivisibilité de l'aveu et le principe qu'en fait de meubles possession vaut titre devant cette simple considération que celui qui invoque ce principe et dont l'aveu seul constate la possession en lui assignant en même temps une cause légitime, un don manuel par exemple, a pu s'emparer des objets qu'il détient par suite de sa

qualité de tuteur ou de toute autre qui a mis en son pouvoir les biens mobiliers du défunt ».

On peut relever aussi un arrêt de la Cour de Nancy, du 20 novembre 1869 (D., 70, II, 142), qui contient cette proposition manifestement erronée « que c'est à la partie qui reconnaît que la chose par elle-même détenue a précédemment appartenu à autrui, tout en alléguant qu'elle lui a été remise à titre de don manuel, qu'incombe l'obligation de prouver qu'elle en est effectivement devenue propriétaire par un mode légitime d'acquisition ».

Signalons également un considérant qui nous paraît erroné dans un arrêt de la Cour de Paris, du 10 février 1886 (*Gaz. Pal.*, 86, I, 582), qui a d'ailleurs bien jugé au fond, car il y avait, dans l'espèce, contradiction dans les déclarations de l'avouant et précarité et équivoque de la possession. Il s'agissait d'une possession établie par l'aveu seul du possesseur qui alléguait un don manuel. L'arrêt déclare à tort, nous semble-t-il, « qu'une pareille déclaration n'est qu'une affirmation de propriété insuffisante pour établir la remise même, laquelle doit être tout d'abord démontrée, avant que le déclarant puisse bénéficier de l'indivisibilité de l'aveu sur le caractère même de cette remise ».

Nous croyons devoir citer, d'autre part, quelques-uns des nombreux arrêts qui ont appliqué la règle de l'indivisibilité à l'aveu d'un don manuel. Tel est un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 2 mai 1831 (S., 31,

II, 324), qui, comme l'arrêt de la Cour de Caen, du 28 novembre 1861 précité, déclare indivisible l'aveu d'un don manuel fait par préciput et avec dispense de rapport. Deux arrêts, l'un de la Cour de Lyon, du 6 août 1874, l'autre de la Cour de Pau, du 12 janvier 1874 (D., 75, II, 113 et la note), décident que si un détenteur de valeurs au porteur, actionné en restitution de ces valeurs, déclare les avoir reçues à titre de don manuel, c'est au demandeur, qui soutient que cette remise a eu lieu à un autre titre, à le prouver par écrit s'il s'agit d'une valeur supérieure à 150 fr., ou par un commencement de preuve par écrit avec témoignages ou présomptions à l'appui. On peut citer dans le même sens un arrêt de la Cour de Dijon, du 12 mai 1876 (D., 77, II, 129). La Chambre des requêtes, par arrêt du 10 novembre 1879 (S., 81, I, 146), a rejeté le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Dijon, qui déclarait indivisible l'aveu d'un fils qu'il avait reçu une somme non à titre de prêt mais à titre de don manuel, alors qu'il n'existait dans la cause aucune preuve de la remise de l'argent. Un arrêt de la Cour de Toulouse, du 17 avril 1882 (S., 82, II, 200), décide que la preuve incombe à l'héritier qui demande la restitution de valeurs, en soutenant qu'elles sont arrivées aux mains du détenteur à l'aide d'un délit ou quasi-délit, lorsque la possession de ce dernier n'est prouvée que par son aveu. Enfin, un arrêt solennel de la Cour d'appel d'Orléans, du 6 mars 1895 (D., 96, II, 213), décide que, l'aveu étant indi-

visible, la déclaration d'après laquelle un successible a reçu un don manuel à titre précipitaire, établit à son profit une donation avec dispense de rapport, alors du moins qu'aucune partie de cet aveu n'a été démontrée fausse.

Toutes les décisions qui s'écartent de ces solutions et qui déclarent l'aveu d'un don manuel divisible, rentrent dans les cas que l'on cite comme dérogations au principe et sur la valeur desquels nous aurons à nous prononcer.

CHAPITRE II

Applications du principe à l'aveu complexe

Dans l'examen des diverses applications de l'indivisibilité dans l'aveu complexe, nous nous inspirerons de la distinction que nous avons posée d'une manière générale entre l'aveu complexe portant sur des faits connexes et l'aveu complexe portant sur des faits non connexes, le premier seul étant indivisible. La jurisprudence a eu maintes fois à appliquer cette distinction qu'elle consacre au moins implicitement dans la grande généralité de ses décisions. Cependant nous avons vu que deux arrêts déjà anciens de la Cour de cassation, l'un du 6 février 1838 (S., 38, I, 108), et l'autre du 14 avril 1852 (S., 52, I, 453), paraissent ne faire aucune distinction entre les deux cas d'aveu complexe et le déclarent divisible dans tous les cas quand il ne forme pas un tout continu, unique et complet et qu'il ne s'agit pas d'un même fait passé dans une circonstance unique. Ce serait réduire la règle de l'indivisibilité à l'aveu qualifié puisqu'on exigerait, dans tous les cas, non seulement la connexité, mais la simultanéité des faits avoués. Nous avons vu que ces arrêts sont critiqués par Demolombe et Aubry et Rau. Ces auteurs font remarquer avec

raison que, dans l'espèce de l'arrêt de 1838 qui paraît le plus contraire à la distinction généralement admise, il fallait tenir compte des circonstances spéciales dans lesquelles avait été rendu cet arrêt, la preuve testimoniale et les simples présomptions pouvant, dans l'espèce, être admises pour faire rejeter la seconde partie de l'aveu (Demolombe, *Traité des Obligations*, t. VII, n° 516, page 456. — Aubry et Rau, t. VIII, page 176, note 29).

La distinction que nous avons posée a d'ailleurs été énoncée par plusieurs arrêts. Citons notamment un arrêt de la Cour de cassation du 25 mai 1841 (D., 41, I, 248), d'après lequel, lorsqu'il n'existe aucune preuve écrite ou admissible pouvant suppléer à l'aveu dans l'une ou l'autre de ses parties et que sans l'aveu le déclarant devrait échapper à toute condamnation, cet aveu est indivisible dans son entier encore bien qu'il porte sur des faits distincts, et qu'il n'y ait ni simultanéité de circonstances ni même identité de personnes. Un arrêt de la Cour de Bordeaux du 18 juin 1839 (S., 39, II, 223) déclare également indivisible l'aveu comprenant deux parties qui ont entre elles une évidente corrélation. Relevons en outre un arrêt de la Cour d'Alger du 6 mai 1896 (D., 97, II, 347), où se trouve le considérant suivant : « Attendu que si l'aveu n'est pas indivisible lorsqu'il a pour objet des faits distincts et séparés, il en est différemment dans le cas contraire; attendu que le fait libératoire qui éteint l'obligation du débiteur ne

peut être séparé de l'obligation elle-même à raison de son intime connexité avec le dernier acte. »

Tel est, en effet, l'exemple le plus fréquent d'aveu complexe : reconnaissance d'une obligation dont on prétend s'être acquitté. On trouve l'application de cette théorie à toutes sortes de contrats. C'est ainsi que de nombreux arrêts proclament l'indivisibilité de l'aveu d'une vente mais dont le prix a été payé. Citons notamment un arrêt de la Cour d'Orléans du 9 mars 1852 (D., 52, II, 219), en ce qui concerne l'achat de marchandises par un failli qui déclare les avoir payées. La Cour de cassation a plusieurs fois consacré cette règle. Un arrêt de la Chambre civile du 28 avril 1853 (D., 53, I, 165) décide que lorsqu'il n'y a pas d'autre preuve d'une vente moyennant un prix supérieur à 150 francs que l'aveu de l'acheteur qui soutient en même temps avoir payé le prix, les juges ne peuvent, en l'absence de tout commencement de preuve par écrit, se fonder sur de simples présomptions pour décider que le fait de la vente est établi indépendamment de l'aveu du défendeur, ni par suite condamner l'acheteur au paiement du prix sans violer la règle de l'indivisibilité de l'aveu.

La Cour de cassation a même appliqué cette solution dans un cas qui peut paraître douteux. Il s'agissait de la reconnaissance par l'acquéreur d'un immeuble de l'existence d'une convention verbale par laquelle il renonçait au bénéfice de son acquisition et consentait à prêter son nom pour opérer la revente

des biens au profit de l'ancien possesseur. Il convenait en même temps être resté détenteur de certaines parties des biens moyennant un prix déterminé, mais déclarait s'être libéré entre les mains d'un tiers mandataire du vendeur. Il n'existait aucune preuve, ni de la renonciation, ni de la deuxième vente faite au renonçant. On aurait pu soutenir, nous semble-t-il, que la connexité des deux faits allégués était bien faible et même qu'ils étaient étrangers l'un à l'autre. Cependant, la Cour de cassation, dans son arrêt du 25 mai 1841 précité (D., 41, I, 248), décida que l'indivisibilité de l'aveu dispensait l'avouant de prouver soit l'existence du mandat, soit la libération qu'il alléguait.

Citons encore une application de la même règle, celle-ci incontestable, contenue dans un arrêt de la Cour de cassation du 18 mai 1898 (*Gaz. Trib.* des 20 et 21 mai 1898). D'après cet arrêt en matière civile, et s'agissant d'une action en paiement d'un prix de vente supérieur à 150 francs, si, en l'absence de toute preuve légale fournie par le demandeur, le défendeur fait l'aveu de cette vente mais déclare en même temps en avoir payé le prix et se prévaut expressément de l'indivisibilité de son aveu, le juge ne peut, pour justifier une condamnation, diviser cet aveu en se fondant sur « la comparution des parties à l'audience » sans autre explication. Il faudrait qu'il relevât dans les réponses du défendeur, au cours de cette comparution, une déclaration détruisant ou modifiant

les termes de son aveu et qui puisse fournir un commencement de preuve susceptible d'être complété par de simples présomptions.

La solution est évidemment la même dans le cas de l'aveu d'une dette que l'on a payée antérieurement aux poursuites. Les juges ne peuvent mettre la preuve de ce paiement à la charge de l'avouant qui doit être renvoyé des fins de la demande. Ainsi l'a décidé un arrêt de cassation du 21 avril 1856 (S., 57, I, 280 et la note). La Cour de cassation a encore fait respecter ce principe en cassant un jugement qui ne fondait la condamnation qu'il prononçait contre une partie que sur l'aveu de celle-ci, alors que, tout en reconnaissant le fait de la location qui l'avait constituée débitrice de son adversaire, elle avait déclaré en même temps s'être libérée de la dette de ses loyers. (Cassation, 21 octobre 1890; D., 91, I, 174.)

La Cour de Colmar, par arrêt du 28 juin 1816 (*Recueil des arrêts de Colmar*, 1816, p. 107, cité au *Rép. des Pand. Franç.*, v° *Aveu*, n° 243), a appliqué la même solution à l'aveu d'une mère qu'elle avait été débitrice de son fils pour pension reçue chez lui, mais en soutenant que le prix de cette pension avait été acquitté. On peut en dire autant de l'aveu d'un billet à ordre qu'on reconnaît avoir souscrit mais payé à l'échéance. Ainsi l'a décidé la Cour de cassation par arrêt du 24 juin 1863 (S., 63, I, 341).

De même, lorsqu'une partie, assignée en paiement de travaux faits pour elle par un ouvrier, reconnaît

qu'en effet elle les avait commandés à un entrepreneur qu'elle a intégralement soldé; cet aveu est indivisible (Cassation, 19 janvier 1874, S., 74, I, 357).

La question se pose très souvent pour l'aveu de l'existence d'un mandat dont le mandataire déclare s'être acquitté. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Bourges, du 27 janvier 1831 (*Journal du Palais chr.*), a jugé que lorsqu'un mandataire se reconnaît débiteur de différentes sommes pour le compte du mandant, en indiquant toutefois l'emploi qu'il en a fait, cet aveu doit être pris dans son entier et ne peut être divisé. La Cour de cassation (arrêt du 20 mars 1826; D., 26, I, 215), a appliqué cette théorie à l'aveu d'un officier ministériel qui reconnaît avoir recouvré une créance pour son client et affirme en même temps lui avoir remis les fonds, sans en demander quittance. On peut voir dans le même sens deux autres arrêts de la Cour de cassation, l'un du 6 novembre 1838 (S., 38, I, 892) et l'autre du 11 janvier 1843 (D., 43, I, 166).

Cependant, on rencontre un arrêt qui semble consacrer l'opinion de Zachariæ (édition Massé et Vergé, tome III, § 606, page 539) qui, nous l'avons vu, met sur le même pied et déclare également divisible l'aveu d'un paiement ou d'une compensation. C'est un arrêt de la Cour de Bourges du 6 août 1845 (S., 47, II, 160) d'après lequel l'aveu du *negotiorum gestor*, qui, en reconnaissant avoir reçu des fonds pour celui dont

il a géré les affaires prétend que ce dernier les a retirés, n'est pas tellement indivisible qu'il ne puisse être admis dans sa première partie et rejeté dans la seconde. Cette solution nous paraît fausse dans sa généralité et on peut voir dans la note qui accompagne cette décision les réserves faites par l'arrêtiste. Il paraît que, dans l'espèce, la preuve testimoniale était admise, mais l'arrêt n'en a pas moins le tort de présenter comme une règle générale une solution qui n'était vraie que par suite de certaines circonstances.

On doit également déclarer indivisible l'aveu de l'existence d'un dépôt avec allégation de la restitution de la chose déposée au propriétaire. C'est ce que la Cour de cassation a jugé même pour un dépôt nécessaire, cas auquel cependant la preuve testimoniale est admissible. Un arrêt de cette Cour du 19 février 1878 (S., 78, I, 212) déclare que, bien que le dépôt nécessaire exclue l'application de l'article 1924 du Code civil, ce dépôt reste soumis aux règles du droit commun non exceptées et particulièrement à celle de l'indivisibilité de l'aveu.

Citons encore, dans les cas d'aveu complexe indivisible, celui sur lequel a statué un arrêt de la Cour de cassation du 30 juillet 1862 (S., 62, I, 136). Il s'agissait d'une action en délaissement ou en paiement du prix d'immeubles provenant d'une association en participation dont il n'existait d'ailleurs aucune preuve. Le défendeur avouait l'existence de cette association, mais déclarait en même temps que les

comptes en avaient été réglés et qu'il s'était complètement libéré. Cet aveu était indivisible. On ne pouvait se fonder sur la première partie de cet aveu pour y trouver la preuve de l'association et en rejeter l'autre partie pour prétendre qu'il était tenu de prouver sa libération.

Il nous semble qu'il faut faire rentrer également dans le cas d'aveu complexe indivisible l'hypothèse que nous rencontrons dans un arrêt de cassation du 16 mai 1838, rapporté dans Dalloz, Rép., v^o *Servitude*, n^o 1161, où il s'agit de l'aveu d'une servitude qui se trouve en fait éteinte, son exercice étant devenu impossible par suite d'un travail administratif. Les juges ne peuvent y voir l'aveu d'une servitude dont il leur serait loisible de déterminer l'emplacement.

Nous pouvons rapprocher, nous semble-t-il, des espèces que nous venons de citer le cas d'un individu qu'on prétendait rayer des listes électorales comme ayant encouru une condamnation. Or, il n'y avait pas de preuve juridique de cette condamnation. On fut obligé de s'en rapporter à l'aveu de cet individu qui soutint que, réellement condamné en 1^{re} instance, il avait été acquitté en appel. C'était bien là un aveu complexe indivisible : l'aveu d'une condamnation effacée. La Cour de cassation le décida ainsi dans son arrêt du 29 mars 1864 (D., 64, I, 240).

La solution que nous avons adoptée pour l'aveu du paiement ou de l'acquiescement d'une obligation nous paraît devoir être appliquée également au cas d'aveu

d'une obligation éteinte par tout autre mode d'extinction, pourvu que ce mode se rattache par une connexité évidente au fait générateur de l'obligation. C'est ce qu'expriment fort bien MM. Demante et Colmet de Santerre (1^{re} édition, t. V, n° 334 *bis*, IV, p. 645). « Le paiement, la remise, la novation sont des faits qui se rattachent nécessairement au fait principal que nous supposons avoué, la naissance d'une obligation ; ils le présupposent. Voilà pourquoi nous disons que la déclaration qui les concerne ne fait qu'un avec celle qui concerne la naissance de l'obligation. »

La jurisprudence a eu à se prononcer sur ce point, moins souvent, il est vrai, que pour les obligations éteintes par le paiement, et elle a tranché la question dans le sens que nous indiquons. C'est ainsi que la Cour de Douai, par arrêt du 6 août 1856 (D., 57, II, 202), a déclaré indivisible l'aveu d'une partie qui consistait à reconnaître que la dette dont le paiement était réclamé, avait existé, en ajoutant qu'elle avait été éteinte partie par le paiement, partie au moyen d'une remise. « Attendu, dit la Cour, que les explications fournies par les époux B... présentent, à un haut degré, tous les caractères de la probabilité et qu'il existe, d'ailleurs, un rapport *intime* et *nécessaire* entre la reconnaissance d'une dette et l'allégation de son extinction ; peu importe, du reste, que l'on avance n'avoir acquitté partie de la dette qu'au moyen d'une remise, car autoriser dans ce cas la division de l'aveu, ce serait placer celui qui le passe entre la tentation

du mensonge et la crainte de compromettre ses intérêts par la confession sincère de la vérité. »

Un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 10 juillet 1869 (*Journal des Arrêts de Bordeaux*, année 1869, p. 401, cité par le *Rép. des Pand. franç.*, *x^o Aceu*, n^o 267), a jugé également indivisible l'aveu qu'un débiteur, en vertu d'un billet, a fait en justice de l'existence de l'obligation invoquée contre lui, mais avec affirmation que le créancier lui aurait fait remise de la dette peu de jours avant sa mort, ajoutant qu'il n'en paraîtrait rien après lui, si d'ailleurs le billet n'a pas été retrouvé au moment de l'inventaire et s'il n'y a de son existence aucune preuve que l'aveu lui-même.

Notons, en outre, un arrêt de la Cour de cassation du 16 janvier 1828 (D., 28, I, 94), qui déclare indivisible l'aveu d'un débiteur qui, après avoir reconnu sa dette, ajoute qu'il s'est libéré par la souscription d'effets à ordre, lesquels ont opéré novation. « On ne peut être admis, dit la Cour, à prétendre que l'on peut examiner la question de novation sans violer la règle de l'indivisibilité de l'aveu. »

Enfin, après la remise et la novation, « on doit également décider, ajoutent MM. Aubry et Rau, que l'aveu est indivisible lorsque la partie qui reconnaît l'existence d'une convention allègue en même temps que cette convention a été plus tard *modifiée* ou *résolue*, d'un commun accord (1). » C'est ainsi qu'un arrêt

(1) AUBRY et RAU, t. VIII, p. 176.

de la Cour de cassation du 9 décembre 1884 (D., 85, I, 365), déclare indivisible l'aveu du défendeur qui reconnaît l'existence de la vente litigieuse à l'époque alléguée par le demandeur, mais affirme qu'elle a été annulée par l'effet d'une résolution consentie par les deux parties. On peut citer, dans le même sens, bien qu'il soit rendu en matière criminelle, car il s'agissait en somme d'établir un contrat civil, un arrêt de la Cour suprême du 28 juillet 1854 (S., 54, I, 655). Il s'agissait de l'aveu d'un prévenu d'abus de confiance qui reconnaissait le mandat à lui confié, mais déclarait qu'il avait été convenu postérieurement avec le mandant que cette somme recevrait un autre emploi et servirait à solder une créance; la Cour déclare cet aveu indivisible.

On rencontre, il est vrai, comme opposé aux diverses solutions que nous venons d'examiner, l'arrêt de rejet de la Chambre civile du 6 février 1838 (S., 38, I, 108), que nous avons déjà eu occasion de critiquer et sur lequel on peut consulter au surplus MM. Aubry et Rau, t. VIII, p. 176, note 29.

On peut faire les mêmes réserves sur un arrêt de la Cour de Grenoble du 13 mars 1834 (S., 34, II, 684, qui décide que lorsqu'une partie, tout en avouant dans ses conclusions écrites le fait d'une convention excédant 150 francs, dont on réclame contre elle l'exécution, ajoute que cette convention s'est trouvée résolue à raison de certaines circonstances, on peut, sans violer le principe de l'indivisibilité de l'aveu,

puiser dans ses conclusions un commencement de preuve par écrit à l'effet d'établir que la convention n'a pas cessé d'exister.

TROISIÈME PARTIE

LIMITATIONS ET RESTRICTIONS APPORTÉES AU PRINCIPE

Nous sommes ainsi conduit à examiner les tempéraments apportés par la doctrine et la jurisprudence à la règle de l'indivisibilité de l'aveu. Disons tout de suite qu'il ne s'agit pas ici d'exceptions, comme l'ont cru à tort certains auteurs, mais bien plutôt de cas en dehors de la règle, de simples limitations de la règle.

CHAPITRE PREMIER

De l'aveu portant sur des faits distincts et non connexes

Nous rencontrons tout d'abord, comme se rattachant à la matière que nous venons de traiter en dernier lieu, le cas où l'aveu complexe est divisible, ce qui, d'après le langage de certains auteurs auxquels nous faisons allusion tout à l'heure, constitue une première exception ainsi formulée : le principe de l'indivisibilité de l'aveu souffre exception quand l'aveu porte sur des faits distincts. Cette formule pouvait

être vraie sous l'ancien droit, mais actuellement elle nous paraît peu exacte ou tout au moins prêter à l'amphibologie. On paraît exclure par là de la règle de l'indivisibilité de l'aveu toute espèce d'aveu complexe, ce qui, nous l'avons vu, serait manifestement exagéré. En effet, l'aveu complexe est, par définition, celui dans lequel l'avouant ajoute au fait allégué par son adversaire un autre fait nouveau et *distinct* qui en modifie, en restreint ou même en éteint complètement les conséquences juridiques. Or, l'aveu complexe est souvent indivisible suivant la distinction que nous avons adoptée. En posant cette prétendue exception dans des termes aussi généraux, on paraît vouloir maintenir l'interprétation de Voët et de Zachariae. Nous avons cru devoir, avec l'immense majorité des auteurs, critiquer cette interprétation malgré les deux arrêts de cassation qui paraissent la consacrer en déclarant que le principe de l'indivisibilité de l'aveu ne reçoit d'application qu'au cas où l'aveu porte sur un même fait passé dans une circonstance unique.

Nous croyons donc que cette première limitation apportée à la règle doit être ainsi formulée : L'aveu cesse d'être indivisible quand il porte sur des faits distincts et n'ayant entre eux aucune connexité. La formule est alors en harmonie avec la distinction que nous avons posée en matière d'aveu complexe.

Ainsi précisée, la dérogation se conçoit parfaitement. Nous sommes en dehors des limites que nous

avons précédemment apportées à la règle. Dans ce cas où l'aveu porte sur deux faits distincts et non connexes, alors même qu'ils seraient simultanés, nous avons vu qu'il y avait en réalité deux aveux : chacun d'eux, pris à part, est indivisible, mais on doit les apprécier isolément. « Le principe de l'indivisibilité de l'aveu, dit M. Laurent, ne veut pas dire que toutes les déclarations faites dans un procès forment un tout et ne peuvent être divisées; le principe signifie que la déclaration relative à un fait litigieux doit être prise telle que la partie l'a énoncée sans que l'on puisse scinder ce qu'elle a dit. L'indivisibilité de l'aveu n'empêche donc pas d'apprécier séparément les divers aveux; chaque aveu sera indivisible, mais l'on peut se prévaloir d'un aveu sans devoir accepter tous les autres (1). »

Cette même idée est exprimée par M. Colin, *Étude de jurisprudence et de législation sur les Dons manuels*, p. 104. « Ce qui est vrai, dit-il, c'est que la règle de l'indivisibilité de l'aveu n'a pas d'application possible lorsque les déclarations qui y sont contenues portent sur plusieurs chefs distincts, indépendants les uns des autres; plus exactement, sur des faits qui ne se réfèrent nullement au fait litigieux entre les parties, qui n'ont, en un mot, sur son existence, sur sa portée, aucune influence possible. »

C'est bien en ce sens que les arrêts semblent

(1) LAURENT, t. XX, n° 201, p. 228.

comprendre cette limitation de la règle, bien qu'ils se contentent, en général, de la formule que nous avons critiquée et proclament l'aveu divisible lorsqu'il porte sur des faits distincts.

Nous voyons cette formule appliquée dans de nombreuses décisions qui déclarent divisible l'aveu d'une créance qui viendrait en compensation de la dette avouée. C'est l'exemple que nous avons choisi d'un aveu complexe portant sur des faits non connexes. En effet, dans ce cas, le défaut de liaison des deux faits est palpable.

On peut citer, en ce sens, un arrêt de la Cour d'Orléans, du 13 mai 1836 (S., 36, II, 450). Cet arrêt pose en principe que l'aveu peut être divisé quand il porte sur des faits distincts et tel est, d'après lui, le cas où un débiteur, en reconnaissant sa dette, prétend qu'elle est éteinte par compensation avec une créance qu'il a contre le poursuivant. L'existence de la dette peut être tenue pour constante et la compensation écartée comme non justifiée.

La même solution a été admise par la Cour de cassation dans un arrêt du 14 janvier 1824 (S., 25, I, 118). D'après cet arrêt, lorsqu'il y a contestation sur le point de savoir si un prix d'immeuble a été payé comptant, si ce prix a été compensé avec telle ou telle créance, et enfin si une vente de denrées a eu lieu à tel ou tel prix, l'aveu d'une partie qu'elle n'a pas payé l'immeuble comptant, mais que ce prix a été compensé avec telle créance et que les denrées

ont été vendues à tel prix peut être divisé contre elle.

On rencontre, comme décisions plus récentes, un jugement du Tribunal de Montargis, du 21 janvier 1884 (*Gaz. Pal.*, 1884, 1^{re} partie, Supp., p. 36), qui déclare que, d'après la doctrine et la jurisprudence, l'aveu du débiteur qui oppose la compensation peut se diviser contre lui. On peut rapprocher de cette décision un jugement du Tribunal de Rennes, du 9 août 1890 (*La loi*, 1890, p. 747). Citons encore un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 15 juillet 1890 (*Journal des arrêts de Bordeaux*, 1891, t. I, p. 7, rapporté au *Rép. des Pand. Franç.*, v^o *Aveu*, n^o 334), qui déclare divisible l'aveu par lequel le débiteur reconnaît avoir reçu la somme réclamée, mais prétend devoir la compenser avec une autre dont il se prétend créancier.

Nous trouvons également rapporté au *Répertoire des Pandectes Françaises*, v^o *Aveu*, n^o 336, un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 18 mai 1833, qui applique l'exception que nous étudions au cas d'une double compensation invoquée. Si le créancier à qui l'on oppose une compensation en reconnaît la légitimité mais déclare en même temps qu'il est créancier d'une autre somme pour cause étrangère à la contestation, le juge peut admettre la compensation prouvée et non la créance prétendue, sans pour cela méconnaître le principe de l'indivisibilité de l'aveu parce qu'il y a là deux faits qui n'ont pas entre eux une

corrélation nécessaire. Cependant, on rencontre quelques décisions qui consacrent l'opinion de M. Laurent. Nous savons que cet auteur fait bénéficier l'avouant de toute déclaration qui aboutit à le libérer, alors même que c'est la compensation qu'il invoque. Mais on ne laisse pas que d'être embarrassé au cas où l'avouant, poussant les choses plus loin, se prétend non seulement libéré, mais encore créancier. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 11 février 1837 (*Journal des arrêts de Bordeaux*, année 1837, page 110, cité au *Répertoire des Pandectes Françaises*, v^o *Aveu*, n^o 330), a jugé que la déclaration faite en justice par le défendeur qu'il doit la somme réclamée mais qu'il est aussi créancier d'une somme plus forte, qui, compensation faite, le constitue créancier, forme un aveu qui ne peut être scindé contre lui et éteint les deux dettes jusqu'à due concurrence, mais qui peut être divisé quant au surplus qu'il réclame lui-même. En cette partie, il se constitue demandeur et il doit justifier, autrement que par son affirmation, la prétention qu'il soulève. Mais on ne voit pas pourquoi on s'arrêterait sur ce terrain, du moment qu'on a commencé à admettre la véracité de l'avouant, en ce qui concerne sa créance étrangère au procès.

Quoi qu'il en soit, mentionnons encore, dans le même sens, un arrêt du Tribunal de Lyon, du 14 février 1883 (*Moniteur de Lyon*, du 8 mai 1883, cité au *Répertoire des Pandectes Françaises*, v^o *Aveu*, n^o 332)

et qui paraît également favorable à la thèse de M. Laurent. Ce jugement déclare que l'aveu étant indivisible, on ne peut admettre séparément l'aveu de la dette fait par le défendeur ou ses héritiers et obliger ces derniers à prouver soit le fait du paiement, soit celui de la compensation qu'ils allèguent, sous le prétexte que ces faits seraient distincts de celui qui a créé l'obligation et qu'ils se seraient passés à des dates différentes.

En tous cas, ces décisions sont restées isolées et on peut considérer comme acquis en jurisprudence que l'aveu est divisible quand il porte à la fois sur la dette et sur une compensation alléguée comme extinctive de cette même dette. En dehors de l'allégation d'une compensation, il se peut que le défendeur invoque un autre fait distinct et non connexe. Tel est l'aveu d'un prêt à usage avec cette restriction que la chose prêtée a été affectée à la garantie d'un autre contrat. Cet aveu n'est pas indivisible, et par suite les juges, en admettant l'aveu quant au prêt, peuvent refuser d'admettre en même temps l'existence de l'affectation postérieure de la chose prêtée (Cass. Rej., 8 mai 1855; S., 56, I, 62). Il s'agissait dans l'espèce du prêt d'une voiture qui, au dire du défendeur, avait été suivi de l'achat d'un mulet boiteux, sous condition que la voiture reçue en prêt servirait de garantie de la guérison du mulet. Il y avait donc bien deux faits étrangers et distincts, qu'on avait vainement essayé de rattacher l'un à l'autre : un

prêt et une vente. Le juge devait donc s'en tenir à l'aveu du premier fait et rejeter le second comme non prouvé. M. Laurent (1), en rapportant cette décision, la déclare douteuse : « La demande, dit-il, portait sur la restitution de la voiture ; que répond le défendeur ? Je l'ai reçue, mais je ne dois la rendre que sous telle condition ; il n'y a donc qu'un seul aveu et cet aveu est indivisible ». La décision de la Cour de cassation nous paraît, au contraire, inattaquable. Le prétendu lien de connexité invoqué pour les besoins de la cause était en tous cas trop faible et trop éloigné.

Nous croyons plus justifiées les critiques que M. Laurent adresse à un arrêt de la Cour suprême, du 25 août 1831, rapporté au Répertoire de Dalloz, v^o *Obligations*, n^o 4670. Il s'agissait de l'aveu d'une vente. Le défendeur prétendait que la chose vendue ne réunissait pas les conditions stipulées lors de la vente, dans l'espèce, que le cheval vendu fût propre au service auquel on le destinait. La Cour déclara la vente valable repoussant la condition que l'avouant ajoutait, sous prétexte qu'il s'agissait de faits distincts. Il nous paraît plus juste de dire avec M. Laurent : « Il s'agissait d'un seul et même fait juridique, la vente d'un cheval et qu'est-ce qu'il y a de plus essentiel dans une vente pareille que le service auquel le cheval était destiné. Donc, la destination de

(1) LAURENT, t. XX, p. 230.

la chose vendue et la vente ne formaient qu'un seul et même fait, partant l'aveu était indivisible ».

On peut faire les mêmes réserves sur un arrêt de la Cour de cassation, du 8 février 1864 (D., 64, I, 486), bien que la décision se justifie par ce motif que l'une des parties de l'aveu avait été reconnue fausse. Il s'agissait de l'aveu d'une partie qu'elle avait reçu de l'autre une somme d'argent, mais en vue d'un certain emploi, tel par exemple que l'acquisition d'actions de chemins de fer pour le compte de cette dernière. « Attendu, dit l'arrêt, que l'aveu fait par B., que R. lui aurait remis une somme de 5.000 fr., est distinct du fait allégué par ledit B., que cette somme devait être employée à l'achat d'actions de chemins de fer Guillaume-Luxembourg pour le compte du sieur R. ». Ce considérant nous semble inexact et nous préférons dire avec l'arrêtiste : « Dans l'espèce, l'aveu portait, ce nous semble, sur un fait unique, à savoir la remise d'une somme d'argent avec mandat d'en faire un emploi déterminé. Comment, en effet, séparer la remise d'une chose à un individu du but dans lequel a lieu la livraison quand c'est dès l'époque même de cette livraison que la destination à donner à la chose aurait été convenue ».

Nous ne pouvons, au contraire, qu'approuver un arrêt de la Cour de cassation, du 30 juin 1857 (S., 57, I, 702, et D., 57, I, 308), qui déclare divisible l'aveu fait par un successible d'un don manuel qu'il a reçu et dont il offre le rapport, et son allégation d'un don

manuel égal fait à son cohéritier qu'il voudrait obliger au rapport. La Cour de Pau avait déclaré qu'il y avait là aveu indivisible. La Cour de cassation déclina à bon droit qu'il n'y avait pas lieu de s'arrêter au principe de l'indivisibilité de l'aveu qui était inapplicable dans l'espèce. Ce sont là, en effet, deux faits bien distincts que ces deux dons manuels et on ne peut pas considérer comme un aveu la déclaration qui concerne le cohéritier : « Attendu, dit la Cour, qu'il ne pouvait appartenir à la défenderesse, en ajoutant à l'aveu d'un fait personnel l'allégation d'un autre fait imputé à sa sœur, de se faire ainsi contre elle un titre de ses propres déclarations et une preuve qui pût lui être opposée, et qu'en le décidant ainsi, l'arrêt attaqué a faussement appliqué et, par conséquent, violé l'article 1356 ». Nous croyons devoir citer également quelques-unes des remarques fort justes de l'arrêtiste de Dalloz : « Dans notre espèce, dit-il, le fait à l'égard duquel on voulait exciper du principe de l'indivisibilité de l'aveu n'était pas même personnel à l'auteur de cet aveu. Il était imputé à la partie adverse et aurait eu pour résultat d'établir une dette à la charge de cette dernière. C'est surtout pour ce cas que l'aveu devient divisible ».

Ce sont ces considérations qui ont inspiré également un arrêt de la Cour de Pau du 17 décembre 1860 (D., 61, II, 48), d'après lequel « si ce principe (de l'indivisibilité de l'aveu) protège le débiteur qui reconnaît une dette non justifiée et allègue en même

temps son extinction, il ne saurait en être de même lorsque le rendant compte se prétend non seulement libéré, mais encore créancier d'un excédent de la dépense sur la recette; — qu'alors, en effet, de défendeur qu'il était, il devient à son tour demandeur quant à cet excédent, et que sa demande n'étant appuyée que sur les allégations de son compte, elle doit être rejetée, puisque nul ne peut se faire un titre à lui-même ».

Nous croyons devoir mentionner également un arrêt de la Cour de cassation du 11 août 1875 (D., 76, I, 82). Il s'agissait de l'aveu d'une partie qui reconnaissait qu'une haie litigieuse était la propriété de son adversaire, mais ajoutait qu'elle avait elle-même la propriété du terrain jusqu'au pied même de la haie. La Cour de cassation, tout en reconnaissant qu'il y avait là « un aveu portant sur deux faits distincts et *sans connexion nécessaire* », déclaré à tort indivisible par la Cour de Nancy, rejeta néanmoins le pourvoi, le dispositif de l'arrêt se soutenant par d'autres motifs exacts. Mais nous avons tenu à faire ressortir les termes dans lesquels la Cour formule l'exception qui nous occupe, au lieu de dire simplement, comme les arrêts anciens, que l'aveu est divisible lorsqu'il porte sur des faits distincts : la Cour fait ici ressortir la nécessité du défaut de connexité pour qu'on se trouve en dehors de la règle.

C'est ainsi qu'on doit déclarer divisible l'aveu d'une partie qu'elle a reçu des valeurs à titre de dé-

pôt, mais ajoutant qu'elle est créancière du déposant et qu'elle entend exercer sur ces valeurs un droit de rétention. (Tribunal de la Seine, 7 mai 1885; *La Loi* du 1^{er} juillet 1885.)

Il faut maintenir la même solution pour l'aveu fait par une partie, qu'elle a donné à un agent de change l'ordre d'acheter des titres, mais que cet ordre était donné de compte par tiers avec deux autres personnes et qu'elle ne doit dès lors payer qu'un tiers du prix de ces titres. (Trib. de Lyon, 27 novembre 1885; *La Loi* du 24 juin 1886.)

On peut citer encore un arrêt de la Cour de Rennes du 12 février 1870 (D., 72, II, 64). Un notaire déclarait avoir reçu des prix de vente au nom d'un client mais il ajoutait qu'il les avait employés à payer des créances dues à des tiers. La Cour déclara à bon droit un tel aveu divisible : il n'y avait aucun lien de connexité entre ces deux faits.

Une décision qui nous paraît plus douteuse est un arrêt de la Cour de cassation du 8 août 1826 (S., 27, I, 4; D., 27, I, 50). Il s'agissait de l'aveu : 1^o qu'une certaine somme avait été trouvée dans une succession; 2^o que cette somme avait été remise au défunt à titre de dépôt. La Cour décida qu'il y avait là deux faits indépendants dont l'un pouvait être rejeté et l'autre admis par le juge. Il nous semble, au contraire, que la connexité est palpable ici : c'est, en somme, l'aveu d'un dépôt existant encore dans la succession. L'arrêt ne se soutient que par ce motif

qu'il y avait d'autres preuves à l'encontre de la partie accessoire de l'aveu.

Comme le fait remarquer M. Laurent (tome XX, p. 232), « la nuance qui distingue ces différentes espèces est délicate mais réelle », et le juge arrivera, en définitive, à découvrir s'il y a ou non un lien de connexité entre les deux faits qui forment un aveu complexe.

En tout cas, la règle de l'indivisibilité de l'aveu sera certainement inapplicable à l'aveu portant sur des chefs distincts, et le juge saisira alors beaucoup plus rapidement l'absence de connexité qui permettra de diviser les aveux car ici, sans nul doute, il y a autant d'aveux que de chefs invoqués : les uns peuvent donc être admis et les autres repoussés. Cela paraît l'évidence même, aussi ne trouve-t-on que peu ou point d'arrêts sur cette question trop simple pour faire l'objet d'un débat devant les tribunaux. Cependant on pourrait peut-être faire rentrer sous cette rubrique certains des arrêts que nous venons d'examiner, notamment celui de la Cour de cassation du 14 janvier 1824 (S., 25, I, 118). Il semble bien qu'il y avait dans l'espèce aveu portant sur des chefs et non seulement des faits distincts, puisque la contestation portait sur le point de savoir si un prix d'immeuble avait été payé comptant, si ce prix avait été compensé avec telle ou telle créance, et enfin si une vente de denrées avait eu lieu à tel ou tel prix.

La dérogation à l'indivisibilité de l'aveu, quand il

porte sur des faits ou des chefs distincts et non connexes, se rencontre très souvent en matière d'interrogatoire sur faits et articles. « Le principe de l'indivisibilité de l'aveu, disent MM. Aubry et Rau (1), ne s'applique point à l'ensemble des réponses consignées dans un interrogatoire sur faits et articles : ces réponses peuvent être séparées les unes des autres et appréciées isolément, pourvu qu'on ne divise pas chaque réponse prise en elle-même ». Cela est vrai d'une manière générale, car on mettra ordinairement dans la même réponse tout ce qui se rapportera au même fait, mais il nous semble qu'on ne pourrait pas davantage diviser un aveu portant sur différents points d'un même fait quoique cet aveu ait été exprimé dans plusieurs réponses. C'est pourquoi nous croyons justes les observations présentées par M. Laurent (2) sur la formule de MM. Aubry et Rau citée plus haut. « Il ne faut pas considérer les diverses réponses, il faut considérer les divers faits sur lesquels portent les réponses. Il se peut que l'interrogatoire ne porte que sur un seul fait, que les diverses questions et les réponses qu'y fait la partie se rattachent toutes à ce fait; dans ce cas, toutes les réponses ne forment qu'un seul et même aveu, lequel est indivisible comme tout aveu ». Et comme le dit plus loin M. Laurent : « Il faut dire que l'interrogatoire est

(1) AUBRY et RAU, t. VIII, p. 177.

(2) LAURENT, t. XX, n° 199, p. 226.

divisé en autant d'aveux qu'il y a de faits distincts. » On peut consulter également sur ce point Larombière (tome V, p. 416, n° 20, et Carré et Chauveau, *Lois de la Procédure*, 5^e édition, t. III, p. 184; Garsonnet, t. II, § 270).

On peut citer en ce sens un arrêt de la Cour de cassation du 30 avril 1807, rapporté dans Sirey, 1807, II^e volume, p. 799, et longuement commenté par Merlin, *Répertoire*, v° *Chose jugée*, p. 709. Cet arrêt décide que du principe de l'indivisibilité de la confession judiciaire en matière civile, il ne s'ensuit pas que dans un interrogatoire sur faits et articles composé de plusieurs demandes et de plusieurs réponses, on ne puisse point isoler chacune de ces réponses et en argumenter contre celui qui l'a faite.

Mais l'arrêt le plus important sur la matière est celui du 19 juin 1839, rendu sur le rapport de M. le conseiller Troplong qui résume fort bien toute la question d'indivisibilité de l'aveu dans l'interrogatoire sur faits et articles (S., 39, I, 462; D., 39, I, 287). Cet arrêt décide que, bien que les réponses faites dans un interrogatoire sur faits et articles constituent une série d'aveux qui ne sauraient être divisés, rien ne s'oppose toutefois à ce que chacun de ces aveux soit séparé des aveux qui précèdent ou qui suivent, de telle sorte que le juge adopte les uns et repousse les autres; il suffit, dans ce cas, qu'il apprécie dans son ensemble et sans les scinder, chacune des réponses prises séparément, pour qu'on ne puisse lui repro-

cher d'avoir divisé l'aveu judiciaire. Notons aussi ces paroles de M. le conseiller Troplong dans son rapport : « Ces exceptions au principe de l'indivisibilité de l'aveu ne sont pas écrites dans la loi, mais le bon sens les indique et la jurisprudence, d'accord avec la raison, les sanctionne. C'est pourquoi vous avez très bien décidé que, lorsqu'un aveu se compose de plusieurs faits distincts, le juge peut, dans ce cas, admettre certains faits et rejeter les autres... Cette vérité s'applique spécialement aux interrogatoires sur faits et articles. Un interrogatoire est une suite de demandes et de réponses constituant chacune autant de propositions distinctes et séparées. Chaque proposition contient un aveu et cet aveu ne peut en soi être divisé : ainsi le veut l'art. 1356. Mais rien n'empêche qu'il ne soit séparé des aveux qui suivent et qui précèdent; qu'on admette les uns et qu'on repousse les autres; c'est le cas de dire : *tot sunt stipulationes quot corpora*. »

Notons aussi la formule donnée par la Cour de Caen dans un arrêt du 25 avril 1842 (S., 42, II, 374). « S'il est vrai que les aveux passés dans un interrogatoire sur faits et articles ne sont pas indivisibles, dans ce sens qu'on soit obligé, pour se prévaloir d'une réponse, de prendre droit par toutes les autres; pourtant, lorsque dans une même réponse l'interrogé passe sur un fait une déclaration contenant plusieurs parties corrélatives et qu'on n'a, d'ailleurs, aucune autre preuve à fournir de ce fait que sa déclaration

même, la loi comme la raison veulent qu'on la prenne dans son ensemble. »

Nous préférons cette formule à celle donnée par la Cour de cassation dans un arrêt du 8 mai 1848 (*Journal du Palais*, 1848, p. 579), d'après lequel la question de savoir si les réponses consignées dans un interrogatoire sur faits et articles renferment, de la part de la partie interrogée, un aveu judiciaire, rentre dans l'appréciation souveraine du juge du fond.

Toutefois, M. Demolombe (1) fait remarquer avec raison que la même solution ne serait point applicable à l'ensemble d'un compte dont les éléments ne se trouveraient établis que par la déclaration du rendant. Et il cite un arrêt de la Cour de cassation du 8 juin 1842 (S., 42, I, 844) où on peut relever les considérants suivants : « Attendu qu'il y avait nécessité, à défaut de preuves en dehors dudit compte, d'en admettre toutes les parties comme sincères; — Que, en décidant, en droit, dans un pareil état de choses, les recettes et les dépenses n'étant établies que par l'aveu du défendeur éventuel et non valablement contredites par les demandeurs, qu'un tel aveu était indivisible, la Cour royale d'Angers n'a nullement violé l'article 1356. » On peut ajouter également un arrêt de la Cour de Rouen du 27 janvier 1840 (*Journal du Palais*, 1840, p. 534).

(1) DEMOLOMBE, t. VII du *Traité des contrats*, n° 526, p. 468.

« L'interrogatoire sur faits et articles, remarque M. Laurent (1), donne encore lieu à une autre question. On demande si les parties peuvent l'invoquer comme un commencement de preuve par écrit autorisant les juges à ordonner la preuve testimoniale. L'affirmative est certaine. Naît alors la question de savoir si l'aveu considéré comme commencement de preuve par écrit peut être divisé. » Larombière fait remarquer à ce propos, t. V du *Traité des Obligations*, n° 20, p. 417, que l'on sort alors de la théorie de l'aveu judiciaire pour rentrer dans celle du commencement de preuve par écrit.

Il n'est pas douteux que lorsque le juge considère l'aveu comme un simple commencement de preuve par écrit, il ne puisse le diviser. L'indivisibilité n'est attachée qu'à l'aveu faisant pleine foi, comme le font ressortir clairement les termes de l'article 1356, qui lie pour ainsi dire ensemble ces deux importants effets de l'aveu judiciaire. Quand on ne cherche dans l'aveu qu'un commencement de preuve, on peut alors prendre l'interrogatoire dans son ensemble, ou telle réponse en particulier pour y chercher le commencement de preuve autorisant la preuve testimoniale. Et le juge n'aura plus alors aucunement à s'inquiéter de l'indivisibilité d'un aveu qui n'a plus d'autre effet que de se joindre à d'autres circonstances pour permettre d'arriver à la preuve testimoniale.

(1) LAURENT, t. XX, n° 200, p. 227.

Citons en ce sens un arrêt de la Cour de cassation du 6 avril 1836 (S., 36, I, 747). Les juges du fait avaient trouvé, dans les diverses réponses faites lors d'un interrogatoire sur faits et articles, un commencement de preuve par écrit. La Cour rejeta le pourvoi « considérant que les juges ont pu, d'après leurs attributions, scinder les diverses réponses faites par le demandeur dans son interrogatoire, sans violer les dispositions du Code sur l'aveu judiciaire qui sont étrangères à l'espèce. »

Un autre arrêt de la Cour suprême, en date du 22 août 1864 (D., 65, I, 64), pose en principe que la règle de l'indivisibilité de l'aveu judiciaire est inapplicable aux réponses d'une partie dans une comparution en personne, si ces réponses sont relevées par les juges non comme ayant la valeur d'un aveu, mais comme une simple induction rendant vraisemblables les faits allégués et fournissant un commencement de preuve susceptible d'être complété par les autres éléments de la cause.

L'arrêt le plus important sur cette question est celui de la Cour de cassation du 2 janvier 1872, D., 72, I, 119, qui décide « qu'on ne pourrait, sans étendre arbitrairement cette règle (de l'indivisibilité de l'aveu), l'appliquer aux réponses consignées dans un interrogatoire sur faits et articles et dans lesquelles le juge ne verrait plus une preuve complète du fait contesté, mais un simple commencement de preuve par écrit de nature à le rendre vraisemblable. » No-

tons aussi les observations suivantes de M. le conseiller Rau, rapporteur : « Ce serait étendre arbitrairement la règle que de l'appliquer à des déclarations dans lesquelles le juge ne voit plus la preuve complète du fait contesté mais un simple commencement de preuve par écrit de nature à le rendre vraisemblable, et cette extension est d'autant moins admissible qu'elle aurait pour résultat de restreindre, si ce n'est même de supprimer, le pouvoir d'appréciation qui appartient au juge du fond pour décider si les actes ou déclarations émanés de la partie à laquelle on les oppose sont ou non de nature à rendre vraisemblable le fait qu'elle dénie. » Le principe a encore été appliqué par la Cour de Rennes dans un arrêt du 26 février 1879 (D., 80, II, 91).

Cependant il importe de signaler une note sous un arrêt de cassation du 9 août 1887 (D., 88, I, 133) qui paraît nier la justesse de cette solution. L'arrêtiste conteste la portée de l'arrêt précité du 2 janvier 1872 et prétend restreindre la divisibilité de l'aveu pris comme commencement de preuve par écrit à l'aveu contenu dans un interrogatoire sur faits et articles.

Nous croyons devoir relever également dans un arrêt de la Cour de Nancy du 9 avril 1870 (D., 72, II, 193) la proposition suivante : « Considérant que l'appelant ne peut invoquer que les déclarations faites par G... dans son interrogatoire sur faits et articles, déclarations indivisibles comme l'aveu judiciaire. » Remarquons avec l'arrêtiste que cette proposition

énoncée d'une manière incidente n'est pas juste, au moins dans sa généralité. Les énonciations d'un interrogatoire sur faits et articles ne doivent être déclarées indivisibles que si le juge les considère comme une preuve complète et non pas seulement comme un simple commencement de preuve par écrit. »

M. Huc (1) paraît présenter comme opposé à la jurisprudence en matière d'interrogatoire sur faits et articles un arrêt de la Cour de cassation du 9 décembre 1884 (D., 85, I, 365) qui décide que le juge du fond peut, en vertu du pouvoir d'appréciation qui lui appartient en matière de preuve, déclarer, à raison des termes et des circonstances, que les réponses consignées dans un interrogatoire sur faits et articles renferment un aveu indivisible, bien qu'elles ne soient invoquées que comme un commencement de preuve par écrit, et par suite rejeter l'offre d'une preuve testimoniale. Cette décision ne nous paraît pas en contradiction avec l'arrêt de la Cour de cassation du 2 janvier 1872, qui résume la jurisprudence sur ce point. En effet, le juge du fait ne peut évidemment être tenu de voir un commencement de preuve par écrit dans un aveu, fût-il contenu dans un interrogatoire sur faits et articles, et alors prenant l'aveu comme formant preuve complète, il doit le déclarer indivisible. On peut consulter au surplus la note insérée au *Recueil* de Dalloz, 85, I, 364, sous l'arrêt précité.

(1) Huc, t. VIII, p. 460, n° 353, note 2.

CHAPITRE II

De l'aveu dont l'une des parties est démontrée fausse, contradictoire ou invraisemblable

Nous avons vu dans notre introduction que le principe de l'indivisibilité de l'aveu ne devait pas être exagéré et qu'il fallait permettre à l'adversaire de l'avouant de prouver la fausseté des déclarations accessoires qui viendraient limiter ou même anéantir la portée de l'aveu par lequel on voudrait prendre droit. Nous avons déjà eu occasion, notamment à propos de la théorie des dons manuels, de citer plusieurs arrêts qui consacrent, pour l'adversaire de l'avouant, le droit de preuve contraire. Comment pourra se faire cette preuve?

Il pourra tout d'abord se faire que la présomption de vérité attachée à la déclaration accessoire de l'avouant se trouve détruite par une présomption légale, cas auquel l'aveu restera pur et simple, la déclaration accessoire étant absolument non avenue. Telle est l'espèce d'un arrêt de rejet du 15 novembre 1842 (Sirey, 43, I, 204). L'une des parties opposait à l'autre la prescription acquisitive fondée sur la possession de 30 ans. L'autre partie avouait le fait de la possession alléguée contre elle, mais ajoutait que cette possession n'avait eu lieu qu'à titre précaire.

Mais la loi elle-même, dans ce cas, effaçait cette déclaration accessoire en vertu de l'article 2230 qui dispose que « l'on est toujours présumé posséder pour soi et à titre de propriétaire s'il n'est prouvé qu'on a commencé à posséder pour un autre. » L'aveu restait donc pur et simple et la prescription était acquise.

En dehors de ce cas très simple où l'adversaire de l'avouant n'a absolument aucune preuve à fournir, comment pourra-t-on faire la preuve de la fausseté des déclarations accessoires? Pour répondre à cette question, il n'y a, nous avons déjà eu l'occasion de le signaler en passant, qu'à se reporter à la théorie générale des preuves. Si le fait principal était lui-même susceptible d'être prouvé par témoins ou par présomptions, ces modes de preuve seraient également admis pour prouver la fausseté des restrictions apportées à l'aveu. Tel est, pour emprunter l'exemple de Demolombe (1), le cas d'un dépôt nécessaire. L'avouant reconnaît le fait du dépôt nécessaire, mais ajoute qu'il l'a restitué à un tiers indiqué pour le recevoir. On pourra, tout en se prévalant de l'aveu du dépôt, prouver par témoins et par présomptions la fausseté de la déclaration accessoire de restitution, ces modes de preuve étant admis pour établir le dépôt nécessaire. Mais il n'en serait pas de même s'il s'agissait d'un dépôt volontaire ou, en général, de tout autre

(1) DEMOLOMBE, t. VII du *Traité des contrats*, n° 532, p. 473.

contrat non susceptible d'être prouvé par témoins au-dessus de 150 francs. Cet exemple du dépôt se retrouve textuellement dans un arrêt de la Cour de cassation du 10 janyier 1832 (S., 32, I, 91). D'après cet arrêt, l'aveu de celui qui reconnaît qu'un dépôt volontaire a été fait entre ses mains, mais qui déclare en même temps représenter les objets déposés dans l'état où il les a reçus, ne peut être divisé, en telle sorte que le propriétaire des objets déposés se trouvant ainsi dispensé d'établir *par écrit* le fait du dépôt, puisse ensuite être admis à prouver *par témoins* que les objets déposés ont été détériorés par le fait du dépositaire. Et c'est en vain que les déposants avaient tenté d'établir le caractère nécessaire du dépôt qui leur aurait permis de recourir à la preuve testimoniale.

En effet, de nombreux arrêts ont admis la preuve contraire lorsqu'il s'agissait d'un fait susceptible d'être établi par la preuve testimoniale. Citons notamment un arrêt de la Cour de Grenoble du 29 novembre 1861 (S., 62, II, 111), qui décide que l'aveu judiciaire peut être divisé lorsque l'un des faits sur lesquels porte la déclaration de la partie qui a fait l'aveu est susceptible d'être prouvé indépendamment de l'aveu. Spécialement le patron qui, tout en reconnaissant la quotité des appointements réclamés par son commis, prétend s'être libéré des annuités échues, ne saurait être fondé à invoquer l'indivisibilité de son aveu s'il existe en faveur du commis un commencement de preuve par écrit rendant admis-

sible la preuve par témoins ou par présomptions, ou s'il s'agit d'une matière commerciale dans laquelle cette preuve est de plein droit admissible.

La jurisprudence a eu maintes fois à appliquer cette restriction qui tempère fort logiquement les inconvénients que pourrait avoir le principe de l'indivisibilité de l'aveu pris d'une manière trop absolue. Est-il utile de remarquer avec M. Laurent, t. XX, p. 238, qu'on a tort de dire dans ce cas que l'aveu est divisé? L'aveu, dit-il, reste indivisible, mais on permet à la partie intéressée de rétablir la vérité altérée par le mensonge. Sans doute, mais une fois cette preuve faite, il semble bien qu'on soit en droit de dire que l'aveu est divisé, et c'est ce que fait la jurisprudence.

Il convient de remarquer que la divisibilité de l'aveu peut résulter des termes mêmes dans lesquels il a été fait. Ainsi l'a jugé un arrêt de la Cour de cassation du 3 juin 1867 (D., 67, I, 205). Il s'agissait d'une instance en liquidation et en partage où l'un des héritiers déclarait avoir reçu une somme de l'auteur commun, mais sous une condition d'emploi à laquelle il déclarait en même temps et offrait de prouver qu'il avait satisfait. Le principe de l'indivisibilité de l'aveu ne s'opposait pas à ce que le juge retînt l'aveu de la réception de la somme et refusât d'admettre qu'il en avait été fait l'emploi annoncé, s'il ne paraissait pas au juge que la preuve de cet emploi offerte dans sa déclaration par l'auteur même de l'aveu, eût été faite par lui. « Absolue au point de vue de la réception

des deniers, remarque l'arrêtiste, la déclaration quant au remploi, se subordonnait par l'effet même de la volonté de son auteur à la condition d'une preuve à fournir; cette preuve manquant, la seconde partie de la déclaration manque également sans que pour cela la première perde rien de sa force. »

L'aveu est donc divisible quand il contient des allégations contradictoires démontrées fausses. Telle est la solution consacrée par un arrêt de la Cour de cassation du 22 novembre 1869 (D., 70, I, 273, S., 70, I, 339), qui déclare que l'aveu n'est pas indivisible dans les déclarations diverses qu'il renferme lorsque l'in vraisemblance et le caractère contradictoire de ses déclarations ont eu pour effet de démontrer la fausseté de celles que l'auteur de l'aveu a faites à son profit. « Attendu, disait l'arrêt de la Cour de Chambéry, objet du pourvoi, que le principe de l'indivisibilité de l'aveu reçoit exception lorsque la partie contestée est fausse ou invraisemblable, ou que les explications sont contradictoires. » On peut rapprocher de cet arrêt un autre arrêt de la Chambre des requêtes du 8 février 1864 (D., 64, I, 486).

Un arrêt de la Cour de Bordeaux du 19 novembre 1858 (*Recueil des arrêts de Bordeaux*, année 1858, p. 465, cité au *Répertoire des Pandectes françaises*, v^o *Aveu*, n^o 341), déclare que la règle de l'indivisibilité de l'aveu n'étant point absolue, les juges sont autorisés à rejeter celle des parties de l'aveu qui leur paraît évidemment empreinte de fausseté et de mensonge.

On peut noter également un arrêt de la Cour de Paris du 21 juin 1872 (S., 74, II, 37), qui pose en principe « que les aveux peuvent et doivent être divisés, soit que sur certains points de détail ou complexes, ils soient reconnus faux, contradictoires, inconciliables en face des faits principaux confessés, soit qu'il en ressorte d'ores et déjà la preuve d'une situation de fait et de droit tirant principalement à conséquence pour la solution du procès. » La Cour de cassation déclare également, dans un arrêt du 5 décembre 1881 (S., 82, I, 55; D., 83, I, 210), que l'aveu peut être divisé lorsque l'une de ses parties est reconnue fausse. Il en est ainsi spécialement dans le cas où une partie a avoué, dans son interrogatoire, avoir réellement touché la presque totalité de la somme réclamée par son adversaire, mais l'avoir reçue comme propriétaire d'un domaine et d'un mobilier vendu, alors que la prétention de cette partie d'avoir été propriétaire du domaine et du mobilier, est démentie par des actes authentiques, par ses propres agissements ou par une lettre écrite par elle à l'adversaire.

Il en sera ainsi, à plus forte raison, quand le juge aura découvert des indices de fraude. « Il y a un vieil adage qui dit que la fraude fait exception à toutes les règles. On est toujours admis à la prouver, surtout quand la fraude s'empare de la loi elle-même pour éluder la loi et la violer. Or, c'est bien là ce que fait la partie qui, en ayant l'air d'avouer la vérité, ajoute

à la vérité un mensonge, lequel détruit l'effet de la vérité de sorte que le mensonge l'emporterait sur la vérité si on ne recevait pas la preuve contraire (1). »

C'est pourquoi nombre d'arrêts font remarquer que l'indivisibilité de l'aveu n'existe pas s'il est prouvé qu'il y a eu dol ou fraude de la part de celui qui l'a fait (Toulouse, 24 mars 1817, *Journal du Palais chr.*; Agen, 5 mai 1823, *Journal du Palais chr.*; Bourges, 23 août 1825, *Journal du Palais chr.*). Un arrêt de la Cour de Paris du 6 avril 1829 (D., 29, II, 183), décide que l'article 1356, d'après lequel l'aveu ne peut être divisé contre celui qui l'a fait, reçoit exception dans le cas où il résulte des circonstances de la cause, que l'avouant n'a pas été de bonne foi dans le cours de ses déclarations.

Signalons encore un arrêt de la Cour d'Agen du 16 décembre 1823 (*Journal du Palais chr.*), qui déclare que lorsque, actionnée en restitution d'une somme qu'elle a été chargée de toucher, une personne déclare avoir reçu cette somme, mais soutient en même temps que le placement ayant été fait, elle a remis au mandant les effets endossés par l'emprunteur pour le montant de cette somme, les juges peuvent admettre l'aveu dans la première partie et le rejeter dans la seconde, s'ils considèrent qu'il y a eu mensonge, dol ou mauvaise foi.

La preuve de cette fausseté résultera le plus sou-

(1) LAURENT, t. XX, p. 238.

vent de la contradiction des déclarations de l'avouant. La règle de l'indivisibilité ne peut pas trouver place lorsque le juge se trouve en face, non pas d'une déclaration unique, mais de déclarations successives et différentes contenues tant dans des conclusions écrites que dans les explications orales fournies par la partie lors d'une comparution personnelle devant le tribunal, déclarations dont la fausseté est démontrée par leur contradiction. C'est ainsi qu'un arrêt de cassation du 12 décembre 1881 (S., 82, I, 196), après avoir posé en principe que l'aveu peut être divisé quand une partie de cet aveu est reconnue fausse, décide qu'il en est ainsi spécialement dans le cas où un fils, après avoir reconnu qu'il a reçu une somme de ses parents, ajoute que cette somme lui a été donnée à titre d'avancement d'hoirie, alors qu'il reconnaît en même temps avoir restitué une partie de cette somme à son père et avec une autre partie de ladite somme avoir acheté un immeuble au nom de sa mère, circonstances exclusives de l'idée d'une dépossession antérieure en sa faveur. Citons aussi un arrêt de la Cour de Bourges du 4 juin 1825 (S., 26, II, 159), aux termes duquel l'aveu judiciaire peut être divisé contre une partie quand il se trouve en contradiction avec des faits émanés d'elle. « Considérant, dit la Cour, qu'une telle contradiction fait nécessairement cesser la confiance qu'accorde le législateur à la déclaration qui accompagne un aveu judiciaire. »

Un arrêt de la Cour de Bordeaux du 10 juillet 1879

(*Journal des arrêts de Bordeaux*, 1879, p. 281, cité au *Répertoire des Pandectes françaises*, v^o *Aveu*, n^o 344), a jugé de même dans une espèce où un détenteur de valeurs au porteur invoquait la maxime : En fait de meubles possession vaut titre, après avoir déclaré que le défunt lui avait fait une donation à cause de mort absolument exclusive du dessaisissement actuel du donateur et de l'acceptation des donataires. De même celui qui s'est reconnu débiteur et qui, en renouvelant cette reconnaissance, ajoute qu'il s'est libéré, ne peut invoquer l'indivisibilité de son aveu. En effet, le renouvellement de la reconnaissance forme un second aveu tout à fait distinct du premier qui subsiste sans restrictions (Rennes, 7 août 1817, *J. du Palais chr.*).

Enfin un arrêt de la Chambre des requêtes du 30 mars 1874 (S., 76, I, 278; D., 76, V, 50), décide qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter au principe de l'indivisibilité de l'aveu lorsqu'on se trouve en présence de déclarations successives contradictoires entre elles et parmi lesquelles il y en a d'in vraisemblables.

Cet arrêt nous amène à examiner un autre genre de preuve que l'on apporte souvent à l'encontre des déclarations accessoires de l'avouant, la preuve de l'in vraisemblance. « On admettait dans l'ancien droit, dit M. Laurent, t. XX, p. 239, que l'aveu cessait d'être indivisible lorsqu'une partie de l'aveu se trouvait contredite par sa propre invraisemblance. Ainsi formulée, la prétendue exception doit être rejetée sans doute aucun. Quand la déclaration accessoire

que la partie ajoute à l'aveu est invraisemblable, elle est par cela même suspecte et l'on conçoit que le juge soit tenté de la rejeter comme n'étant pas l'expression de la vérité. Mais il doit se rappeler que le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable; d'ailleurs, il n'a pas le droit d'écarter une preuve qui fait pleine foi parce qu'il la trouve suspecte. Cette exception détruirait la règle, on ne pourrait plus dire que l'aveu est indivisible puisque le juge aurait le pouvoir de le diviser dès qu'il lui paraîtrait suspect. Dans notre opinion, l'invraisemblance, de même que la fausseté d'une partie de la déclaration, n'empêche pas l'aveu d'être indivisible, seulement la partie qui s'en prévaut est admise à combattre la déclaration accessoire comme n'étant pas conforme à la vérité. Un de ces moyens qu'elle pourra faire valoir, c'est l'invraisemblance si, à raison de l'objet de la demande, les présomptions sont admissibles, car l'invraisemblance n'est autre chose qu'une présomption de l'homme. Elle peut devenir un argument très fort si l'invraisemblance va jusqu'à l'absurdité, c'est-à-dire jusqu'à l'impossibilité morale. »

C'est la même idée qu'exprimait Merlin dans son énumération des exceptions au principe que nous avons citée, quand il disait que l'aveu était divisible quand une de ses parties était d'une invraisemblance dégénérant en absurdité. Telle est également la solution admise en jurisprudence. Un jugement du Tribunal de Joigny avait divisé l'aveu d'une vente avec

allégation que cette vente avait été faite à l'essai, la vente à l'essai étant, disait le Tribunal, invraisemblable dans l'espèce, car le temps pendant lequel l'essai aurait dû être fait, n'avait pas été limité. La Cour de cassation fut saisie et décida, par arrêt du 19 avril 1858 (S., 58, I, 734; D., 58, I, 153), « qu'en admettant que cette règle (de l'indivisibilité) puisse recevoir une exception au cas où la partie contestée de l'aveu porterait en elle des caractères d'invraisemblance d'une telle nature que cette invraisemblance pût être assimilée à une véritable impossibilité, du moins faut-il restreindre l'exception dans cette limite, sans qu'il puisse être permis de subordonner les effets légaux de l'indivisibilité à l'appréciation du juge, fondée sur une simple invraisemblance. »

On peut citer dans le même sens un autre arrêt de la Cour suprême du 14 avril 1852 (S., 52, I, 453; D., 52, I, 141), qui, à la vérité, ne s'appuie pas sur ce fait que le jugement cassé avait déclaré la deuxième partie de l'aveu invraisemblable, mais qui consacre implicitement la théorie émise plus haut, puisque la Cour a rejeté le pourvoi. « On juge fort diversement de l'invraisemblance, dit la note de Dalloz, sous l'arrêt précité. En faudrait-il plus ou moins? Qui est-ce qui en déterminerait le degré? Il ne s'agirait plus que d'une appréciation morale qui rentrerait nécessairement dans le domaine du juge du fait, le principe ne resterait pas longtemps entier livré à l'arbitraire des appréciations individuelles. » Un arrêt de la

Cour de cassation du 17 avril 1877 (D., 78, I, 133), déclare que le principe de l'indivisibilité de l'aveu souffre exception dans le cas où, l'aveu portant sur des faits distincts, l'inexactitude de l'un de ces faits est établie soit par son *impossibilité*, soit par des preuves existant au procès. On peut rapprocher de cette décision un arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} décembre 1880 (D., 81, I, 255), qui s'appuie, pour diviser l'aveu, sur les nombreuses invraisemblances et les contradictions qui y ont été relevées.

La distinction contenue dans l'arrêt de la Cour de cassation du 19 avril 1858 précité, a été appliquée par la Cour de Bordeaux le 25 janvier 1860 (*Journal des Arrêts de Bordeaux*, 1860, p. 124, cité au *Répertoire des Pandectes françaises*, v^o *Aveu*, n^o 350). L'aveu complexe, dit cet arrêt, ne peut être divisé que lorsqu'il présente des invraisemblances équivalentes à de véritables impossibilités. Ainsi ne peut être divisé l'aveu d'avoir reçu la somme qui est réclamée, mais de ne l'avoir gardée que quelques jours et de l'avoir restituée à la suite de certaines discussions.

C'est ce qui explique pourquoi les arrêts qui invoquent l'invraisemblance y ajoutent toujours pour la corroborer les contradictions ou les mensonges de la partie pour arriver à prouver la fausseté de la déclaration accessoire combattue par l'adversaire de l'avouant. Tel est un arrêt de la Cour de cassation du 4 janvier 1892 (S., 92, I, 84). « Le principe de l'indivisibilité de l'aveu, dit cet arrêt, souffre exception

lorsque les juges trouvent la preuve de son inexactitude partielle dans la contradiction et l'in vraisemblance des déclarations successives de l'avouant. »

Mais n'oublions pas que cette invraisemblance conduisant à une impossibilité devra être prouvée et ne peut résulter simplement des impressions du juge comme paraît le croire M. Rodière dans son livre sur *La Solidarité et l'Indivisibilité*, p. 346, où il dit textuellement : « La doctrine contraire (celle que nous venons d'exposer) aurait pour résultat de rendre l'audition des parties, ce mode si excellent pour découvrir la vérité, à peu près inutile, car il est fort rare qu'une personne un peu avisée tombe dans des contradictions flagrantes et les juges ne peuvent tirer quelque lumière de ses réponses qu'à la condition d'y pouvoir choisir ce qui leur paraît vrai et d'en écarter ce qui leur semble invraisemblable. » A notre avis, c'est là méconnaître la portée des termes absolus de l'article 1356 qui ne permettent d'écarter la présomption de vérité attachée à l'aveu que par une preuve contraire.

Remarquons, en finissant, avec M. Bonnier, *Traité des preuves*, 5^e édition, p. 320, que le juge, quand il divise l'aveu dans les différents cas que nous venons d'examiner, doit avoir soin de mentionner les indices de dol, de contradiction ou d'in vraisemblance que présente la cause. C'est ce que ne manquent pas de faire les divers arrêts que nous avons eu occasion de citer.

CHAPITRE III

Des pouvoirs d'interprétation du juge en matière d'aveu

Toutefois, il ne faut pas exagérer non plus la portée du principe de l'indivisibilité de l'aveu et, à cet égard, il convient d'examiner une limitation de la règle reconnue par tous mais qu'il semble difficile de considérer comme une exception et qu'on peut formuler ainsi : Le principe de l'indivisibilité de l'aveu ne prive pas les juges du fond du droit d'apprécier le sens et la portée d'un aveu fait en justice. En d'autres termes, le juge jouit d'un certain pouvoir d'appréciation. Interpréter un aveu n'est pas le diviser, posent en thèse plusieurs arrêts. Ce n'est, en effet, qu'une fois la signification de l'aveu bien précisée que s'élèvera la question de savoir si l'aveu est indivisible. M. Laurent (t. XX, p. 243, n° 213) fait très bien ressortir la distinction entre l'interprétation et la division d'un aveu. « L'aveu est une preuve, dit-il, le juge a donc le droit de l'interpréter comme il peut interpréter toute espèce de preuve, même la plus forte, celle qui résulte de l'acte authentique. Ce pouvoir d'interprétation n'est pas sans danger en matière d'aveu; le juge peut, sous prétexte d'interpréter,

le diviser. Le même danger existe pour toute interprétation. L'acte authentique fait pleine foi comme l'aveu; le juge a néanmoins le droit et le devoir de l'interpréter au risque de porter atteinte à la force probante de l'acte. Il y aura toujours la garantie du recours en cassation, quand le juge, sous prétexte d'interpréter l'aveu, viole la loi qui le déclare indivisible. » Cette interprétation devra donc se faire suivant le droit commun, d'après les règles ordinaires d'interprétation posées par le Code.

On rencontre sur ce point de nombreux monuments de jurisprudence car les parties intéressées soutiennent invariablement que le juge, en interprétant l'aveu, le divise et défèrent à la Cour suprême les décisions qu'elles accusent d'avoir violé la loi. Citons, en premier lieu, un arrêt de la Cour de cassation du 25 janvier 1821 (S. chr.), qui pose le principe dans les termes les plus absolus et fait même au juge un devoir d'interpréter l'aveu. Si la loi défend au juge de scinder l'aveu, dit cet arrêt, elle lui impose d'en fixer le sens véritable en le coordonnant avec les autres éléments, faits et circonstances de la cause.

La question d'interprétation peut tout d'abord se poser sur le point de savoir s'il y a aveu et aveu judiciaire. Ainsi, lorsqu'une partie a déclaré que l'obligation causée pour prêt dont elle demande le paiement, n'est point le résultat d'un prêt, mais d'un fidéicommis, une Cour peut décider, sans violer la règle de

l'indivisibilité de l'aveu judiciaire, que cette obligation n'est ni un prêt, ni un fidéicommis et qu'elle doit être exécutée comme donation (Cassation, 25 février 1836; S., 36, I, 603).

C'est au juge du fond qu'il appartient d'apprécier si les déclarations faites par les défendeurs éventuels dans les actes de la procédure constituent l'aveu judiciaire qui, d'après le demandeur, en serait résulté, dit encore la Cour de cassation, dans un arrêt du 31 janvier 1876 (D., 76, I, 112).

La même solution est contenue dans deux arrêts de la Cour de cassation, l'un du 5 décembre 1842 (S., 43, I, 27), et l'autre du 31 janvier 1843 (S., 43, I, 616), qui écartent des déclarations que l'on voulait faire passer à tort pour des aveux indivisibles.

Une autre décision de la Cour suprême du 26 décembre 1837 (S., 38, I, 58), nous paraît plus critiquable. Il s'agissait d'un interrogatoire sur faits et articles subi par deux parties qui n'étaient pas d'accord sur les circonstances d'un fait allégué par l'une d'elles. La Cour décida que les juges pouvaient, sans violer en cela le principe de l'indivisibilité de l'aveu, adopter la version de l'une et rejeter celle de l'autre. Il semble que la Cour n'avait pas ce choix et devait nécessairement adopter la version de celle qui avait avoué le fait simplement allégué par l'adversaire.

Par contre, nous ne pouvons qu'approuver un arrêt de la Cour de cassation du 11 août 1851 (S., 51, I, 742; D., 52, I, 35). Il s'agissait d'une instance ayant pour

but le point de savoir si un testateur était ou non sain d'esprit. Le fait articulé par le demandeur que le testament n'avait pas été fait le jour dont il portait la date, n'avait pas été méconnu par le défendeur. La Cour de cassation décida que les juges pouvaient ne pas voir dans cette non-méconnaissance l'aveu absolu de la fausse date du testament et se refuser, par suite, à en prononcer la nullité.

Le même principe a été proclamé plus récemment par l'arrêt de la Cour de cassation du 9 décembre 1884 (D., 85, I, 365), que nous avons déjà eu occasion de citer à propos de l'interrogatoire sur faits et articles. Nous avons également cité, à propos de l'aveu d'une convention résolue, un arrêt de la Cour de Grenoble du 13 mars 1834 (S., 34, II, 684), qui s'appuie, pour diviser l'aveu, sur le pouvoir d'interprétation dans une espèce où l'indivisibilité paraissait s'imposer.

Le juge peut, par contre, écarter le principe de l'indivisibilité de l'aveu lorsque des deux déclarations qui forment le prétendu aveu, l'une est précise et formelle et l'autre vague et incertaine. Si une déclaration est reconnue telle par le juge, elle ne peut évidemment former un aveu faisant pleine foi et partant indivisible. Telle est la solution donnée par la Cour d'Angers dans un arrêt du 15 mars 1865 (S., 65, II, 292). D'après cet arrêt, la femme au profit de laquelle son contrat de mariage constate un apport dotal provenant de ses économies et qui, dans un interrogatoire sur

faits et articles, après avoir reconnu qu'elle n'avait pas d'économies, se borne à déclarer que *dans sa conviction*, la somme en question lui avait été donnée en dot par ses père et mère sans pouvoir, d'ailleurs, produire aucune explication sur le mode et l'époque du versement de cette donation, n'est pas fondée à invoquer le principe de l'indivisibilité de l'aveu. On peut rapprocher de cette décision un arrêt de la Cour de Bordeaux du 3 août 1870 (D., 71, II, 245), et aussi un arrêt de la même Cour du 7 mai 1834 (S., 35, II, 177).

Lorsqu'il est reconnu qu'il y a eu aveu, le pouvoir d'interprétation du juge peut alors s'exercer sur la convention elle-même constatée par cet aveu et les conditions sous lesquelles il est reconnu qu'elle a été formée. Tel est le principe posé par la Cour de cassation dans un arrêt du 26 août 1863 (S., 63, I, 502 ; D., 63, I, 355). Dans l'espèce, une partie, avait reconnu en justice avoir pris envers l'autre partie, adjudicataire de fournitures de denrées à faire à une administration publique, l'engagement de lui livrer ces denrées mais sous la condition d'une couverture de fonds de la moitié ou du tiers. Cette condition a pu être interprétée en ce sens que la couverture devait être préalable, non pas à toute livraison, mais à la livraison de la dernière moitié des fournitures et le débiteur a pu, dès lors, être condamné à des dommages-intérêts pour inexécution de la convention par lui avouée, sans que cette décision soit contraire à la règle de l'indivisibilité de l'aveu.

On peut citer également en ce sens un arrêt de la Cour de cassation du 26 octobre 1886 (S., 87, I, 153 :
^a D., 87, I, 105), qui a décidé que l'aveu indivisible d'une vente d'objets d'art pouvait être interprété comme contenant une stipulation de non-garantie.

Une fois l'aveu reconnu comme tel avec ses conditions, l'appréciation du juge se portera sur les faits et les conséquences qui en dérivent et il arrivera alors souvent que le juge déduira de cet aveu des conséquences juridiques tout autres que celles qui lui étaient attribuées par la partie. En effet, nous l'avons vu, il ne suffit pas que l'avouant ait eu l'intention de ne faire l'aveu du fait principal que sous condition de voir admettre également la déclaration accessoire qu'il y joint : autrement tout aveu devrait être déclaré indivisible, et c'est alors que seraient justifiées les critiques que l'on adresse parfois au principe de l'indivisibilité de l'aveu en disant qu'il favorise la mauvaise foi.

La Cour de Montpellier, dans un arrêt du 25 février 1862 (S., 62, II, 209), nous paraît avoir fort bien délimité le degré de créance à accorder à l'aveu. Il s'agissait d'une personne actionnée en restitution d'une somme excédant 150 francs à elle remise par un individu mort peu de temps après. Cette remise n'était prouvée que par l'aveu du dépositaire qui alléguait un don manuel. La Cour décida, d'après les circonstances de la cause, que la somme avait été remise à titre de fidéicommiss et non de don manuel

comme l'avait allégué la partie en tirant de fausses conséquences du fait de la remise par elle avouée.

La Cour de Lyon, dans un arrêt du 21 février 1884 (D., 85, II, 221), pose également en principe que si l'aveu est indivisible quant aux faits matériels qu'il constate, il ne l'est pas quant aux conséquences juridiques que son auteur prétend en tirer. L'avouant déclarait que le bénéficiaire d'un billet souscrit par un tiers lui avait remis ce titre, puis lui avait permis de le lacérer et de le remplacer par d'autres billets souscrits par le débiteur à son profit. Néanmoins, dit la Cour, le juge peut rechercher s'il résulte des circonstances un don manuel, car le seul fait de remettre un billet souscrit par un tiers au profit de la personne qui fait la remise ne révèle pas à lui seul l'intention de transférer irrévocablement la propriété du billet.

On peut citer en ce sens deux arrêts de la Cour de cassation, l'un du 13 février 1877 (D., 78, I, 259), et l'autre du 7 mars 1887 (D., 87, I, 403). D'après ce dernier arrêt, il appartient au juge du fond, appréciant souverainement les faits de la cause, de décider qu'une somme a été reçue par une partie à titre de mandat ou de gestion d'affaires et non à titre de dépôt : ce n'est pas là diviser l'aveu d'après lequel elle aurait été reçue à titre de dépôt.

Le même principe a été consacré par un arrêt de la Cour suprême du 3 juillet 1889 (D., 90, I, 249). « La règle de l'indivisibilité de l'aveu, dit cet arrêt,

ne met point obstacle à ce que les conventions dont les termes sont établis par cet aveu ne soient interprétées par les juges du fond dans les limites de leurs pouvoirs ordinaires et puissent, par conséquent, recevoir d'eux une interprétation différente de celle que leur prête l'auteur de l'aveu. »

On peut rapprocher de ces décisions un arrêt de la Chambre des requêtes du 1^{er} mai 1898, rapporté dans la *Gazette des Tribunaux* du 18 mai 1898, qui décide que le juge ne divise pas l'aveu d'une partie lorsque, prenant dans une lettre émanée d'elle le chiffre des consultations qu'elle reconnaît lui avoir été données, il se borne à élever le prix de ces consultations arbitrairement fixé par cette partie à un chiffre trop bas.

Notons, en terminant cette question d'interprétation de l'aveu combinée avec son indivisibilité que les juges, en basant leur décision sur un aveu judiciaire émané des parties, ne sont pas tenus d'indiquer les actes dont ils font résulter cet aveu. La Cour de cassation, dans un arrêt du 4 décembre 1872 (S., 72, I, 430), déclare qu'on ne saurait valablement soutenir qu'une décision, qui a fait résulter la preuve d'une obligation de l'ensemble des déclarations faites à l'audience par une partie, a méconnu le principe de l'indivisibilité de l'aveu en ne mentionnant pas certaines circonstances de la cause déniées par cette partie.

CHAPITRE IV

De l'aveu qui n'est pas la preuve unique du fait

Nous devons signaler encore une hypothèse dans laquelle certains voient une exception au principe de l'indivisibilité de l'aveu : nous voulons parler du cas où l'un des faits avoués est prouvé indépendamment de l'aveu. Nous avons noté, dans notre introduction, la justesse de cette formule du principe que l'on retrouve dans nombre d'arrêts : l'aveu, *quand il est la seule preuve produite*, ne peut être divisé contre celui qui l'a fait. La limitation de la règle qui nous occupe maintenant n'est pas autre chose que le corollaire de cette remarque. Lorsque l'aveu n'est plus la seule preuve produite, c'est-à-dire lorsque l'une des parties de l'aveu se trouve établie par l'adversaire de l'avouant avec d'autres preuves, il n'est plus question d'indivisibilité de cet aveu en quelque sorte forcé. Lorsqu'un fait est prouvé, il ne peut dépendre de celui à qui on l'oppose de se soustraire aux conséquences juridiques qui en résultent en l'avouant, et en ajoutant à son aveu l'allégation d'un autre fait à décharge. L'autre partie lui répondra : Je laisse de côté votre aveu dont je n'ai que faire, par conséquent je ne le divise pas.

Les auteurs sont unanimes sur ce point et la jurisprudence consacre les mêmes principes. Citons notamment la formule donnée par la Cour de Paris dans les considérants d'un arrêt du 25 mars 1876 (D., 77, II, 9). « Il est constant en droit que le privilège de l'indivisibilité de l'aveu judiciaire est applicable seulement dans l'hypothèse où celui de l'une des parties est le seul fondement de l'action intentée par l'autre; mais si, indépendamment de l'aveu, celle-ci fait la preuve des faits allégués par elle et justifie de son droit par des moyens qui lui sont propres, elle a pu se passer de l'aveu, et par conséquent elle ne peut être repoussée par le principe de l'indivisibilité; en décidant autrement, on paralyserait injustement, entre les mains du demandeur, les éléments de preuve que pourrait lui fournir sa cause, tandis qu'on laisserait à la disposition du défendeur un moyen facile de combattre la preuve par un aveu frauduleusement calculé. »

La même idée se retrouve dans un arrêt de la Cour de cassation du 21 mai 1838 (D., 41, I, 278), d'après lequel la décision qui trouve la preuve d'un fait avoué dans des circonstances de la cause indépendantes de l'aveu, ne peut encourir le reproche d'avoir divisé cet aveu en tenant le fait pour constant et en rejetant néanmoins la seconde partie de la déclaration. Et la Cour de cassation, dans un arrêt du 22 novembre de la même année (D., 41, I, 381), a appliqué cette solution à l'aveu d'une vente sous certaines conditions

alors que le fait de la vente était prouvé par les circonstances de la cause.

La Cour de Caen, dans un arrêt du 20 mars 1849 (D., 50, II, 184), décide que l'aveu touchant la cause d'une obligation n'est indivisible qu'autant qu'il n'existe aucun autre moyen de parvenir à connaître la véritable cause de l'obligation (Adde Cassation, 18 février 1851 ; S., 51, I, 353 ; D., 51, I, 299).

Une application de cette idée a été faite dans un arrêt de la Cour de cassation du 7 juillet 1858 (S., 59, I, 76), qui décide que l'aveu fait par le liquidateur d'une société, qu'une somme a été versée dans la société, mais à titre de commandite et non à titre de prêt, peut, si les circonstances de la cause prouvent que le versement a été fait à titre de prêt, être divisé par les juges qui sont autorisés à tenir le fait du versement pour constant et à décider qu'il a été fait à titre de prêt, non à titre de commandite.

Notons également un arrêt de la Cour suprême du 3 juin 1867 (D., 67, I, 205 ; S., 67, I, 293), qui déclare que le principe de l'indivisibilité de l'aveu ne fait pas obstacle à ce que, en dehors de cet aveu, les faits générateurs de l'action soient établis par d'autres moyens de preuve et reconnus constants par le juge sans les conditions restrictives que l'auteur de l'aveu avait entendu mettre à sa déclaration. C'est ainsi qu'en matière de liquidation et partage entre cohéritiers respectivement obligés à rapporter ce qu'ils ont reçu de l'auteur commun, la déclaration de l'un d'eux

affirmant n'avoir reçu qu'une partie des valeurs dont le rapport est demandé par ses cohéritiers, ne saurait prévaloir contre la constatation, justifiée par d'autres preuves, de l'importance des sommes à rapporter par ce cohéritier.

Il convient de signaler un arrêt de la Cour de cassation du 11 août 1875 (D., 76, I, 84), rendu, comme l'arrêt du 18 février 1873, au rapport de M. Connelly. « Attendu, dit cet arrêt, que les règles relatives à la preuve, notamment à la nécessité d'un écrit et à l'indivisibilité de l'aveu, doit être appliquée non aux faits tenus pour constants par les deux parties, mais aux faits qui, méconnus par l'une d'elles, doivent être établis par celle à laquelle incombe le fardeau de la preuve. » D'où l'aveu fait par l'acheteur de l'existence d'une vente qui n'est pas contestée et dont il ajoute avoir payé le prix, ne fait point preuve en sa faveur du paiement de ce prix et ne le dispense pas de le payer alors qu'il n'établit pas autrement l'avoir payé.

Notons simplement pour mémoire les arrêts de la Cour de cassation du 28 novembre 1871 (S., 72, I, 219); du 5 décembre 1881 (S., 82, I, 55), et du 21 février 1882 (S., 84, I, 70; D., 83, I, 206), et arrêtons-nous à l'arrêt de la même Cour du 15 avril 1885 (D., 86, I, 312; S., 87, I, 14). Cette dernière décision, après avoir reproduit la formule de l'exception donnée par l'arrêt du 11 août 1875, précité, déclare que l'arrêt qui, statuant sur un règlement de compte, après

avoir constaté que les deux parties *avaient toujours été d'accord* pour reconnaître le montant du solde créditeur de l'une d'elles, ajoute que le créancier a justifié de sa créance par l'aveu même de son débiteur, se fonde en réalité, pour accueillir la demande principale, sur ce qu'elle n'a jamais été contestée, et lorsqu'il rejette en même temps la demande reconventionnelle formée par ce même débiteur, parce qu'elle n'est pas prouvée, on ne saurait lui reprocher d'avoir méconnu le caractère indivisible d'un prétendu aveu.

Signalons enfin l'application faite à l'aveu d'une possession qu'on prétendait venir d'un don manuel dans un arrêt de la Cour de Dijon du 11 août 1893 (D., 94, II, 13). « Attendu, dit cet arrêt, que l'intimé ne peut s'affranchir de l'obligation de faire cette preuve (du don manuel) en invoquant l'indivisibilité de son aveu tardif, du moment qu'il est démontré par d'autres moyens de preuve que par son aveu, que ces valeurs sont restées la propriété de sa sœur.

La Cour de cassation, dans un arrêt du 26 février 1851 (S., 51, I, 327), a tiré du principe que l'aveu n'est indivisible qu'autant qu'il est le seul élément judiciaire de preuve, cette conclusion que l'aveu est indivisible quand il n'est pris en considération par le juge que subsidiairement. « Attendu que dans l'espèce l'aveu de S... n'a été pris en considération par le juge que subsidiairement; — Qu'en effet l'arrêt attaqué se fonde principalement sur la preuve résultant de la

correspondance des parties, notamment de plusieurs lettres de S... établissant de la manière la plus expresse qu'à l'égard de P... il était cédant sérieux, et que nulle part il n'alléguait n'avoir été que mandataire ; — Que dès lors l'aveu n'était pas le motif déterminant de la décision ; que le principe d'après lequel l'aveu est indivisible n'a pas été violé. »

CHAPITRE V

Considérations générales sur les diverses hypothèses étudiées plus haut

Et maintenant que nous avons examiné les divers cas où l'aveu est divisible, il importe de traiter une question que nous avons indiquée au début de cette troisième partie et qui sera facilement résolue maintenant que nous connaissons exactement le domaine entier de la règle. Le principe de l'indivisibilité reçoit-il de véritables exceptions ?

La réponse à cette question paraît bien devoir être négative. Le principe de l'indivisibilité de l'aveu est posé par l'article 1356 dans des termes absolus. L'interprète n'a pas le droit d'apporter arbitrairement des exceptions à une règle générale et M. Laurent (1) rappelle fort justement à ce propos un texte du projet de titre préliminaire du Code civil : « Les exceptions qui ne sont point dans la loi ne doivent pas être suppléées ». Peut-on dire avec Toullier (2) qu'il y a des exceptions tacites basées sur la *volonté présumée du législateur*, ou avec Troplong (3), que « ces excep-

(1) LAURENT, t. XX, n^{os} 186 et 212.

(2) TOULLIER, 5^e édition, t. X, p. 445.

(3) Cass., 19 juin 1839; S., 39, I, 462.

tions ne sont pas, à la vérité, dans la loi, mais le bon sens les indique et la jurisprudence, d'accord avec la raison, les sanctionne » ?

Les rédacteurs du Code ont-ils du moins entendu consacrer sur ce point la tradition ? Mais nous avons vu Pothier formuler le principe dans des termes tout aussi généraux que ceux de l'article 1356. Il est vrai que, la règle étant alors purement doctrinale, certains auteurs y apportaient des exceptions sur le nombre desquelles on n'était pas d'accord, et qui, d'après Merlin, étaient, nous l'avons vu, au nombre de six. D'un autre côté, les travaux préparatoires sont absolument muets sur ces prétendues exceptions.

Dans ces conditions, il semble bien que le principe ne souffre pas d'exception proprement dite. Disons donc avec Merlin (*Questions de Droit*, v^o *Confession*, § II, n^o 2, p. 141) : « Le Code consacre l'indivisibilité de l'aveu par une disposition trop générale pour qu'on la restreigne par des exceptions non commandées par la nature même des choses ou non résultant de l'esprit d'autres dispositions du même Code ». Précisant cette idée, nous dirons qu'il ne faut pas admettre d'autre dérogation à la règle que celles qui résultent de la règle elle-même sainement entendue. En effet, c'est au législateur seul qu'il convient d'apporter des exceptions à un principe qu'il a posé comme absolu. Mais si le principe de l'indivisibilité de l'aveu ne doit pas être restreint arbitrairement, il ne doit pas davantage être étendu au delà

de ses limites. Telle est la solution admise par M. Laurent, t, XX, n° 186, p. 214 « Nous n'admettrons pas d'autres exceptions, dit-il, que celles qui résultent de la règle même en ce sens que la règle ne peut recevoir son application parce que les raisons de la règle cessent ; on est dans l'exception parce que la règle est inapplicable et seulement quand elle ne peut recevoir son application ». C'est pourquoi nous avons repoussé une des six exceptions au principe dans l'ancien droit signalées par Merlin, celle d'après laquelle était déclaré divisible l'aveu portant sur des faits connexes mais ne formant pas un acte continu. Cette interprétation, qui pouvait être exacte sous l'ancien droit, nous semble insoutenable en présence des termes absolus de l'article 1356.

Nous avons essayé de mettre en œuvre la théorie énoncée plus haut en rangeant dans deux parties distinctes les cas d'application puis les cas de non-application du principe de l'indivisibilité de l'aveu. Toutes les limitations de la règle que nous avons examinées sous cette seconde rubrique nous paraissent en effet être des conséquences du principe sainement entendu, tel que nous l'avons posé dans notre introduction synthétique.

L'aveu, ou plutôt les aveux portant sur des faits distincts et non connexes, ceux faits dans un interrogatoire sur faits et articles ou pris comme commencement de preuve par écrit ne rentrent certainement pas dans les termes de l'article 1356 qui ne

parle que de l'indivisibilité d'un aveu pris en particulier et qui n'attache cet effet de l'indivisibilité qu'à l'aveu faisant preuve complète.

Nous avons également posé en principe, dès le début de cette étude, que l'indivisibilité de l'aveu n'empêchait pas le demandeur de prouver la fausseté des déclarations accessoires de l'avouant, et c'est pourquoi nous avons rangé parmi les cas en dehors de la règle ceux où une partie de l'aveu était prouvée fausse, inconciliable avec les déclarations soit antérieures, soit postérieures, ou encore d'une invraisemblance touchant à l'impossibilité.

D'un autre côté, il est manifeste que le législateur, tout en établissant un système restrictif des moyens légaux de preuve, n'a pas entendu cependant lier les mains au juge d'une façon absolue et l'obliger à prendre acte d'un aveu sans pouvoir vérifier d'abord s'il y a aveu et si les conséquences qu'on en tire sont logiques. Aussi avons-nous reconnu un troisième ordre de limitations à la règle de l'indivisibilité de l'aveu en établissant qu'interpréter un aveu n'est pas le diviser et que le juge doit apprécier tout d'abord s'il y a aveu, quelles en sont les conditions, et surtout les conséquences qui peuvent être tout autres que celles qu'avait en vue l'avouant.

N'avions-nous pas raison de dire que toutes les prétendues exceptions de la règle de l'indivisibilité que nous avons examinées n'étaient autres que des conséquences de la règle elle-même sainement entendue?

Nous avons pu ranger sous ces quatre catégories de limitation la grande majorité des décisions de la jurisprudence qui, bien qu'employant parfois, à tort selon nous, le terme d'*exception*, paraît faire en général une saine interprétation de l'article 1356 du Code civil, sans l'étendre en dehors de ses limites et sans le restreindre autrement que par les conséquences mêmes du principe. Les tendances de la jurisprudence nous semblent fort bien résumées dans une note anonyme publiée sous un arrêt de la Cour de cassation, du 21 avril 1856 (S., 57, I, 280) : « Nous ferons observer ici que toute la jurisprudence sur la matière de l'indivisibilité de l'aveu peut être ramenée à ces trois points : 1° Qu'il y a lieu à l'application de l'indivisibilité de l'aveu, et, comme conséquence, au renvoi du défendeur des fins de la demande, toutes les fois que l'obligation, dont l'exécution est demandée, n'est établie par aucun genre de preuve et résulte uniquement de l'aveu du défendeur... ; 2° Que, lorsque au contraire, l'existence de l'obligation est susceptible d'être légalement établie autrement que par l'aveu du défendeur, celui-ci perd le bénéfice de son aveu, en ce sens que, si le demandeur parvient à prouver, par un des moyens admis par la loi, qu'il a été réellement dans le principe créancier du défendeur, celui-ci ne peut échapper à une condamnation au paiement de la créance qu'en rapportant une preuve positive de sa libération... ; 3° Que l'aveu n'est indivisible que lorsqu'il porte sur un fait unique et

ses suites naturelles, comme sur une obligation et son exécution, mais qu'il peut être divisé lorsqu'il se rapporte à des faits distincts et indépendants les uns des autres ».

CONCLUSION

Appréciation des critiques adressées au principe

Il convient, en finissant, d'examiner les critiques que l'on a portées contre le principe lui-même et que nous pouvons maintenant apprécier en connaissance de cause. Nous laisserons de côté les objections dont Berroyer s'était fait l'écho sous l'ancien droit. Elles sont basées sur l'interprétation de lois romaines qui n'ont plus qu'un intérêt historique. D'autre part, les inconvénients pratiques qu'il signalait et qui sont d'ailleurs atténués en grande partie par l'interprétation de la jurisprudence, n'auraient plus de portée dans notre droit où le principe n'a plus une simple autorité doctrinale.

Voyons donc les critiques adressées plus récemment au principe par M. Huc (tome VIII sur l'article 1356, p. 455 et suivantes), d'après lequel l'indivisibilité de l'aveu n'est « qu'une manière obscure et pédantesque d'expliquer certaines conséquences des principes ordinaires sur la preuve. »

Comment cet auteur arrive-t-il à cette conclusion ? « Le prétendu aveu qualifié ou complexe n'est en réalité, dit-il, qu'une forme de la dénégation. Le de-

mandeur affirme être créancier et doit dire pourquoi. Le débiteur répond qu'il ne doit rien et quoiqu'il ne soit pas obligé de dire pourquoi, il lui plaît d'expliquer sa déclaration, voilà tout. Donc cette dénégation ne doit rien changer, au point de vue de la preuve, à la situation respective des parties. On reconnaît, pour l'aveu qualifié, que les principes généraux sur la preuve conduisent à ce résultat. S'il en est ainsi en cas d'aveu qualifié, à plus forte raison en doit-il être de même en cas d'aveu complexe. D'après les principes généraux, le demandeur, dans tous les cas, demeure tenu de prouver la légitimité de sa demande, en dehors des déclarations faites par l'autre partie, puisque la demande n'est pas reconnue dans les termes où elle s'est produite. Si cette preuve est faite, le défendeur demeure tenu de prouver le fondement de sa dénégation. Il serait absurde que le demandeur pût invoquer la dénégation de son adversaire pour se soustraire au fardeau de la preuve et le rejeter tout entier sur l'autre partie. Il était superflu, pour expliquer ce résultat, d'imaginer une théorie de l'indivisibilité de l'aveu dans une hypothèse où il n'y a jamais eu aveu. »

Que l'aveu qualifié ou complexe se ramène à une dénégation, c'est possible, bien qu'il ne faille pas exagérer cette idée. Mais le défendeur explique cette dénégation et encore faut-il voir si cette dénégation ainsi expliquée est plausible. La question est précisément de savoir si cet aveu ainsi modifié par une

déclaration qui le transforme, dit-on, en dénégation, est indivisible. Il ne suffit pas d'invoquer ici les principes généraux sur la preuve, et il nous paraît peu exact de dire, avec M. Huc, que s'il en est ainsi en matière d'aveu qualifié, il en doit être de même à *fortiori* au cas d'aveu complexe. Tout le monde reconnaît que la question est beaucoup plus délicate en ce qui concerne l'aveu complexe. MM. Aubry et Rau, en particulier, disent textuellement (t. VIII, p. 176, note 27) : « Il est plus difficile de justifier en pure théorie l'indivisibilité de l'aveu complexe que celle de l'aveu qualifié. » Il n'était donc pas superflu d'imaginer une théorie de l'indivisibilité de l'aveu dans une question où les principes généraux sur la preuve pouvaient laisser place à des incertitudes très graves.

« Il faut, d'ailleurs, se rendre compte, ajoute M. Huc, du procédé qui a permis aux anciens auteurs d'appeler aveu (qualifié ou complexe) ce qui n'est qu'une dénégation. Ils ont commencé par décomposer une déclaration qu'ils reconnaissaient d'ailleurs devoir être prise dans son ensemble. Le résultat de l'opération semblait faire apparaître un élément partiel et tout à fait secondaire constituant une certaine reconnaissance du fait allégué par le demandeur. Ils ont alors appliqué à l'ensemble de la déclaration envisagée, la dénomination d'aveu tirée de l'existence de cet élément secondaire et négligeable. Ils ont ainsi créé l'aveu qualifié ou complexe; cette création étant faite, ils ont voulu reconstituer la déclaration qu'ils

venaient de décomposer et pour cela ils ont finalement conclu que cette déclaration était indivisible. Mais il n'est pas vrai de dire que dans les dénégations dont nous parlons, l'analyse puisse faire apparaître un aveu comme élément distinct d'un ensemble réellement indécomposable. L'aveu prétendu dont il s'agit se rattache toujours à la déclaration principale par un lien que l'analyse est impuissante à détruire et dont la persistance suffit pour lui enlever précisément le caractère d'aveu. »

Cette analyse est-elle exacte ? Nous ne le croyons pas. Les anciens auteurs et après eux les rédacteurs du Code n'ont nullement voulu poser en principe avant tout examen, comme paraît le croire M. Huc, que la confession devait être prise dans son ensemble. Mais ils avaient bien le droit d'étudier cette déclaration en elle-même, afin de voir si l'un de ses éléments n'est pas prédominant. Quoi qu'en dise M. Huc, dans un aveu qualifié ou complexe, l'aveu, en lui-même, n'apparaît pas comme un élément secondaire ou négligeable, mais c'est bien plutôt la déclaration accessoire, plus ou moins connexe au fait principal suivant que l'aveu est qualifié ou complexe, qui pourrait paraître devoir être laissée de côté. Sans vouloir reconstituer une déclaration qu'ils venaient de décomposer, les auteurs ont simplement décidé que l'aveu serait indivisible au cas où cette analyse, que leur reproche M. Huc, ne permettrait pas d'isoler chacun des deux termes, cependant bien distincts, de la dé-

claration. La liaison des deux faits ne nous paraît pas leur enlever à chacun d'eux leur caractère distinctif, l'un restant un aveu et l'autre une allégation accessoire qui suivra le sort de l'aveu, partie principale de la déclaration.

En somme, cette critique se ramène à une querelle de mots, car M. Huc est amené à consacrer la plupart des décisions de la jurisprudence sauf en matière d'aveu accompagné de l'allégation d'une compensation où il a, nous l'avons vu, une théorie à part, mais nous ne voyons pas la nécessité de battre en brèche, pour arriver aux mêmes résultats, un principe consacré par le législateur et sanctionné par l'expérience. Alors même que ce principe n'aurait d'autre but que d'expliquer certaines conséquences normales des règles ordinaires sur la preuve, ce que nous ne croyons pas, il n'apporterait dans la matière aucune obscurité et ne mériterait pas, semble-t-il, l'épithète de pédantesque que lui octroie M. Huc.

Le principe de l'indivisibilité de l'aveu nous paraît donc devoir être fermement défendu. Les solutions qu'il consacre nous paraissent en conformité avec la logique et l'équité, et nous ne croyons pas que si l'on procède jamais à une refonte complète de nos Codes, on doive faire disparaître l'entrave apportée ainsi par la raison autant que par la loi aux pouvoirs d'appréciation du juge en matière de preuve.

APERÇU DE LÉGISLATION COMPARÉE

SUR LA QUESTION DE L'INDIVISIBILITÉ DE L'AVEU

Nous croyons utile de faire suivre cette étude d'un court aperçu sur la manière dont cette question de l'indivisibilité de l'aveu est tranchée dans les principales législations étrangères.

ALLEMAGNE

La matière des preuves est traitée dans le Code de procédure civile, du 30 janvier 1877, dont l'article 262 est ainsi conçu : « L'effet de l'aveu judiciaire n'est pas affaibli par ce fait qu'il est accompagné d'une assertion qui constitue par elle-même un moyen d'attaque ou de défense.

« Les circonstances de chaque aveu feront décider dans quelle mesure une reconnaissance faite en justice peut être considérée comme un aveu, quoique accompagnée d'assertions additionnelles ou restrictives ». (Traduction Glasson, Lederlin et Dareste, page 96).

Les traducteurs font remarquer dans une note que « cet article tranche la question de l'indivisibilité de l'aveu et dans un sens différent de celui qui a été

consacré par notre article 1356. D'une part, lorsque la partie ajoute à son aveu une affirmation contenant un moyen d'attaque ou de défense, cette affirmation ne modifie pas les effets de l'aveu si les faits qu'elle contient sont indépendants de ceux qui sont renfermés dans l'aveu ; d'autre part, le tribunal est toujours juge souverain de la question de savoir dans quelle mesure une reconnaissance peut valoir comme un aveu si elle est accompagnée d'autres faits plus ou moins restrictifs. Telles sont les deux dispositions de notre article, mais il ne semble pas qu'il soit toujours facile de séparer les deux hypothèses qu'il distingue ».

AUTRICHE

Le Code civil autrichien reconnaît la distinction de l'aveu judiciaire et de l'aveu extrajudiciaire. D'après le répertoire de Fuzier Hermann, v^o *Aveu*, n^o 463, « lorsqu'une partie reconnaît elle-même en justice une circonstance alléguée par la partie adverse, cette circonstance est réputée dûment établie, quant au procès dans le cours duquel l'aveu s'est produit (*Allgem-gerichts ordnung*, § 107).

BELGIQUE

Les dispositions de notre Code civil sur la matière sont encore en vigueur. D'après l'avant-projet de révision du Code civil publié par M. Laurent, l'article 1387 reproduit le second alinéa de notre article 1356 : « L'aveu ne peut être divisé contre celui qui l'a fait ».

M. Laurent, fidèle à son système, a soin d'ajouter en note que ces termes sont absolus et que l'article s'applique à l'aveu qualifié aussi bien qu'à l'aveu complexe, expressions que la loi ne connaît pas, dit-il.

Mais s'il n'y a pas d'exceptions au principe proprement dites, il est des cas où il n'y a pas lieu d'invoquer l'indivisibilité de l'aveu. Ce sont ceux que nous avons vu délimiter par la doctrine et la jurisprudence, et l'avant-projet croit bon de les énumérer dans l'article 1388 ainsi conçu : « Il n'y a pas indivisibilité de l'aveu : 1^o quand il y a des aveux distincts sur des faits différents; 2^o quand le fait contesté est prouvé indépendamment de l'aveu; 3^o quand on combat l'aveu dans un de ses éléments comme contraire à la vérité; la preuve contraire se fera d'après le droit commun ».

ESPAGNE

L'article 1233 du Code civil espagnol traduit par A. Levé est ainsi conçu : « L'aveu ne peut se diviser contre celui qui l'a fait, à moins qu'il ne porte sur des faits différents, ou lorsqu'une partie de l'aveu est prouvée par d'autres moyens, ou lorsque, en quelque point, il est contraire à la nature et aux lois ».

D'après M. Lehr (*Éléments de Droit civil espagnol*, t. I, n^o 555), l'aveu se divise en simple ou qualifié et il y a deux espèces d'aveux qualifiés : l'aveu qualifié indivisible lorsque la circonstance jointe à l'aveu principal est inséparable du fait avoué et en change

la nature; et l'aveu qualifié divisible lorsque cette circonstance peut être détachée sans altérer la nature du fait avoué. — L'article 1239 du même Code considère l'aveu extrajudiciaire comme un fait soumis à l'appréciation des tribunaux selon les règles établies sur la preuve.

ITALIE

D'après le Code civil italien, l'aveu se divise en judiciaire ou extrajudiciaire (art. 1355).

L'aveu judiciaire ou extrajudiciaire ne peut être divisé contre celui qui l'a fait. Il ne peut être révoqué, à moins qu'on ne prouve qu'il a été la suite d'une erreur de fait. Il ne peut être révoqué sous prétexte d'une erreur de droit (art. 1360).

Ces règles, on le voit, présentent une grande analogie avec celles du Code civil français, sauf l'assimilation légale de l'aveu extrajudiciaire à l'aveu judiciaire.

JAPON

Le projet de Code civil de l'empire du Japon, publié par M. Boissonade en 1891, contient les dispositions suivantes (t. IV, p. 685) : Art. 1365 : « Celui qui veut se prévaloir d'un aveu complexe ou modifié ne peut le diviser quant aux circonstances ou aux divers faits déclarés ; il ne peut écarter les déclarations qui limitent les effets de l'aveu ni même celles qui les détruisent entièrement pourvu qu'elles soient simultanées à l'aveu et que les faits allégués soient connexes au fait principal.

« Toutefois, les allégations qui modifient le fait principal peuvent être combattues par les moyens ordinaires de preuve ».

Ces dispositions nous paraissent résumer heureusement les principes de la matière. Quant à l'aveu extrajudiciaire, le projet s'exprime ainsi dans son article 1365 : « Les dispositions des articles précédents concernant la capacité requise pour la validité de l'aveu judiciaire, sa force probante, sa rétractation et son indivisibilité sont applicables à l'aveu extrajudiciaire.

« Toutefois, les juges devant lesquels il est invoqué ne doivent tenir compte que d'un aveu assez précis et assez formel pour ne pouvoir être attribué à une surprise ou à une inadvertance ».

PAYS-BAS

D'après le Code civil néerlandais (traduction Tripels), art. 1960, « l'aveu est judiciaire ou extrajudiciaire ».

L'article 1961 du même Code auquel nous avons eu occasion de faire allusion est ainsi conçu : « L'aveu ne peut être divisé contre celui qui l'a fait.

« Toutefois, le juge peut diviser l'aveu si le débiteur, pour sa libération, a allégué des faits dont la fausseté est prouvée ».

PORTUGAL

L'article 2417 du Code civil portugais (traduction Lepelletier) reproduit presque textuellement les dis-

positions du Code néerlandais. Il est ainsi conçu :
« L'aveu est indivisible. Par suite, la partie qui prétend en profiter ne peut accepter ce qui lui est favorable et rejeter ce qui pourrait lui nuire, à moins qu'il ne porte sur des faits dont la fausseté se trouve démontrée autrement ».

RUSSIE

Nous rencontrons seulement dans le Code de procédure civile de l'Empire russe de 1864, l'article 112 paraissant se référer à notre matière. D'après cet article, si, au moment où l'affaire est traitée devant le juge de paix, une partie reconnaît par écrit ou verbalement l'existence d'une circonstance qui confirme les droits de son adversaire, cette circonstance est réputée n'avoir besoin d'aucune preuve ultérieure (Lehr, *Éléments de droit civil russe*, t. II, p. 532).

SUISSE

Le Code fédéral des obligations ne contient pas de dispositions relatives à l'aveu. Mais il n'en est pas de même des législations cantonales. La plupart, notamment celles des cantons romands, reproduisent presque textuellement les dispositions de notre Code français. Tels sont les articles 1006 à 1008 du Code Vaudois, les articles 1103 à 1105 du Code de Neuchâtel, et les articles 1226 à 1231 du Code du Valais. Les cantons de Genève et le Jura bernois ont conservé la législation française. Le Code de procédure civile bernois, applicable dans la partie allemande du can-

ton, contient la disposition suivante, art. 162 : « Est à considérer comme avoué tout fait qui, dans le cours du procès actuel, n'est pas expressément contesté par la partie adverse. Si une partie attache à son aveu des restrictions ou n'accepte comme vrais les faits allégués par l'adversaire que moyennant l'addition d'autres faits par lui passés sous silence et ne découlant nécessairement pas de ses allégations principales, l'aveu de ladite partie ne peut être opposé qu'avec ces restrictions ou additions ».

Et l'article 163 ajoute *in fine* : « Quant aux restrictions et additions faites à un semblable aveu extrajudiciaire, on observe les règles posées à l'article précédent » (Répertoire de Fuzier Hermann, v^o *Aveu*, n^{os} 300 à 302).

Vu :

ALBERT TISSIER.

Vu :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 25 novembre 1899.

Le Recteur de l'Académie,

CH. ADAM,

Correspondant de l'Institut.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Sens et portée du principe</i>	5
§ 1. — Il faut que l'aveu soit la seule preuve produite.....	6
§ 2. — Concordance du principe avec les règles sur la preuve	8
§ 3. — Droit de combattre les déclarations accessoires de l'avouant.....	42
CHAPITRE II. — <i>Historique</i>	16
SECTION I. — De l'indivisibilité de l'aveu en droit romain....	16
SECTION II. — De l'indivisibilité de l'aveu dans l'ancien droit	21

PREMIÈRE PARTIE

Examen du principe de l'indivisibilité de l'aveu.	27
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Division de l'aveu en trois branches</i>	27
SECTION I. — Défense de la division des différentes sortes d'aveux en purs et simples, qualifiés et complexes.....	28
SECTION II. — De l'indivisibilité au cas d'aveu pur et simple	30
SECTION III. — De l'indivisibilité au cas d'aveu qualifié.....	31
SECTION IV. — De l'indivisibilité au cas d'aveu complexe ...	34
§ 1. — 1 ^{er} système : L'aveu complexe est toujours divisible..	34
§ 2. — 2 ^e système : L'aveu complexe est toujours indivisible	37
§ 3. — 3 ^e système : Distinction entre l'aveu complexe por- tant sur des faits connexes et l'aveu complexe portant sur des faits non connexes	41
SECTION V. — L'aveu complexe portant sur des faits non connexes est-il nécessairement divisible?.....	49

APPENDICE. — Généralités sur l'extension du principe à l'aveu extrajudiciaire et à l'aveu en matière criminelle	37
--	----

DEUXIÈME PARTIE

Applications du principe.....	63
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Applications du principe à l'aveu qualifié.</i>	63
SECTION I. — Application de l'indivisibilité de l'aveu qualifié en matière de don manuel	73
CHAPITRE II. — <i>Applications du principe à l'aveu complexe.</i>	89

TROISIÈME PARTIE

Limitations et restrictions apportées au principe	101
CHAPITRE I ^{er} . — <i>De l'aveu portant sur des faits distincts et non connexes.</i>	101
CHAPITRE II. — <i>De l'aveu dont l'une des parties est démon- trée fausse, contradictoire ou intraisemblable</i>	122
CHAPITRE III. — <i>Des pouvoirs d'interprétation du juge en matière d'aveu</i>	135
CHAPITRE IV. — <i>De l'aveu qui n'est pas la preuve unique du fait</i>	143
CHAPITRE V. — <i>Considérations générales sur les diverses hypothèses étudiées plus haut</i>	149

CONCLUSION

Appréciation des critiques adressées au principe.....	155
Aperçu de législation comparée sur la question de l'indivi- sibilité de l'aveu	161
Allemagne.....	161
Autriche.....	162
Belgique.....	162

Espagne.....	163
Italie.....	164
Japon.....	164
Pays-Bas.....	165
Portugal.....	165
Russie.....	166
Suisse.....	166

